

**Université François-Rabelais Tours**  
**Ecole doctorale Sciences de l'Homme et de la Société**  
**D.E.A. Villes et Territoires – Aménagement et Urbanisme**

Mémoire de recherche  
Présenté par Hélène BAILLEUL

**Patrimoine et nouvelles identités urbaines**

*Vers un processus de patrimonialisation gouverné localement ?*

**Année 2003-2004**

Membres du jury

Jean-Paul CARRIERE, Professeur, Aménagement et Urbanisme  
Denis MARTOUZET, Professeur, Aménagement et Urbanisme

**Centre de recherche Ville/Société/Territoire – E.A. 2111**

**Maison des Sciences de l'Homme “ Villes et Territoires ”**

# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>2</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>5</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>6</b>
<b>PARTIE 1 : EVOLUTION DES NOTIONS DE PATRIMOINE ET D'IDENTITE .....</b>	<b>8</b>
1. MISE EN EVIDENCE DE L'EVOLUTION DE LA NOTION DE PATRIMOINE AU COURS DU XXEME SIECLE .....	8
<b>1.1. Patrimoine et Monument historique .....</b>	<b>8</b>
1.1.1. Naissance de la notion de patrimoine .....	8
1.1.2. Les valeurs du patrimoine.....	10
1.1.3. La consécration du terme de monument historique au XIXème siècle .....	10
<b>1.2. Le patrimoine de l'après-guerre : naissance d'une dimension européenne.....</b>	<b>13</b>
1.2.1. Le contexte des destructions d'après guerre comme catalyseur de la conservation du patrimoine .....	13
1.2.2. Les modifications du champ d'application du terme de patrimoine .....	14
<b>1.3. Le tout patrimoine et le patrimoine mondial .....</b>	<b>15</b>
1.3.1. La valeur économique du patrimoine .....	16
1.3.2. La mondialisation du phénomène patrimonial .....	17
1.3.3. Quelle définition du patrimoine peut-on retenir ? .....	20
2. NOTION D'IDENTITE ET LIEN AVEC LE PATRIMOINE .....	22
<b>2.1. Les nouveaux rapports de l'homme à l'environnement urbain .....</b>	<b>23</b>
2.1.1. Nouveaux rapports de l'homme aux lieux et à l'espace.....	24
2.1.2. Nouveaux rapports de l'homme au temps.....	28
2.1.3. Nouveaux rapports de l'homme à l'espace / temps.....	30
<b>2.2. Les conséquences des modifications du rapport de l'homme à son environnement sur la formation des identités urbaines.....</b>	<b>32</b>
2.2.1. Le lien causal entre les modifications de la société et ceux de l'identité .....	32
2.2.2. Nouveaux modes de vie et nouvelles identités .....	33
3. PRESENTATION DE LA PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE .....	36
<b>3.1. Le champ de recherche : le patrimoine urbain.....</b>	<b>36</b>
3.1.1. Le choix des ensembles urbains.....	36
3.1.2. La place du patrimoine dans les politiques urbaines.....	37
<b>3.2. Elaboration de la problématique de recherche.....</b>	<b>40</b>
3.2.1. Présentation de l'hypothèse de recherche .....	40
3.2.2. Méthode de validation de l'hypothèse (argumentation).....	41

## **PARTIE 2 : MISE EN EVIDENCE DE L'EXISTENCE D'UN DECALAGE ENTRE LES VALEURS VEHICULEES PAR LES POLITIQUES DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET CELLES QUE LUI CONFERENT LES REPRESENTATIONS COLLECTIVES ..... 42**

1. DEFINITION DES VALEURS DU PATRIMOINE .....	42
<b>1.1. Les valeurs classiques du patrimoine.....</b>	<b>43</b>
1.1.1. Les valeurs identifiées à la Révolution Française : nationale et cognitive .....	43
1.1.2. La théorie de Ruskin sur la valeur affective des monuments .....	43
1.1.3. Les valeurs mémorielles, historiques et historiques .....	45
1.1.4. La valeur économique du patrimoine .....	46
<b>1.2. La transcription de ces valeurs dans les politiques patrimoniales traditionnelles.....</b>	<b>48</b>
1.2.1. Le patrimoine national comme outil pédagogique : les musées .....	48
1.2.2. La protection du patrimoine urbain ou la glorification de l'art urbain .....	49
1.2.3. L'ouverture au patrimoine industriel : art et techniques .....	50
<b>1.3. Les pratiques de mise en valeur et la rentabilisation du patrimoine.....</b>	<b>51</b>
1.3.1. La valeur économique du patrimoine : le tourisme culturel .....	51
1.3.2. Les actions de marketing urbain basées sur des éléments patrimoniaux : mise en valeur du patrimoine ou du territoire ? .....	53
2. ETUDE DU PROCESSUS CLASSIQUE DE PATRIMONIALISATION DES ENSEMBLES URBAINS : L'EXEMPLE DES SECTEURS SAUVEGARDES .....	55
<b>2.1. Essai de définition de la valeur des ensembles urbains.....</b>	<b>55</b>
2.1.1. L'idée de patrimoine national : l'ensemble urbain est un élément local que l'on « nationalise » pour sa valeur exceptionnelle.....	56
2.1.2. L'ensemble urbain comme potentialité de développement touristique : la valeur économique .....	57
2.1.3. L'ensemble urbain est un lieu de vie : valeur identitaire et valeur affective du quartier.....	58
<b>2.2. Présentation du processus de patrimonialisation des ensembles urbains.....</b>	<b>59</b>
2.2.1. Point de départ : constat de la possibilité d'une perte .....	59
2.2.2. Evaluation de la valeur de l'objet : normalisation des choix .....	60
2.2.3. Mise en place d'un dispositif de protection : le classement en secteur sauvegardé .....	61
<b>2.3. Les résultats de la patrimonialisation des ensembles urbains : l'exemple du Marais.....</b>	<b>62</b>
2.3.1. La reconnaissance collective .....	62
2.3.3. Existe-t-il une identité spécifique dans les secteurs sauvegardés ? .....	64
3. MISE EN EVIDENCE D'UN DECALAGE ENTRE LA FONCTION PATRIMONIALE ET CELLE DE LIEU DE VIE : LE PARADOXE DE LA PATRIMONIALISATION .....	66
<b>3.1. Le constat d'une perte, mais pour qui ? .....</b>	<b>66</b>
3.1.1. La traditionnelle référence nationale .....	66
3.1.2. La nécessité d'étendre le concept de patrimoine national à celui de patrimoine de l'humanité.....	67
3.1.3. La référence à l'histoire nationale est-elle suffisante aujourd'hui ? .....	69
<b>3.2. La question de la norme en matière de patrimoine .....</b>	<b>70</b>
3.2.1. La norme comme principe d'équité .....	70
3.2.3. Norme et affectif : la norme peut-elle prendre en compte l'affectif ? .....	71
<b>3.3. Peut-on concilier nouvelles identités et politiques patrimoniales ? .....</b>	<b>72</b>
3.3.1. Crise des identités ou crise de la ville ? .....	72
3.3.2. La valeur affective du patrimoine peut-elle être prise en compte par les politiques patrimoniales ? .....	73

## **PARTIE 3 : PROPOSITION ET ANALYSE D'UN PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION PERMETTANT DE PRENDRE EN COMPTE LA VALEUR AFFECTIVE DU PATRIMOINE..... 75**

1. PRISE EN COMPTE DES PRESCRIPTEURS DE LA VALEUR AFFECTIVE .....	75
<b>1.1. Les prescripteurs de la valeur affective : les habitants</b> .....	75
1.1.1. Habiter et se représenter son lieu de vie .....	76
1.1.2. Le patrimoine comme élément d'attachement au lieu de vie : l'exemple du bas-Belleville .....	77
1.1.3. Remise en cause de la vision rationnelle des « experts » qui prévaut habituellement sur celle des habitants : l'exemple de Montréal.....	79
<b>1.2. Principes de la gouvernance locale</b> .....	81
1.2.1. La gouvernance locale comme « nouveau » principe politique ? .....	81
1.2.2. Le rôle accru des habitants dans les politiques urbaines .....	83
1.2.3. Vers une décentralisation des politiques patrimoniales ? .....	84
<b>1.3. L'apport d'une participation des habitants dans les politiques patrimoniales : justification d'un processus participatif</b> .....	86
1.3.1. La différence entre enquête publique et participation .....	86
1.3.2. La vision européenne des politiques culturelles gérées localement .....	88
1.3.3. Lien entre gouvernance locale et développement durable .....	89
2. PROPOSITION D'UN NOUVEAU PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION .....	91
<b>2.1. Un processus participatif</b> .....	91
2.1.1. Un patrimoine urbain défini par ses habitants : vers une revalorisation des discours populaires sur le patrimoine.....	91
2.1.2. La réflexion collective comme base d'un accord collectif.....	93
2.1.3. L'investissement de la communauté dans la participation a-t-il des impacts sur la vie du quartier ? .....	93
<b>2.2. Vers une responsabilité partagée du patrimoine</b> .....	95
2.2.1. La prise en charge du patrimoine par les propriétaires privés est-elle une solution ? .....	95
2.2.2. Les prescriptions peuvent-elles être établies par les propriétaires eux-mêmes ? .....	96
2.2.3. Le suivi et l'évaluation des impacts de la conservation ou de la mise en valeur doivent-ils être réalisés par les habitants eux-mêmes ? .....	97
<b>2.3. Analyse comparative des schémas du processus de patrimonialisation</b> .....	99
2.3.1. Schéma du processus de patrimonialisation dans les secteurs sauvegardés .....	99
2.3.2. Schéma du processus de patrimonialisation basé sur une démarche participative .....	101
3. CONSEQUENCES D'UN TEL PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION .....	103
▪ <b>Obtenir une meilleure appropriation du quartier par ses habitants ?</b> .....	103
▪ <b>Contrer le réflexe d'un « tout patrimoine » ?</b> .....	104
▪ <b>Limiter une vision élitiste de l'intervention dans le domaine du patrimoine ?</b> .....	104
▪ <b>Réactualiser les valeurs patrimoniales ?</b> .....	105
<b>CONCLUSION</b> .....	106
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	107

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier, avant tout, mon tuteur, monsieur Jean Paul CARRIERE, professeur au Centre d'Etudes Supérieures d'Aménagement pour son aide, son soutien durant l'ensemble de cette année et pour ses précieux conseils.

Monsieur Denis MARTOUZET, professeur au CESA, pour son appui dans l'élaboration du sujet et pour ses nombreux commentaires, qui m'ont permis de faire évoluer mon questionnement.

Madame Jeanine MARCHAND-SAVARIT, professeur au CESA, pour son aide et ses conseils relatifs à la sociologie urbaine.

Monsieur Daniel GILL, professeur à l'Institut d'Urbanisme de Montréal, qui, lors de ses cours, m'a permis de mieux comprendre la problématique des nouvelles identités urbaines et le lien que ces modifications pouvaient avoir avec la notion de patrimoine.

Enfin, toutes les personnes qui, par leurs conseils et leur aide dans les recherches bibliographiques m'ont permis de réaliser ce mémoire de recherche.

## INTRODUCTION

L'objet de la ville suscite un intérêt indéniable dans les recherches en Aménagement du Territoire. Elle est, par ses caractéristiques, un objet d'étude par excellence. On peut observer son organisation spatiale, la comprendre d'un point de vue historique, mais aussi comme objet social, constituant le résultat d'une spatialisation de l'image que la société se fait d'elle-même.

Le patrimoine urbain est, à l'instar de la ville, un objet d'étude qui nécessite une approche pluridisciplinaire. L'approche géographique et urbanistique apporte une connaissance de ses rapports avec le bâti environnant, de son intégration dans la « ville en mouvement », dans une ville qui se renouvelle sans cesse. L'histoire nous enseigne ce que représente le patrimoine, la teneur de son rôle symbolique en quelque sorte, mais aussi l'évolution de sa construction progressive par les sociétés, grâce notamment à la possibilité de faire une histoire des politiques patrimoniales.

La sociologie urbaine, enfin, offre une vision des liens d'un groupe social à son patrimoine. En effet, comme l'ont mis en évidence plusieurs urbanistes et sociologues, le patrimoine est un « construit » dont la définition, l'appropriation et la mise en valeur sont un ensemble de décisions et d'actions propres à un groupe social. C'est pourquoi nous nous intéresserons dans ce mémoire au lien qui existe entre le patrimoine et les identités urbaines. Cependant, comme nous venons de le voir, cette approche sera volontairement multiple.

En effet, nos différentes lectures nous ont permis de mettre en évidence un lien entre l'évolution des identités urbaines et celle de la notion du patrimoine. Les réflexions les plus récentes sur les identités urbaines (Morisset et Noppen, 2003) nous ont conduit à vouloir démontrer que l'approche de la patrimonialisation actuellement réalisée en France à travers les politiques étatiques de conservation du patrimoine, pouvait être en décalage avec les valeurs que lui confère la société civile. De plus, l'étude des prescriptions de différentes organisations, telles que l'Unesco ou l'Union Européenne, en matière de gestion des politiques culturelles, nous permettra de montrer que la participation des habitants dans la définition de leur patrimoine est très souvent mise en avant et préconisée par ces organisations.

C'est pourquoi nous nous interrogerons, dans le cadre de ce mémoire de recherche, sur la valeur affective du patrimoine, c'est-à-dire sur le lien affectif qui peut unir un groupe social à son patrimoine. Puisque nous nous concentrerons sur le thème du patrimoine urbain, notre groupe social de référence sera celui d'un quartier.

Cependant, la mise en évidence de l'existence de ce lien nécessitera d'abord de revenir sur la notion de patrimoine, sur ses valeurs historiques, pédagogiques ou économiques et sur les politiques patrimoniales qui leur correspondent. En parallèle de cette démonstration s'inscrira une tentative de présentation des évolutions de la notion d'identité et de son lien avec le patrimoine. Ainsi, nous verrons que si ce lien existe, il n'est pas pris en compte par les politiques actuelles de protection du patrimoine.

L'existence de ce décalage nous amènera à rappeler que la valeur donnée au patrimoine dépend souvent du parti pris des acteurs de la politique de conservation ou de mise en valeur. Aussi, nous interrogerons-nous sur les modalités d'un processus de patrimonialisation permettant de prendre en compte la valeur affective du patrimoine. Nous aborderons également certaines notions pouvant être rattachées à un processus participatif, notamment celle de démocratie participative et de gouvernance locale.

Notre propos s'organisera donc de la manière suivante : dans un premier temps nous réaliserons un rapide historique de l'évolution de la notion de patrimoine depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, auquel sera ajouté une partie sur les modifications du rapport des habitants au milieu urbain et les conséquences que celles-ci peuvent avoir sur la formation des identités urbaines et sur le lien affectif au patrimoine. Dans un second temps, nous ferons une analyse des politiques patrimoniales existantes et plus spécifiquement de celle qui, en France, concerne les ensembles urbains, afin de mettre en évidence que la valeur affective du patrimoine n'est pas explicitement prise en compte dans les processus de patrimonialisation actuels. Enfin, nous analyserons les modalités d'un processus participatif dans lequel les habitants pourraient jouer un rôle prépondérant, en nous interrogeant d'une part sur les éléments des discours actuels qui tendent à plébisciter des politiques participatives dans les domaines de l'urbanisme et de la culture et, d'autre part, sur certaines des conséquences qu'un tel processus pourrait avoir sur la vie urbaine et sur la notion de patrimoine.

## PARTIE 1 : EVOLUTION DES NOTIONS DE PATRIMOINE ET D'IDENTITE

### 1. MISE EN EVIDENCE DE L'EVOLUTION DE LA NOTION DE PATRIMOINE AU COURS DU XXEME SIECLE

**Si la notion de patrimoine existe selon certains auteurs depuis la naissance du droit de propriété, les historiens s'entendent pour affirmer que le patrimoine et, notamment, le principe de protection sont nés, en France, à la fin de l'ancien Régime. Cependant, il faut bien évidemment préciser que cette notion a beaucoup évolué depuis cette date en passant notamment du terme de « monument historique » à celui de « patrimoine », permettant ainsi d'élargir la définition de « ce qui peut faire partie » du patrimoine d'une Nation mais aussi du rôle qu'il joue dans la société. Nous verrons que dans plusieurs pays, la notion de patrimoine a connu les mêmes évolutions. Mais, dans le cadre de ce travail, nous nous intéresserons plus particulièrement au cas français.**

#### **1.1. Patrimoine et Monument historique**

##### 1.1.1. Naissance de la notion de patrimoine

C'est le mouvement de la Renaissance qui, selon les historiens, a donné pour la première fois une valeur particulière aux objets architecturaux de l'ancien temps, avec notamment la redécouverte du mouvement classique. Par la suite, le siècle des Lumières a mis en évidence l'intérêt de redécouvrir l'héritage de la Nation, de mettre en avant ces objets méconnus, de les classer et d'en faire l'inventaire. Ces actions devaient permettre de « *dissiper l'ignorance, de perfectionner les arts, de réveiller l'esprit public et l'amour de la patrie* » (Poulot, 1997 : 18). Dans cet objectif naît, dans les milieux savants, une compétence en matière d'inventaire, de recensement des « œuvres nationales ». Mais c'est au moment de la Révolution Française que tout va se jouer. La rupture totale avec le régime ancien et la volonté forte de construire, sur des bases nouvelles, une démocratie, vont donner à l'Etat la charge de gérer ces objets de l'ancien temps. Les nombreux actes de vandalisme avaient en



effet donné naissance à des réactions au sein des groupes d'intellectuels de l'époque et à un mouvement prônant la défense du patrimoine national. C'est à ce moment que la notion de patrimoine va prendre tout son sens, comme objet collectif dont tout citoyen a la responsabilité. Des comités révolutionnaires seront entièrement dévolus à la conservation de ce que l'on appelle à l'époque les « monuments nationaux ». Selon Françoise Choay, ces actions de conservation ont deux origines : d'une part, le « *transfert à la Nation des biens du clergé, de la couronne et des émigrés* » et d'autre part « *la destruction idéologique dont une partie de ces biens a fait l'objet, à partir de 1792, en particulier sous la Terreur et sous le gouvernement de Salut Public. Ce processus destructeur suscite une réaction de défense immédiate, comparable à celle qu'avait provoquée le vandalisme des Réformés en Angleterre. Toutefois, dans la France en révolution, la démarche réactionnelle prend une autre ampleur et une autre signification, politique. Elle ne vise plus seulement la conservation des églises médiévales, mais, dans sa richesse et sa diversité, la totalité du patrimoine national* » (Choay, 1999 : 75).

Le patrimoine n'est plus établi en référence à la propriété de certains groupes (comme par exemple le clergé), mais à un savoir, au travail de recensement et d'inscription mené par les savants. Dès le départ, les biens nationaux sont définis comme objets publics, appartenant à chaque citoyen. La nationalisation des biens patrimoniaux entraîne un devoir de préservation que chacun doit respecter. Toutes sortes de biens sont ainsi promues au rang de « monument public ». Les reliques gréco-romaines côtoient les œuvres architecturales récentes qui acquièrent une valeur historique. Très vite la question de la conservation de tous ces biens meubles et immeubles devient primordiale. Les commissions révolutionnaires proposent qu'à partir des dépôts où étaient entreposés les objets, soient créés des musées dans chaque département de France pour permettre que les objets du patrimoine soient utilisés à des fins d'instruction. Mais la question des biens immeubles est plus complexe : « *il fallait inventer de nouveaux usages pour des édifices qui avaient perdu leur destination originelle* » (Choay, 1999 : 79). C'est ainsi que de nombreux édifices religieux furent transformés en dépôts, en halles et même en prison comme l'abbaye de Fontevrault ou celle du Mont Saint Michel.

### 1.1.2. Les valeurs du patrimoine

A quoi servent ces monuments ? Leur valeur nationale est primordiale et accompagne logiquement le développement des idées politiques de l'époque. Mais ils ont également une valeur de savoir, d'apprentissage de l'histoire nationale. Les monuments introduisent à une pédagogie générale du civisme. Témoins de l'histoire, ils peuvent servir à la mobilisation d'un sentiment de fierté et de supériorité nationales (Choay, 1999 : 89). En troisième lieu est classée leur valeur économique en terme de tourisme. En effet, les monuments servent à la gloire de la Nation et à attirer des étrangers. La valeur artistique du patrimoine vient en dernier. Les concepts d'art et d'esthétique ne sont que peu développés et même si l'on conserve les « chefs d'œuvre de l'art », on n'y voit que leur intérêt pédagogique.

C'est donc à la Révolution Française que seront posées les bases d'une politique étatique de conservation du patrimoine. Cependant, comme nous allons le voir, le terme de patrimoine sera remplacé au XIXème siècle par celui de « monument historique ».

### 1.1.3. La consécration du terme de monument historique au XIXème siècle

Le XIXème siècle sera celui de la consécration du monument historique comme objet d'art. C'est aussi la période où les connaissances sur les sciences, l'art, l'histoire, l'archéologie se développent et où naît la restauration en tant que discipline. Au cours de ce siècle, les goûts et l'art lui-même vont évoluer et, avec eux, les monuments « sélectionnés » pour être conservés. Ceux-ci acquièrent d'autres valeurs, d'autres « contours spatio-temporels » et un statut juridique inédit. Leur traitement, à travers les opérations de restauration, sera également nouveau. Ce qui est symptomatique de cette période est que la révolution industrielle, avec les grands bouleversements qu'elle apportera, sera considérée comme une frontière entre ce qui appartient à un riche passé artistique et la modernité qui advient avec l'avènement de la machine. Cette frontière historique prévaudra dans la sélection des monuments « dignes de passer à la postérité » jusque dans les années 60.

Les monuments historiques ainsi conservés par l'Etat à partir du XIXème siècle acquièrent également des valeurs différentes de celles qu'on leur donnait au siècle précédent. La première valeur, en opposition avec l'époque de la Révolution, n'est plus la valeur nationale mais la valeur cognitive et artistique. C'est un historien, F. Guizot, qui défend le premier ces dimensions, en parallèle avec l'émergence d'une discipline à laquelle il

appartient : l'histoire de l'art (Choay, 1999 : 96). Ainsi, le monument historique est-il un objet de connaissance et de re-connaissance des pratiques artistiques anciennes. C'est Guizot qui crée en France la charge d'inspecteur des monuments historiques. Cependant, pour lui, les édifices anciens ne contribuent pas à construire le savoir, tâche dévolue à l'histoire de l'art, mais à l'illustrer. Ainsi, la valeur uniquement artistique du monument historique est-elle oubliée au profit d'une valeur de savoir. On oublie à cette époque l'appréciation « sensible » des œuvres au profit d'une appréciation intellectuelle.

Le mouvement romantique va cependant mettre un bémol à ce phénomène en réhabilitant l'aspect sensible de l'art. Il va jouer un rôle important dans la défense des monuments historiques. En effet, certains artistes tels que Victor Hugo vont mettre en avant dans leurs œuvres les émotions et sentiments esthétiques que provoquent et transmettent la qualité architecturale et le pittoresque. A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle se développe un véritable « culte de l'art », sensé remplacer la religion, et dans lequel le monument historique a toute sa place. Le monument gothique deviendra un sujet privilégié des artistes romantiques du fait de son « mysticisme ». Les auteurs tels que Victor Hugo, ayant consacré leurs écrits à la louange de la beauté de ces œuvres du passé, devinrent les plus fervents défenseurs de ces objets porteurs d'émotions artistiques et esthétiques. Cette référence systématique au passé, caractéristique du mouvement romantique, est due au contexte dans lequel évoluaient ces artistes. En effet, les bouleversements apportés par la révolution industrielle étaient vécus comme un élément de fracture avec le passé. L'avènement de la machine, l'industrialisation, avaient causé des changements jugés irrémediables et constituaient une menace pour ces reliques d'un passé dont on célébrait les avantages. Cette révolution représentait une rupture avec la Tradition, notamment marquée par l'abandon des théories cartésiennes et l'arrivée des théories sur l'histoire de Marx, Hegel ou Nietzsche (Arendt, 1968 : 28 à 57). Ainsi, le choc de cette révolution dépassa le mouvement romantique.

Au XIX<sup>ème</sup> siècle, les monuments historiques seront réellement consacrés et défendus contre les agressions des usines et des industries qui s'implantent dans la ville de l'époque. Tout dommage à une œuvre du passé est considéré comme irrémediable. On oppose l'architecture, synonyme d'art, à la « construction » purement technique et standardisée qui a cours grâce au développement de l'industrie. Ainsi, c'est également cette période qui sera choisie pour marquer la frontière temporelle entre ce qui est une œuvre d'art du fait de son appartenance à un passé glorieux, et ce qui ne l'est pas, c'est-à-dire qui appartient à la

modernité. Ainsi les édifices construits après la révolution industrielle ne seront pas considérés comme des œuvres mais comme des objets standardisés. Cette « barrière temporelle » qui prévalait au classement d'un monument historique survivra jusqu'à la moitié du XXème siècle puisque c'est seulement après la seconde guerre mondiale que le patrimoine industriel sera reconnu en France.

Mais l'opposition entre les nécessités de la modernité, notamment en terme d'espace et de circulation, et la volonté de conserver des éléments prestigieux du passé va influencer une modification de la notion. La modernisation des systèmes de production va rendre nécessaires des travaux d'adaptation des villes (cf. les travaux d'Hausmann à Paris ou de Cerdà à Barcelone) qui vont « s'attaquer » non pas à des monuments mais à des ensembles urbains entiers. La protestation s'organisera à l'époque, grâce, notamment en France, à Edouard Fournier qui écrit en 1867 dans *Paris, Guide pour les principaux écrivains et artistes de la France* : « Chercher encore l'histoire dans les rues de Paris, après ce qu'on y a détruit partout depuis dix ans, c'est venir bien tard ; c'est vouloir moissonner après la moisson, ramasser des brins d'herbe au lieu d'épis » (Choay, 1999 : 52). Des campagnes de protestation s'organisent dans les milieux élitistes du Second Empire qui jouissent de suffisamment de temps libre pour mener des activités culturelles. Selon Hannah Arendt, c'est à ce moment que le concept de culture est né. En contrepartie de ces mouvements philistins se développèrent au début du XXème siècle des courants régionalistes qui défendaient une approche moins élitiste du patrimoine. Pour eux, les monuments pouvaient aussi être « *sans style peut-être, mais plein de charme et d'émouvants souvenirs qui forment la physionomie architecturale, la figure physique et morale de la terre de France* » (Choay, 1999 : 67).

## 1.2. Le patrimoine de l'après-guerre : naissance d'une dimension européenne

La construction européenne va petit à petit remettre en cause la conception nationale du patrimoine. L'ancrage patriotique va être délaissé au profit d'une vision européenne voire occidentale de ces témoins de la vie passée. Autre phénomène intéressant, la définition du patrimoine comme héritage monumental *stricto sensu* va être réformée. Le patrimoine sera désormais un ensemble de figures et d'activités significatives de la vie sociale.

### 1.2.1. Le contexte des destructions d'après guerre comme catalyseur de la conservation du patrimoine

La période d'après-guerre marquera un pont d'inflexion dans la conservation du patrimoine. Les pertes dues aux deux conflits, avec une ampleur sans commune mesure pour la seconde guerre mondiale, vont entraîner dans toute l'Europe une « Reconstruction » du patrimoine menacé ou détruit. Les destructions ont touché des villes entières et, phénomène nouveau, le tissu urbain « mineur » entourant les monuments. Cependant, cette *« activité conservatrice d'une ampleur sans précédent s'est développée sans que l'on s'interroge beaucoup sur les principes »* (Lemaire, 1980 : 43).

Au contraire, les années 60 et 70 vont représenter un tournant dans la mise en place de principes de conservation du patrimoine en France. La loi Malraux marque en 1962 le point de départ d'un cadre théorique et législatif nouveau de la protection. La conservation d'ensembles urbains entiers va être prônée dans une perspective globale et volontariste. Cette loi va signifier la fin d'une vision « étriquée » du patrimoine héritée du XIXème siècle. Le Monument Historique n'est plus le seul « type » d'objet patrimonial. L'abandon de la vision ancienne de la conservation du monument et l'avènement d'un concept moderne de patrimoine va être explicité à l'occasion du IIème congrès international des architectes et techniciens des monuments historiques en 1964 à Venise. La célèbre *Charte de Venise* va définir les monuments historiques et les modalités de leur conservation d'une manière nouvelle et ambitieuse puisqu'il est affirmé que *« la notion de monument historique comprend la création architecturale isolée aussi bien que le site urbain ou rural qui porte témoignage d'une civilisation particulière, d'une évolution significative »* (Extrait de la Charte de Venise).

Le contexte de l'après-guerre avec notamment la découverte des différences entre l'Ancien Monde et le Nouveau, de l'inadaptation des systèmes de production de la vieille Europe qui toucha de plein fouet l'agriculture et conduisit à un nouvel exode rural, mit à jour la nécessité de conserver ce monde qui risquait de disparaître. Pour la première fois, l'action culturelle est élevée au rang de politique publique. Les cadres donnés par la charte de Venise à travers une codification du patrimoine, ainsi que la création la même année en France de l'Inventaire général des richesses artistiques marquent une volonté de fonder la protection des témoins du passé sur une méthode scientifique de recherche et d'analyse. Parallèlement, l'objectif de la conservation change. Si au XIX<sup>ème</sup> siècle, *« l'intérêt pour les monuments médiévaux était né de la volonté d'écrire l'histoire nationale ; après 1945, les nations européennes, qui avaient perdu leur prééminence politique, s'unissaient pour la protection des témoins d'une civilisation dont on célébrait les références communes »* (Bercé, 2000 : 101). La charte de Venise rédigée en 1964 par le congrès international des architectes et des techniciens des Monuments Historiques, va exprimer les principes à suivre pour la conservation et la restauration des monuments et des sites. Elle s'inspirera largement de la législation française et notamment de la loi de 1913 sur la protection des monuments historiques. Cependant, en conformité avec le nouveau contexte européen et international, elle affirme que *« les monuments qui constituent le patrimoine culturel et spirituel d'un pays n'appartiennent pas seulement au Etats sur le territoire desquels ils ont été édifiés »* (Extrait de la Charte de Venise).

#### 1.2.2. Les modifications du champ d'application du terme de patrimoine

Le champ du patrimoine va également connaître une modification significative, et ce, sous l'influence du ministre des affaires culturelles de l'époque, André Malraux. Son action au premier ministère dédié à la culture en France va conduire à imposer une nouvelle vision du patrimoine. Sa définition va être élargie au patrimoine contemporain, en opposition aux principes du XIX<sup>ème</sup> siècle. C'est à partir des années 60 que l'inventaire des Monuments Historiques va être grossi par des œuvres non plus exclusivement datées d'avant la révolution industrielle. A cela s'ajoute l'apport de la charte de Venise s'appliquant non seulement à des monuments isolés mais aussi à des ensembles urbains, à l'architecture religieuse et civile et à l'architecture rurale. Cette nouvelle « typologie » du patrimoine architectural va dans le même sens de l'élargissement de son champ voulu par Malraux. Les premières expériences de restauration malheureuses, isolant parfois des monuments dans un environnement peu adapté,

conduirent à des réflexions sur la cohérence des tissus urbains dans leur totalité comme prescrit dans la loi de 1962. Cette loi défendait la conservation des quartiers anciens en opposition à un courant moderniste, cherchant à créer la ville moderne idéale. Cette loi venait en réponse à la demande de nombreuses associations de défense nées au moment de la reconstruction. Le problème de la compatibilité des monuments anciens dans les villes modernes se posait partout en Europe.

La charte de Venise fait également le lien entre le monument ancien et la communauté qui se le représente. Ce lien est constitué par la projection de nos sentiments esthétiques. Elle considère la réutilisation d'un bâtiment, son usage contemporain comme une nécessité. L'intérêt qu'une communauté porte à un monument est proportionnel à l'appropriation qu'elle s'en fait. La réutilisation d'un bâtiment pour un usage contemporain est donc le signe de sa reconnaissance par la société contemporaine. Mais il est tout de même précisé dans la charte que l'usage moderne du bâtiment ne doit pas altérer « *l'ordonnance et le décor des édifices* ».

En résumé, on assiste, à l'après-guerre, à une profonde modification de la notion de patrimoine. L'ampleur des objets considérés comme tels est sans précédent. L'élargissement est de mise, autant en terme de typologie que de son champ historique. Mais d'autres réflexions donneront lieu à des modifications de cette notion dans les décennies qui suivront.

### **1.3. Le tout patrimoine et le patrimoine mondial**

Les dernières décennies de la fin du XXème siècle ont été l'occasion de faire émerger de nouveaux principes dans la conception du patrimoine. En effet, celui-ci est passé d'un objet symbolique à l'état de « produit ». La préservation du patrimoine, premier objectif poursuivi jusque là, a été complétée par la mise en place de nouveaux types d'intervention sur le patrimoine : les actions de valorisation. Cette nouvelle conception a complètement changé le rapport de la société avec ces objets symboliques. La conservation des monuments ou ensembles urbains n'est plus faite prioritairement en fonction de leur valeur intrinsèque (normes esthétiques ou scientifiques) mais dans l'espoir d'obtenir une valeur ajoutée pour le territoire (norme économique). Le passage d'une société traditionnelle à la société de masse crée une modification importante dans le rapport à la culture : « *la société (traditionnelle) veut la culture, évalue et dévalue les choses culturelles comme marchandises sociales, mais ne les consomme pas. [...] La société de masse, au contraire, ne veut pas la culture mais les loisirs*

*et les articles offerts par l'industrie des loisirs sont bel et bien consommés par la société* » (Arendt, 1968 : 263). Le développement, à partir des années 70, d'une nouvelle «définition» du patrimoine, au sens de patrimoine mondial, va permettre une diffusion sans précédent de ces principes dans le monde entier.

### 1.3.1. La valeur économique du patrimoine

Ces changements s'inscrivent dans un nouveau contexte dans lequel se trouvent les territoires. Les effets de la mondialisation ayant fragilisé les territoires situés « en dehors » des grands centres qui polarisent l'activité et la population, et favorisé la mise en place des systèmes en réseau où les relations des métropoles avec l'hinterland sont moins importantes que celles avec les autres métropoles, les principes de l'aménagement et du développement des territoires ont été refondés. Le développement local a connu son avènement, favorisant une mise en valeur des ressources endogènes du territoire. Cette nouvelle conception, encourageant une vision « positive » des différents aspects économiques et sociaux spécifiques à chaque territoire a donné naissance à des pratiques de marketing urbain. Les « spécificités » des territoires deviennent des atouts à partir desquels se met en place la communication autour du territoire. Dans ce contexte, le patrimoine s'est trouvé être un élément phare du développement de l'image des territoires.

A partir des années 90, ce principe de valorisation de l'image des territoires par la découverte ou redécouverte des éléments patrimoniaux a eu un impact très important sur la notion de patrimoine. En effet, celui-ci a été considéré comme un élément économique. Les initiatives des communes ou de leurs groupements se sont multipliées si bien que chaque territoire aujourd'hui met en place des opérations ayant trait à l'amélioration ou la valorisation de son « image ». Nous développerons plus loin des exemples de ces pratiques nouvelles.

Les territoires doivent jouer de plus en plus d'autres « atouts » que la simple mise à disposition de locaux ou de logements pour attirer entreprises et nouveaux habitants. Dans cette course pour l'attractivité, l'image, l'identité des territoires prend une place importante. La référence aux racines historiques, socle de la construction identitaire du territoire est aujourd'hui considérée comme un élément positif et valorisant pour les territoires. Elle permet de mettre en avant le dynamisme culturel et social, qui compte dans les choix de localisation



des entreprises ou des populations. Ce type de pratique n'est pas essentiellement urbain, il se développe dans de nombreux territoires ruraux où le patrimoine naturel, notamment, est régulièrement mis en valeur. Dans les agglomérations, c'est le patrimoine urbain non monumental, comme par exemple les anciens quartiers industriels (docks, manufactures, etc.), qui sert de base à un marketing urbain. Les grands projets urbains favorisent souvent la composante architecturale et patrimoniale, en même temps que la recherche de la modernité. Le nombre de projets architecturaux associant des éléments anciens avec des formes ultramodernes se multiplie.

Le patrimoine fait donc aujourd'hui partie des projets urbains visant à mettre en valeur les spécificités identitaires d'un territoire. Mais l'intervention urbaine est bien souvent différente, dans ce cas, des pratiques de restauration que l'ont réalisait sur les monuments historiques. En effet, la gestion de ce patrimoine mineur, c'est-à-dire le patrimoine ne faisant pas nécessairement l'objet d'un classement à l'inventaire national, se fait par l'intermédiaire d'opérations de valorisation ou de réhabilitation qui sont moins « exigeantes » que celles entreprises sur les monuments classés. Le réemploi du patrimoine à des usages non traditionnels (logement dans d'anciens bâtiments industriels ou encore bureaux à la place d'appartements) se développe. La recherche de la conservation « en l'état » n'est plus celle qui prime, au profit d'un principe de rentabilité du patrimoine. Les autorités locales acceptent d'engager des opérations de valorisation ou de réhabilitation du patrimoine si celles-ci créent une certaine valeur ajoutée. C'est le sens de l'ouvrage de Xavier Greffe sur la valeur économique du patrimoine (Greffe, 1990). En effet, les processus de patrimonialisation sont de plus en plus considérés en terme de rentabilité. La valeur économique du patrimoine est, et peut être, calculée.

### 1.3.2. La mondialisation du phénomène patrimonial

Un autre grand changement est intervenu dans les dernières décennies et qui fait suite à l'élargissement à une dimension européenne qu'avait pris le patrimoine à la sortie de la seconde guerre mondiale. En effet, nous avons vu plus haut que la conscience d'une nécessité de conserver le patrimoine avait gagné l'ensemble des pays européens au lendemain de la guerre, face à l'ampleur des destructions en présence. De la même façon, cette « conscience patrimoniale », si l'on peut l'appeler ainsi, a été exprimée par de nombreux pays et peuples dans le monde à partir des années 1970. La conservation du patrimoine, phénomène resté

jusqu' 'alors un « produit » de la civilisation européenne, va être transmise à d'autres sociétés et devenir ainsi un phénomène « mondialisé ».

C'est à partir de 1972 et la signature de la convention pour la protection du Patrimoine Mondial Culturel et Naturel<sup>1</sup>, que la notion de patrimoine va être dotée d'une définition sans précédent : celle de patrimoine de l'Humanité. En effet, à cette date est reconnue que le patrimoine est un bien commun à tous les peuples de la Terre et que chaque Etat doit participer à sa protection afin de le transmettre aux générations futures. Cette convention a donné naissance à de nouveaux principes. En premier lieu, le patrimoine concerné est défini comme « exceptionnel ». Cette définition apparaît aux articles 1 et 2 de la convention :

#### **« ARTICLE 1**

*Aux fins de la présente Convention sont considérés comme "patrimoine culturel" :*

- *les monuments : oeuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,*
- *les ensembles : groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,*
- *les sites : oeuvres de l'homme ou oeuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.*

#### **ARTICLE 2**

*Aux fins de la présente Convention sont considérés comme "patrimoine naturel" :*

- *les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique,*

---

<sup>1</sup>La convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel a été ratifiée en octobre 1972 par les pays membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Actuellement, plus de 170 pays sont signataires de cette convention.

- *les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation,*
- *les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle. »*

Dans ces deux articles est répétée la caractéristique exceptionnelle du patrimoine qui est concerné par cette convention. Celle-ci est explicitée par les termes de « *valeur universelle exceptionnelle du point de vue de* ». Les critères ou ensembles de critères sont éloquentes par rapport au parti pris de cette convention. Ce sont des éléments scientifiques, qu'ils soient historiques, ethnologiques, anthropologiques, ou esthétiques. Les critères d'identification des objets pouvant être considérés comme faisant partie du patrimoine mondial sont très clairement inspirés de la conception classique et européenne du patrimoine. En effet, la référence à une norme et l'idée d'un classement, à travers l'élaboration d'une liste des sites inscrits au patrimoine mondial est une procédure inspirée directement des textes législatifs français et européens (notamment la loi de 1913 en France). Ainsi, cette mondialisation de la conservation du patrimoine a conduit à une certaine « exportation » du modèle européen.

Les modalités de mise en œuvre de cette convention nous informent sur le parti retenu quand aux acteurs devant engager ces actions de conservation. L'article 3 de la convention éclaire ce point :

**« ARTICLE 3**

*Il appartient à chaque Etat partie à la présente Convention d'identifier et de délimiter les différents biens situés sur son territoire et visés aux articles 1 et 2 ci-dessus. »*

La politique internationale de conservation du patrimoine est donc, à l'image des politiques européennes, une politique nationale. Dans cette convention, l'organe garant de la conservation du patrimoine est le niveau administratif et politique le plus haut : l'Etat.

Cette mondialisation de la conservation du patrimoine a permis de reconnaître un principe nouveau : celui de la nécessité de transmettre le patrimoine. En effet, pour la première fois est érigé en principe une certaine obligation des sociétés actuelles envers les générations futures. Si cette notion n'apparaît pas dans le texte de la convention de 1972,

depuis l'émergence du concept de développement durable en 1992, la solidarité avec les générations futures a pris toute sa place dans les discours de l'UNESCO sur le patrimoine mondial. La conservation du patrimoine mondial a donc également pour but de permettre aux générations futures de jouir de ces éléments naturels et culturels d'une qualité exceptionnelle. Avec le concept de développement durable a donc été élargi le groupe des « destinataires » de la conservation du patrimoine.

Ainsi, l'élargissement de la « conscience patrimoniale », comme nous avons dénommé le phénomène de prise de conscience de la valeur du patrimoine qui se développe partout dans le monde, à l'ensemble de la planète est-il le plus récent changement qu'ait connu la notion de patrimoine.

### 1.3.3. Quelle définition du patrimoine peut-on retenir ?

Pour terminer ce tour d'horizon de l'évolution de la notion de patrimoine au cours du XXème siècle, nous souhaitons reprendre certains éléments de la définition qui en est faite dans le « Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés » dirigé par Jacques Lévy et Michel Lussault (Lévy et Lussault, 2003 : 692 et 693). Dans son article, Olivier Lazzarotti, maître de conférence à l'université de Picardie Jules verne, donne une lecture problématique de ce terme : pour lui, le patrimoine est *« ce qui est censé mériter d'être transmis du passé, pour trouver une valeur dans le présent »*. Cette définition concise du patrimoine appelle plusieurs questions. L'auteur laisse entendre que cette notion occidentale *« ancienne et très symboliquement chargée »* avec de nombreuses références à la religion, notamment, et devenue très populaire, jusqu'à l'affirmation que notre époque est celle du *« tout patrimoine »*. En effet, dans son article, l'universitaire met en évidence l'élargissement phénoménal qu'a connu le champ d'application de cette notion : *« un élargissement constant du champ d'application, avec, par exemple l'apparition de la notion de « paysage culturel », ou encore avec l'agrégation d'édifices de plus en plus récents, y compris choisis dans le secteur industriel... »*. Il soulève également le fait qu'elle *« s'accorde, finalement, parfaitement avec l'idéologie du développement durable, qui émerge dans les vingt dernières années du XXème siècle et à laquelle elle participe. S'il s'agit de conserver l'environnement naturel de la planète au plus près possible de son état actuel, sa mise en patrimoine pourrait être un des processus les mieux adaptés à cet objectif de durabilité. »*

Olivier Lazzarotti soulève également le fait que le patrimoine « *n'est pas un donné mais un construit* ». Par là il explique que tout processus d'*identification et de mise en patrimoine (la patrimonialisation)* procède bien d'une opération intellectuelle, mentale et sociale qui implique des tris, des choix, donc des oublis : *que conserver ? Selon quels critères ?* ». Dans cette construction du patrimoine interagissent des volontés sociales et politiques qui sont souvent implicites. Ainsi, les transformations que subissent les quartiers patrimoniaux, par le processus de gentrification que l'on peut observer dans « *la plupart des opérations de réhabilitation de centres anciens des villes, du Vieux Québec au Marais parisien...* », viennent de plus en plus, au centre des débats. L'auteur remarque aujourd'hui que « *l'appel au patrimoine invoque secondairement, le passé, mais concerne, prioritairement, le présent et provoque, dans une certaine mesure le futur* ». En conclusion de son article, Olivier Lazzarotti, met en évidence une nouvelle dimension du patrimoine. Selon lui, le rapport au patrimoine est une image des sociétés occidentales : « *certain auteurs voient pourtant dans les actuelles « allégories du patrimoine » qui marquent en particulier les pays occidentaux, un indice de l'incapacité des sociétés développées à se projeter dans l'avenir, à accepter la création culturelle et l'avant-garde, et donc de leur conservatisme* ».

**Cette définition nous intéresse plus particulièrement car elle met en évidence les liens qui peuvent exister entre la conservation du patrimoine et les phénomènes sociaux et identitaires. Si le patrimoine fait partie de notre identité culturelle, il convient de voir maintenant comment peuvent être caractérisés ces liens et ce que les modifications de l'un peuvent entraîner sur l'autre. Notre ambition ne sera pas de réaliser une histoire des identités, en expliquant en parallèle les liens avec la notion de patrimoine. Nous nous concentrerons donc sur les changements actuels et sur la manière dont ceux-ci peuvent remettre en cause la notion de patrimoine, mais surtout, comme nous le verrons par la suite, le processus de patrimonialisation.**

## 2. NOTION D'IDENTITE ET LIEN AVEC LE PATRIMOINE

**L'identité, ou plutôt les identités sont très souvent accompagnées d'un qualificatif. En effet, dans l'optique de la compréhension de ce phénomène à l'échelle des espaces urbains, les différents chercheurs (sociologues, économistes, urbanistes) ont bien vite opté pour la dénomination d'« identité urbaine ». Celle-ci est donc employée pour désigner invariablement les liens d'appartenance existants au sein d'un groupe social implanté dans les villes. L'identité est en quelque sorte la représentation que se fait le groupe de lui-même. Dans la théorie des représentations et des identités, l'environnement bâti entre en compte, de manière presque incontournable, comme objet d'un investissement identitaire collectif et sur lequel les représentations se basent (Morisset et Noppen, 2003 : 6). La recherche sur les identités urbaines a donc établi que l'environnement urbain, bâti était « signifiant ». Parmi les éléments de l'environnement urbain, le patrimoine est donc considéré comme un « cas d'école », étant par excellence un signe, ou un symbole.**

Cependant, ces éléments de référence des identités urbaines, les signes ou ensembles de signes qui sont le point de départ de représentations collectives et de projections de données psychologiques ou sociales, ne sont pas nécessairement des éléments « appartenant » au passé. L'identité urbaine est composée à la fois de références aux racines et à l'histoire du groupe social, et d'éléments contemporains faisant référence au principe de modernité. Il ne sera pas question ici d'établir une hiérarchie entre ces références, la formation des identités étant un phénomène complexe et spécifique à chaque groupe social. Cependant, nous nous attacherons à montrer que l'évolution des identités urbaines peut avoir des conséquences sur la définition du patrimoine et sur sa « gestion » par la collectivité.

## **2.1. Les nouveaux rapports de l'homme à l'environnement urbain**

Si la formation des identités se base, entre autre, sur le rapport de l'homme à son environnement, il est important de prendre en compte les modifications qui sont intervenues dans la « vie urbaine » ces dernières décennies. Il est très clairement identifié actuellement que l'amélioration des techniques et des moyens de communication influencent directement nos modes de vie (CERTU, 1998 : 82 à 120). Les chercheurs ont mis en évidence le passage progressif de nos sociétés occidentales dans une ère « informationnelle » (Castells, 1998, 1999 et 2000). Cette nouvelle vision de la société occidentale mais aussi mondiale constitue un paradigme permettant de remplacer celui de la « société post-industrielle » qui, par ses références à l'ère industrielle, paraissait inadapté à la compréhension des mécanismes actuels. Manuel Castells, véritable théoricien de la société informationnelle, s'est attaché à relever les différents changements d'ordre économique, politique et social en prouvant qu'ils étaient, malgré leurs diversités, les différentes facettes d'une même réalité. Selon lui, les « mutations » visibles de notre société sont les conséquences du passage d'un capitalisme industriel à un capitalisme informationnel. Le paradigme de la société informationnelle se base sur trois constats principaux : d'une part, que les technologies agissent sur l'information, d'autre part, que la nouvelle technologie influence notre existence collective et individuelle et enfin, que tout système ou organisation qui utilise ces nouvelles technologies se déploie selon une logique de réseau. Ainsi a-t-il qualifié la société contemporaine de « société en réseau ». Ce constat n'est certes pas nouveau, ayant été depuis longtemps réalisé par les chercheurs dans différents domaines tels que les recherches sur les phénomènes d'urbanisation, les théoriciens de la mondialisation de l'économie, etc. Cependant, Castells démontre que tout un chacun vit et évolue dans ces réseaux, ce qui n'avait été que peu ou pas encore établi.

Cette affirmation permet d'ouvrir de nouvelles perspectives aux sciences sociales mais également à l'urbanisme. En effet, l'évolution d'une société rythmée par un temps universel (celui du travail), à un temps individualisé et de plus en plus désynchronisé, a des répercussions sur les modes de vie, les manières d'habiter et d'utiliser l'espace, mais aussi, pour se rapprocher de la problématique qui nous intéresse ici, de s'approprier l'espace et de se le représenter. Ainsi, pouvons nous dire que l'ensemble des évolutions techniques, modifiant les représentations que l'on se fait de notre environnement, aura également des conséquences sur le lien des individus au patrimoine.

### 2.1.1. Nouveaux rapports de l'homme aux lieux et à l'espace

De nombreux chercheurs s'interrogent aujourd'hui sur les transformations qui interviennent dans les modes de vie urbains. Il ne sera pas question ici de faire une présentation exhaustive de ces réflexions, mais de mettre en avant certains points qui nous permettront de mettre en relation les évolutions de l'identité urbaine, telles qu'elles sont envisagées aujourd'hui par les chercheurs sur la ville, et celle de leur point d'ancrage, de référence que peut être l'environnement bâti, comme nous l'avons vu plus haut. Nous partons donc de l'hypothèse que l'évolution des modes de vie a un impact sur les représentations que l'individu et les groupes sociaux se font de la ville. Ainsi, la notion d'espace vécu, chère aux géographes, est-elle au centre de cette réflexion sur les identités.

Les changements intervenus ces dernières décennies dans les modes de communication et de déplacement ont influencé profondément la vie urbaine. A l'instar de nombreux auteurs, Françoise Choay explique dans l'un de ses ouvrages que nous sommes entrés dans un monde qui n'est plus celui des territoires ou des lieux, mais celui des flux et des réseaux (Dethier et Guiheux, 1994). Cette affirmation met donc en opposition le « lieu traditionnel » avec l'espace des flux, c'est-à-dire le réseau.

Cette image du lieu traditionnel est très souvent représentée par l'espace public du centre ancien, la place du village entourée de l'église et des bâtiments administratifs. On peut donc penser que si le lien aux lieux traditionnels, où le patrimoine sert de décor à la vie publique, est modifié, de la même manière, le lien au patrimoine pourra l'être. Cependant, il nous est impossible de déterminer en quoi.

La société en réseau, telle qu'elle se forme aujourd'hui est donc en train d'inventer de nouveaux rapports à l'espace, différents de ceux qui s'étaient établis durant l'ère industrielle. Ces nouveaux rapports redonnent toute leur importance à l'opposition entre espace vécu et espace construit. Les modes de vie sont de plus en plus caractérisés par les nouvelles technologies qui elles-mêmes remettent en question certains aspects de la ville et du patrimoine.



Si, comme l'affirme Henri Laborit dans son approche cybernétique du phénomène urbain, « *la ville représente le produit d'un groupe social* » (Laborit, 1971), l'évolution de ce groupe, dans ses activités, ses modes de vie, devrait logiquement faire évoluer la ville elle-même, et notamment les pratiques et usages que ce groupe social réalise dans l'espace urbain. Ainsi, la « révolution » que créent les nouvelles technologies dans les modes de vie des citadins ne peut-elle être évitée dans notre tentative de comprendre l'évolution des représentations et des identités urbaines.

L'un des exemples de mutations des pratiques urbaines le plus souvent mis en avant par les urbanistes et sociologues est celui de l'espace public. Élément fédérateur de la ville antique (cf. l'agora dans les premières cités grecques), son importance dans la ville contemporaine tend à s'amenuiser. Ce phénomène est évidemment différemment visible d'une ville à l'autre, mais les sociologues convergent à dire que cet espace de contact entre les membres d'un groupe social disparaît, ou en tout cas, perd de sa signification politique et sociale. L'espace public est de moins en moins un espace d'échange et de représentation.

Dans les scénarios de « l'après-ville », comme sont dénommés les recherches sur les nouvelles formes de ville dans l'article d'Olivier Mongin, l'exemple de l'espace public est détaillé. Que ce soit dans la *ville générique* de Rem Koolhaas<sup>2</sup>, dans la *ville globale* de Saskia Sassen (Sassen, 1996), ou dans la *ville émergente* de Geneviève Dubois-Taines et Yves Chalas (Dubois-Taine et Chalas, 1997), la logique de réseau prend le dessus sur celle des lieux. Les espaces où se rencontrent les individus, en dehors de leurs espaces domestiques, sont des espaces commerciaux, donc privés, où l'objectif est plus d'échanger des devises que des idées. L'ancienne signification politique que pouvait avoir la place publique a complètement disparue dans la ville moderne. Le lieu des échanges, si on peut encore l'appeler « lieu » est le réseau (d'ailleurs dénommé « réseau de communication »). Mais dans les théories des villes émergentes, les échanges d'idées n'ont pas disparus, au contraire. Les limites qu'imposait l'espace public, limites géographiques et temporelles (l'échange ne pouvant se faire que si tout le monde se trouve là au moment *t*), n'ont plus cours dans le réseau : l'ubiquité et la simultanéité sont rendus possibles pour tout individu. Alors que deviennent les espaces ? Pour Saskia Sassen, ils sont complètement dévoués à l'économie. La

---

<sup>2</sup> Rem KOOLHASS est un architecte hollandais qui défend le principe d'une « condition urbaine généralisée » comme nouvelle forme de ville. La ville générique, selon lui, n'aura plus de singularité. Il en a exposé les principes lors d'une exposition à Bordeaux en 2001 intitulée « *Mutations* ».

ville globale est celle qui « *crée un espace accueillant les conditions de la réussite économique* ». Dans la ville émergente, l'espace public est un espace de commerce et de loisirs. Ainsi, la tendance à la muséification et à la marchandisation des quartiers historiques est-elle une des facettes de cette réalité. En effet, l'ancienne représentation de l'espace public comme lieu de mémoire où l'individu était en présence des réalisations de ses prédécesseurs, devient-il un espace de consommation.

Ces modèles donne lieu évidemment à de nombreuses critiques. En effet, et notamment face à l'expérience de la ville européenne, imaginer que tout espace public sera aboli est chose difficile. C'est pourquoi Olivier Mongin, et d'autres chercheurs comme Marcel Roncayolo, cherchent des perspectives moins « futuristes ». Le rapport de l'homme à l'espace ne peut, selon eux être « effacé » complètement. Marcel Roncayolo rappelle donc, dans son article (Roncayolo, 2003 : 53 à 73), que la mobilité est devenu le principe de nos sociétés, mais que pour autant, le réseau ne remplace pas encore le territoire. Il explique que « *la mobilité exprime [...] la multiplicité des raisons de déplacement. Les vieux balancements lieu de résidence/lieu de travail sont encore là, comme reproduction et inerties subsistantes. Notre monde n'est pas fait, majoritairement, de jet society ou de réalisations plus humbles allant dans le même sens. Mais les contraintes professionnelles, dans l'espace, deviennent moins fixes ; la société de l'information et des spectacles ne s'enferme pas dans une géographie fixe. La culture, le ludique, les filières de relations amicales débordent largement les limites du voisinage, du quartier, de la ville et même de l'agglomération. Nécessairement, ces trajets multiples, dans leurs rythmes et dans leurs dessins, s'individualisent...* » Cette notion d'individualisation des pratiques urbaines est très souvent présente dans les recherches des sociologues. De même que le développement de l' « individualisme », notion ô combien péjorative, l'individualisation des pratiques urbaines est vue comme un échec du groupe social. Les mutations que connaissent les modes de vie actuellement<sup>3</sup>, s'orientent vers une individualisation croissante, une diversification des modes d'habiter, mais aussi vers une désynchronisation des temps de travail, de loisirs ou domestiques, qui auront tous un impact sur la ville. Ainsi, l'évolution de la famille est-elle symbolique de cette révolution « urbaine ».

---

<sup>3</sup> Eléments du cours de M. Daniel Gill, intitulé « Dynamique des habitats urbains » et enseigné à l'Institut d'Urbanisme de Montréal durant l'hiver 2004

Si la société industrielle était celle de la famille nucléaire, qui marquait déjà une étape nouvelle par rapport à la cohabitation traditionnelle de plusieurs générations dans le même foyer qui caractérisait la société pré industrielle ; la société informationnelle est devenue celle des familles individualisées, des familles éclatées. Au sein de la cellule familiale, chaque membre recherche son indépendance. Le logis est divisé en espaces privés (une chambre pour chaque enfant, etc.).

Les changements intervenant dans les groupes sociaux réduits représentés par la famille se font ressentir quand on élargit le champ d'observation à un quartier ou une ville. En effet, combien d'auteurs ont posé le doigt sur la disparition de l'esprit communautaire, de l'identité locale, de la « vie de quartier », etc. ? L'individualisation de la vie, et nous n'employons pas ici le mot d'individualisme, a des répercussions sur les modes d'habiter et de pratiquer la ville. Le rapport de l'homme à l'espace a donc été modifié. Les citadins, libérés des contraintes de distance, ont un espace vécu de plus en plus élargi. Les liens sociaux qu'ils peuvent tisser ne sont plus seulement dépendants de la proximité directe.

Ainsi, on ne peut dire aujourd'hui, si ce sont les nouvelles technologies qui ont créé l'individualisation des comportements, ou si l'homme a créé Internet parce qu'il avait besoin d'un média individualisé. Cependant, les répercussions de l'arrivée d'Internet sont souvent déjà visibles. Il ne nous appartient pas de les juger, mais d'essayer d'envisager les modifications que cela peut avoir sur la vie urbaine et sur l'identité urbaine.

Si les identités s'individualisent et se complexifient de plus en plus, peut-on dire pour autant que l'importance du patrimoine dans la formation des identités va diminuer. Cet élément apparaît primordial dans notre réflexion. En effet, la montée de l'individualisation, signifie certainement la fin de certaines représentations de masse. Cet élément permet de s'interroger sur les limites de l'engouement planétaire pour le patrimoine, symbolisé par la fréquentation toujours plus grande des grands sites patrimoniaux. Sera-t-il remplacé, à terme, par une autre pratique de consommation ? Les effets de mode qui ont cours dans les pratiques de consommation étant définis par leur caractère éphémère, on peut le penser. Cependant, ce constat ne signifie pas pour autant que le lien affectif qui peut exister entre un individu et son environnement disparaîtra. Nous verrons plus loin, que cette hypothèse sera le point de départ de notre réflexion sur les politiques patrimoniales.

Si le rapport de l'homme à l'espace a été ou sera modifié par le passage à la société informationnelle, celui que l'homme entretient avec le temps, a été bouleversé. Nous allons nous intéresser maintenant à cette question car, selon nous, elle joue également un rôle dans le champ des identités urbaines.

### 2.1.2. Nouveaux rapports de l'homme au temps

L'usage des espaces urbains par les habitants est devenu de moins en moins un phénomène de masse, comme on peut le remarquer, par exemple, dans la fréquentation des transports. En effet, les phénomènes d'« heure de pointe », causés par un temps de travail synchronisé pour l'ensemble de la société, ont été remplacés dans de nombreuses métropoles par un trafic important sur l'ensemble de la journée. On ne peut dire aujourd'hui que l'ensemble de la population soit concerné par ces modifications temporelles, car beaucoup de citoyens travaillent encore aux « heures ouvrables ». Mais la flexibilité croissante du travail avec, la croissance des mi-temps, quart temps et travail en horaires « décalés » (travail de nuit notamment, mais aussi travail dominical) font que de nombreux auteurs s'accordent à dire que ces horaires « hors norme » vont devenir de plus en plus importants et créer des modifications sur les pratiques urbaines. Ainsi, la désynchronisation des temps de travail a-t-elle ou aura-t-elle des conséquences sur les déplacements des citoyens, mais aussi sur la fréquentation des lieux centraux. Par exemple, les grands centres commerciaux ont tendance au Québec et aux États-Unis à ne plus être « surfréquentés » en fin de semaine, les acheteurs préférant s'y rendre plusieurs fois par semaine pour de plus courtes durées<sup>4</sup>. Ces constats ne suffisent pas à démontrer que les modifications des temporalités urbaines sont généralisées, et généralisables à l'ensemble des villes, dans lesquelles une partie encore importante de la population vit toujours dans des temps synchronisés, mais elles constituent une tendance qui selon Manuel Castells sera majoritaire dans les années à venir. D'autres auteurs se sont penchés sur la question des « nouvelles temporalités urbaines » et s'accordent à dire que ces éléments seront porteurs de nombreuses modifications dans le fonctionnement de l'espace urbain.

Il n'est pas question ici de détailler les conséquences ni l'ensemble des manifestations de cette tendance à la désynchronisation des pratiques urbaines et sociales. Cependant, les auteurs tendent à dire que les modifications qui interviennent dans les temporalités sont

---

<sup>4</sup> Eléments du cours de M. Daniel Gill, intitulé « Dynamique des habitats urbains » et enseigné à l'Institut d'Urbanisme de Montréal durant l'hiver 2004

aujourd'hui un aspect incontournable de la question urbaine. Les urbanistes cherchent aujourd'hui à « composer » avec ces nouvelles temporalités. Luc Gwiazdzinski, écrit à ce propos dans son ouvrage consacré aux nouvelles temporalités urbaines (Gwiazdzinski, 2003) : *« Le XXème siècle aura été celui qui a le plus exalté la rapidité [...] ; face au temps, la vitesse procure un sentiment de libération, de fuite qui nous dispense de la question du sens et du but du voyage et nous rend incapables de penser le futur »*. Ce constat de fuite en avant incessante est tout à fait visible dans le domaine des technologies et des sciences et notamment avec la vitesse grandissante des progrès de tout genre. Rapporté à la ville, ce nouveau rapport au temps donne l'impression que l'homme est sans cesse en mouvement. C'est pourquoi l'interrogation sur les temporalités se rapporte souvent à celle des mobilités. Mais ce rapport au temps a d'autres types de conséquences.

Pour revenir à l'évolution de la notion de patrimoine, on peut constater que cette « exaltation de la rapidité » qui caractérise le XXème siècle pourrait être rattachée plus ou moins implicitement au phénomène de raccourcissement de la durée entre l'édification d'un monument et sa reconnaissance. En effet, les discours actuels sur le développement durable, qui affirment que la conservation du patrimoine est une action ayant pour bénéficiaires les générations futures, mettent en évidence le raccourcissement entre passé, présent et futur. Quelques éléments peuvent être soulevés pour appuyer cette hypothèse : La rapidité, voire l'instantanéité, de la transmission des images, même symboliques a-t-elle évolué dans le même sens pour la reconnaissance de la valeur d'un objet architectural ? La reconnaissance collective d'un patrimoine, notamment grâce aux médias, devient-elle de plus en plus rapide ? Il ne sera pas question ici de répondre à ces questions. Cependant, il apparaît important de prendre en compte le fait que l'évolution du rapport de l'homme au temps pourrait avoir des conséquences sur la définition du patrimoine et, en tant que symbole du passé, sur sa valeur d'ancienneté.

Mais Luc Gwiazdzinski met également en évidence que le couple espace/temps se trouve également remis en cause. Les modifications du rapport de l'homme à chacun de ces éléments séparés amènent à s'interroger sur la représentation que l'on se fait de l'espace/temps

### 2.1.3. Nouveaux rapports de l'homme à l'espace / temps

Il ne sera pas question ici de définir spécifiquement le rapport espace/temps, mais de déterminer ce qui, dans les mutations, dues notamment aux nouvelles technologies, a ou peut avoir des conséquences dans la représentation et les liens que l'homme entretient avec ce « concept ». En effet, Luc Gwiazdzinski met en avant dans son ouvrage que « *les progrès considérables en matière de communication ont radicalement transformé notre relation au temps et à l'espace* » (Gwiazdzinski, 2003 : 24). Selon lui, l'irruption des nouvelles technologies dans le quotidien a des conséquences sur l'individu mais également sur le fonctionnement de la ville. Elles « *donnent l'illusion d'ubiquité et de liberté en nous permettant d'être physiquement présents à un endroit et virtuellement à un autre, et en autorisant un ajustement permanent de notre comportement en fonction des envies et des opportunités* ». Cette notion d'ubiquité est un élément important du nouveau rapport de l'homme à l'espace-temps. En effet, si les moyens de communication « classiques » avaient permis à l'homme de s'affranchir de la contrainte des distances, en réduisant les temps de parcours, Internet permet de s'affranchir de l'espace et du temps. Ainsi, les contraintes effacées, l'homme est « libre » de ne plus vivre dans l'espace réel. Ce phénomène peut être observé chez certaines personnes qui, branchées en permanence sur le réseau, vivent en « autarcie », ne développant aucun lien avec les personnes habitant dans leur environnement réel. Ces « otaku », terme issu du nom japonais donné aux mangas, ne sont évidemment pas représentatifs d'un phénomène global, car peu nombreux, mais ils constituent un exemple de modes de vie rendus complètement « virtuels ». Car les nouvelles technologies permettent, pour celui qui le désire de s'affranchir de l'espace mais aussi du temps. Ainsi, ce qui était appelé « phénomènes de masse », aura de moins en moins de signification. Chacun pouvant personnaliser ses activités de loisirs à son gré : dans le lieu qu'il souhaite et au moment où il le souhaite.

Ce phénomène d'affranchissement progressif des contraintes spatiales et temporelles aura nécessairement des conséquences sur les territoires. C'est ce que Luc Gwiazdzinski nomme la « *figure d'archipel* ». Il met en évidence que l'espace vécu d'un individu est de plus en plus éclaté : « *la cartographie de notre espace vécu ressemble plus à un archipel aux limites floues qu'à un bassin de vie idéal ou au quartier d'une ville* » (Gwiazdzinski, 2003 : 25 et 26).

Rapporté à la notion de patrimoine, ce phénomène d'ubiquité constitue un autre argument pour montrer que ces évolutions peuvent être reliées à celles qui interviennent dans le domaine du patrimoine. En effet, les recherches et l'avancée de la numérisation du patrimoine, permettant d'avoir accès, depuis son domicile, aux richesses culturelles de différents pays du monde, poussent à s'interroger sur les conséquences que ces modifications, dans les moyens d'accès au patrimoine, pourraient avoir sur le lien entre le patrimoine et les identités.

Il convient cependant de nuancer ces éléments car l'accès aux nouvelles technologies est encore aujourd'hui un élément d'inégalité entre les individus. Nele Bogaert et Wouter Duser explicite cette limite dans son article (Wouter Duser, 2004 : 12-13) : « *Les avantages techniques de la digitalisation du patrimoine culturel, portent en eux l'espoir démocratique que la digitalisation rendra ce patrimoine plus accessible ("digital myth"). De nouveaux systèmes de diffusion et de communication devraient annoncer l'émancipation du simple citoyen. Ce dernier peut plus facilement avoir accès à l'information et à la culture, exprimer et se faire sa propre opinion. Ainsi, il aurait plus de contrôle sur les développements de la société, dont font partie la formation du canon et le débat général sur la culture. L'internet produirait une diversité culturelle globale jamais vue auparavant, où les expressions culturelles locales pourraient soudain conquérir le monde. La participation et l'interactivité réduiraient les "déséquilibres de pouvoir" sociaux (internationaux), politiques et économiques. L'idéal de la démocratisation du savoir et de la culture des Lumières semblait enfin remplir ses promesses. Jamais la souveraineté du peuple ne sembla si proche. Lors du congrès de Belgrade (1977), l'Unesco définit cet idéal comme étant le "self-management", la forme la plus évoluée de participation, où le public a le pouvoir de diriger la politique. On peut se demander si la digitalisation profite au maximum de ses possibilités techniques et constitue le nouveau médium par excellence de la démocratie. Selon Verba, la promesse démocratique du "digital myth" serait plutôt une forme de pseudo-participation et une "technique de persuasion" (Verba dans Carpentier, 2002: 6-7) ».*

La limite que constitue l'accès inégal aux nouvelles technologies est également un élément permettant de nuancer l'hypothèse selon laquelle tout individu aura un accès illimité aux ressources patrimoniales mais aussi à la participation pour la définition du patrimoine. L'auteur explique que la digitalisation du patrimoine n'aura qu'un impact limité sur la participation des individus à la définition de la culture.

Ainsi, l'évolution des rapports de l'homme à l'espace-temps, que les nouvelles technologies remettent en question, en offrant la possibilité d'ubiquité, est transposée et transposable dans le domaine du patrimoine au travers de la problématique de la digitalisation. Cependant, nous avons vu qu'il convient de rester prudent dans l'affirmation que les nouvelles technologies conduisent à une démocratisation de l'accès à la culture et au patrimoine culturel.

**Nous avons mis en évidence que les rapports de l'homme à l'environnement urbain ont énormément évolué avec les progrès technologiques. Si les identités urbaines se forment à partir des représentations que nous nous faisons de l'espace et le temps dans lequel nous évoluons, quelles sont alors les répercussions de ces modifications des modes de vie sur les identités ? Peut-on dire que de nouvelles identités se créent ?**

## **2.2. Les conséquences des modifications du rapport de l'homme à son environnement sur la formation des identités urbaines**

### 2.2.1. Le lien causal entre les modifications de la société et ceux de l'identité

Premièrement, nous pouvons nous interroger sur les éléments temporels qui peuvent être en relation avec l'identité. En effet, quelques réflexions sur ce sujet peuvent être soulignées ici. Dans son article Marcel Roncayolo aborde les temporalités du point de vue de l'individu. En effet, il affirme que *« le temps, ou plutôt les temps, est une dimension essentielle de ces expériences cumulées qui font nos rapports à la ville et même, plus précisément, avec des villes, selon les circonvolutions de notre biographie personnelle »* (Roncayolo, 2003 : 60 à 66). Cette affirmation se base notamment sur le principe de la mémoire. En effet, chaque individu crée ses représentations personnelles à partir d'éléments qu'il observe dans l'instant mais également d'expériences qu'il a enregistrées. Ainsi, *« le psychisme de l'individu tend à tout mobiliser dans le moment où nous percevons, nous souvenons, agissons, projetons. L'actuel n'est jamais pur, ni le passé d'ailleurs, puisque nous ne cessons de l'effacer ou de l'oublier partiellement, de le trier, de lui ajouter, de le « revivre », ce qui est reconstitution et non restauration »*.



Ainsi, tout comme les temps de la ville se désynchronisent, les sociologues remarquent une certaine fragmentation des identités. Chaque individu ayant une expérience de l'espace et du temps individualisée, mais également des apports d'information de plus en plus personnalisés (passage des *mass médias* au média « à la carte » avec, notamment, Internet), se crée une identité propre. Ainsi, comme l'affirment Lucie K. Morisset et Luc Noppen dans leur introduction à *Identités Urbaines*, « *l'identité change, tant en son concept qu'en ses formes : il va de soi que cette « image » par laquelle on se réfère à un groupe donné suit la métamorphose des sociétés, des dynamiques des milieux de vie, des activités et des environnements construits* » (Morisset et Noppen, 2003 : 5). Ainsi, si cette affirmation établit que l'environnement construit, et donc le patrimoine, influence la création des identités, elle démontre également l'importance des modes de vie dans l'image que l'on se fait de la ville.

### 2.2.2. Nouveaux modes de vie et nouvelles identités

En opposition avec les prévisions alarmistes des années 90 qui annonçaient l'avènement d'une culture mondialisée et la fin des « spécificités » nationales et régionales, le constat actuel consiste à reconnaître un accroissement des différences culturelles de plus en plus localisées.

En effet, les recherches des sociologues mettent en avant qu'une mutation importante est intervenue, concomitamment à ces évolutions mondiales, dans la formation des identités. D'une identité collective, formée sur les références et les expériences d'un groupe social, on est passé progressivement à un ensemble d'identités de plus en plus individuelles, se basant sur des références multiples et le plus souvent personnelles. Olivier Lazzarotti met en évidence, dans son article intitulé « Main basse sur la ville... », que les identités urbaines qui se basaient sur l'attachement à un lieu unique dans la société agraire, deviennent dans la société informationnelle, des identités construites sur une diversité des lieux et sur la singularité : « *Etre en ville ou en campagne, telle n'est plus finalement aujourd'hui la question. Les identités monolcales, monoscalaires et monotemporelles existent, autant dans les unes que dans les autres. Et l'enjeu identitaire majeur n'est pas le lieu où l'on n'est mais dans la capacité que les hommes peuvent avoir d'y aller et venir [...]. La capacité de se déplacer, de changer de lieu et, avec elle, d'habiter est sans doute une des clés du monde contemporain et de ses villes. Chacun peu choisir librement les lieux qu'il fréquente et se*

*construire une identité fondée sur cette diversité et cette multiplicité des lieux* » (Morisset et Noppen, 2003 : 37 à 57).

Ainsi, la mobilité devient-elle une référence dans les modes de vie tout comme l'était la stabilité dans la société agraire. L'attachement au lieu n'est plus ce qui instaure l'identité. Mais les lieux ne perdent pas pour autant toute signification. En effet, ils restent les points d'ancrage du réseau. Olivier Lazzarotti met ainsi en évidence que l'on « *assiste à l'émergence d'un ordre spatial fondé sur la mobilité et, avec lui, à la co-production d'un monde et de ses relais, les lieux* » (Morisset et Noppen, 2003 : 51). L'accroissement des mobilités n'est donc pas un facteur qui annihile l'importance des lieux. Cependant, le lieu unique de vie et même de mort auquel s'attachaient les identités rurales est remplacé par une diversité des lieux.

Comme l'affirme Lévy « *chacun peut inventer sa ville, en choisissant les lieux qui l'intéressent et en éliminant les autres. On peut habiter une banlieue et se sentir du centre, renoncer à tout le reste pour devenir propriétaire dans les marges lointaines ou au contraire se sentir heureux dans un minuscule logis du moment qu'on y sent battre le pouls de la ville. [...] Il y a un seul village dans un village, il y a une infinité de villes dans une ville* » (Lévy, 2000 : 219). Les identités urbaines sont donc diversifiées, et s'appuient sur les mobilités. L'individu, par ses manières d'habiter et de se déplacer en ville se crée une identité propre. Ainsi, la référence collective, et notamment « nationale » est-elle de plus en plus remise en question. Les identités urbaines sont de plus en plus celles d'une rue, d'un quartier. Mais elles évoluent aussi vers des caractéristiques non spatiales. Le mode de vie urbain est possible partout. Ainsi, en revient-on à une problématique qu'avaient soulevée les chercheurs concernant la mondialisation et ses effets sur les territoires. Les identités urbaines sont bel et bien ancrées dans les lieux, mais ceux-ci peuvent-ils être dissociés les uns par rapport aux autres ? Si le mode de vie est sensiblement le même dans un milieu urbain d'Amérique du nord ou d'Europe, si les identités urbaines se forment sur des éléments similaires, est-il encore utile de défendre une « spécificité » de la ville européenne ?

Les modifications qui interviennent dans les modes de vie urbains à travers le monde, produits du développement de technologies mondialisées, n'ont pas créé une culture mondialisée, mais ont eu ou auront, selon certains auteurs, des conséquences sur les lieux. Les villes, entités spécifiques sont de plus en plus considérées comme un phénomène généralisé que l'on dénomme l'« urbain » et qui, d'un pays à l'autre connaît les mêmes caractéristiques.

Le territoire urbain tend à s'uniformiser, la ville européenne, traditionnellement dense, devenant une métropole de plus en plus étalée et les villes américaines se densifiant. On ne peut dire aujourd'hui que toute ville équivaut à une autre, mais on peut affirmer que « vivre en ville » à New York ou à Londres revient à développer des modes de vie similaires.

Les identités urbaines suivent donc l'évolution des modes de vie. Cependant, si ceux-ci tendent à s'uniformiser, avec une prédominance de la mobilité et des nouvelles technologies dans la vie quotidienne, les identités, elles, tendent à se fragmenter, à se personnaliser. Chaque individu est aujourd'hui en mesure d'évoluer dans un environnement « à la carte », disposant de plus en plus de moyens de communication et de sources d'informations diverses.

Cette société urbaine en mutation modifie ses techniques, mais aussi les territoires qu'elle produit. La ville laisse de plus en plus place à l'urbain. Les lieux sont aujourd'hui inscrits dans un réseau qui dépasse les limites du territoire local pour devenir parfois mondial.

Cependant, nous avons également mis en évidence que ces modifications dans les identités urbaines, ne signifiaient pas pour autant une perte de référence au patrimoine. Nous adopterons donc comme hypothèse que parmi ces identités complexes sont toujours représentés les éléments environnementaux. Le patrimoine qui s'inscrit dans l'espace urbain sert toujours de référence aux identités. Cependant, le lien explicite entre patrimoine et groupe social, devient de plus en plus difficile à identifier, notamment, au travers des politiques patrimoniales.

**A partir de ces constatations, il devient important de s'interroger sur le rôle que pourra jouer le patrimoine des villes dans cette société informationnelle en devenir. En effet, celui-ci est identifié comme un élément constitutif des identités, au même titre que l'environnement urbain. Si le patrimoine fait partie des éléments à la base de la culture d'un territoire, quel pourra être son rôle dans la formation des nouvelles identités urbaines qui deviennent de plus en plus diversifiées et individuelles ? Plus généralement, le patrimoine est-il encore aujourd'hui susceptible d'être un élément fondateur de lien social ?**

### 3. PRESENTATION DE LA PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE

**Cette partie correspondant à l'exposition de la problématique de recherche aura pour objectif de tenter de répondre à différentes questions que le constat précédent a pu mettre en avant. Si le sujet général de cette recherche est la place du patrimoine dans une société dite « moderne », son objectif n'est pas de répondre de manière exhaustive à cette interrogation. Il conviendra donc de présenter les limites de la problématique ainsi que la question spécifique à laquelle ce travail tentera de répondre.**

#### **3.1. Le champ de recherche : le patrimoine urbain**

L'objectif étant de comprendre comment le patrimoine entre en compte dans les nouvelles identités urbaines nous avons choisi de prendre en considération un champ précis du patrimoine. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, la notion de patrimoine englobe aujourd'hui un grand nombre d'objets allant de la fontaine à l'ancienne usine de tissage en passant par les innombrables édifices religieux. Nous devons donc choisir un aspect précis de ce qui constitue le patrimoine d'un pays.

##### 3.1.1. Le choix des ensembles urbains

Le fait de choisir un « type » de patrimoine peut paraître à première vue réducteur. Cependant, ce parti a été décidé de manière à répondre au mieux aux objectifs de notre recherche. En effet, la protection des ensembles urbains est un cas « à part » dans les politiques nationales du patrimoine parce que celles-ci interviennent non seulement sur un ensemble de bâtiments aux qualités architecturales et esthétiques reconnues, mais également sur des lieux de vie. En effet, les ensembles urbains forment souvent un quartier, par leur morphologie plus ou moins comparable sur l'ensemble du périmètre mais aussi à cause de leur fonctionnement. Même si nous avons vu que les lieux devenaient de moins en moins importants dans la formation des identités, la notion de quartier est toujours à la base des réflexions sur la représentation de l'espace par les habitants.

Le quartier est toujours défini comme l'espace de vie de proximité, aussi bien par les chercheurs que dans les discours quotidiens. On reconnaît toujours le quartier comme l'espace dans lequel on s'inscrit, à l'intérieur de la ville.

Traiter des ensembles urbains revient donc à essayer de comprendre comment les interventions en faveur de la protection du patrimoine peuvent modifier les représentations voire l'attachement que les habitants développent par rapport à leur environnement quotidien. La question de la protection et de la mise en valeur des monuments isolés serait également intéressante à étudier, mais nous ne pourrions pas, dans le cadre de ce travail, développer ces deux aspects.

De plus, la conservation des ensembles urbains fait l'objet en France d'une loi spécifique qui instaure la mise en place de « secteurs sauvegardés ». Cette vision spécifique aux ensembles urbains a été imitée dans de nombreux pays et constitue aujourd'hui un « modèle » de conservation. Cependant, il convient de s'interroger sur le rôle et la valeur que donne ce type d'interventions au patrimoine. La conservation d'ensembles urbains telle qu'elle est réalisée en France à travers les procédures de secteur sauvegardé est-elle un moteur pour le développement ou le renforcement des identités locales ?

### 3.1.2. La place du patrimoine dans les politiques urbaines

Aborder la question du patrimoine urbain revient également à réfléchir sur le rôle qu'il joue aujourd'hui dans les politiques urbaines. En effet, la question du patrimoine ne peut être dissociée de celle de l'évolution de la ville dans le temps. Le patrimoine est une problématique qui renvoie automatiquement au couple « Tradition-Modernité ». Comme nous l'avons vu plus haut, dans la définition du patrimoine, le fait d'engager des politiques de conservation du patrimoine est un acte politique non dénué de signification. Le vaste retour au patrimoine que l'on peut observer dans les politiques urbaines en France mais aussi dans d'autres pays, est interprété par certains auteurs comme un geste de réflexe des territoires face aux effets de la mondialisation que l'on a dénommé « réflexe identitaire ». Le phénomène de mondialisation ou encore de globalisation de l'économie transforme la donne. Comme l'explique Jean Paul Carrière : « *L'enjeu exprimé par les décideurs [...], est de prendre place dans la compétition mondiale des territoires et d'attirer des flux croissants d'investissement, principalement tertiaires et internationalement mobiles. Dès lors, malgré des contextes*

*locaux très variés sur le plan institutionnel, culturel, économique... se reproduit de ville en ville un « projet urbain » généralement articulé sur une grande opération emblématique ou événementielle, elle-même souvent intégrée dans un vaste programme de reconversion des zones industrielles et portuaires dégradées [...] »* (Carrière, 2002 : 10). Les politiques urbaines s'approprient donc les données historiques, sociologiques et identitaires des villes. Le patrimoine industriel est intégré dans les projets urbains comme espace dégradé à renouveler. Ce renouvellement des espaces dégradés passe par une mise en valeur des éléments patrimoniaux qui peuvent être identifiés. Ainsi, la valorisation du patrimoine urbain est aujourd'hui une composante presque incontournable des politiques urbaines.

D'autres objectifs sont également poursuivis par les politiques urbaines favorisant la mise en valeur du patrimoine. Ces objectifs entrent dans le champs du marketing urbain qui, en s'appuyant sur l'image des territoires, cherche à augmenter leur attractivité. A cela s'ajoute la prise de conscience de la valeur économique du patrimoine dans les politiques publiques, qui tendent de plus en plus à baser le tourisme local sur des éléments patrimoniaux. L'émergence de ce qui a été appelé le « tourisme vert » a favorisé la valorisation des éléments patrimoniaux dans un grand nombre de territoires. Ainsi, la demande nouvelle qui a émergé dans les années 90 a-t-elle eu des conséquences sur l'économie des territoires ruraux. Le patrimoine local, encore appelé « petit patrimoine » a constitué une vitrine pour le développement du tourisme dans des régions qui n'était pas « prisées » jusqu'alors. Les autorités publiques ont donc pris conscience du fait que le patrimoine pouvait être une base du développement touristique et donc du développement économique.

Ces quelques arguments, qui ne sont pas exhaustifs, permettent cependant d'expliquer pourquoi les problématiques du patrimoine ont pris une importance plus grande dans le champ des politiques urbaines. A ces phénomènes s'ajoute celui de l'arrivée d'une nouvelle notion : le développement durable. En effet, le principe du développement durable que nous ne redéfinirons pas ici, a eu plusieurs répercussions sur les politiques urbaines. En France, la problématique de l'étalement urbain a été un élément moteur de la recherche pour un développement urbain durable. Ainsi, la loi Solidarité et Renouvellement Urbain a-t-elle établi que la consommation des espaces périphériques devait être limitée et que le renouvellement de la ville sur elle-même devait être une priorité. Cette décision n'est pas sans avoir des conséquences sur le patrimoine. En effet, le principe de renouvellement urbain exige

que d'anciens quartiers soient réutilisés, rénovés ou réhabilités pour permettre le développement de la ville.

Ainsi, les projets urbains se font-ils aujourd'hui sur des espaces déjà bâtis, contrairement à d'anciennes pratiques basées sur les développements périphériques, ce qui oblige à poser la question de la valeur de l'existant avant d'engager tout projet. Même si le renouvellement de la ville sur elle-même n'est pas une politique en faveur du patrimoine, il engage implicitement de nouvelles pratiques urbanistiques qui font appel, même en dehors des centres anciens, à la notion de patrimoine. Comme l'explique Jean Paul Carrière dans son article, les grands projets urbains en Europe s'appuient sur des « *recettes et des stratégies similaires : recours à un méga-projet avec un fort marquage de l'espace par des objets fortement symboliques et de prestige pour transformer l'image du site et susciter une attractivité internationale ; tentative de restructurer l'ensemble de l'espace urbain par la reconversion d'anciennes zones devenues obsolètes sous l'effet de mutations technico-économiques ...* » (Carrière, 2002 : 46). Les reconversions des quartiers dégradés s'appuient sur une dialectique patrimoniale. L'architecture industrielle sert de « traces du passé » et les constructions nouvelles les reprennent. On recherche la mise en valeur et le réemploi des bâtiments industriels dégradés. C'est pourquoi ce type d'interventions urbaines est selon nous à prendre en compte dans notre recherche sur la place du patrimoine dans les identités urbaines actuelles.

Il est donc nécessaire d'aborder à la fois les politiques patrimoniales classiques et les politiques urbaines qui prennent en compte les aspects patrimoniaux. C'est pourquoi notre réflexion fera appel à différents exemples d'intervention qui sont réalisées dans le cadre de la législation sur le patrimoine mais aussi de l'urbanisme.

### **3.2. Elaboration de la problématique de recherche**

Nous venons de présenter le champ dans lequel se situera notre étude : le patrimoine urbain. Les éléments de définition que nous avons donnés précédemment sur le terme de patrimoine nous ont conduit à établir que celui-ci était une construction sociale. En effet, le fait d'accorder une valeur aux objets du passé constitue un comportement commun à un grand nombre de sociétés. Cependant, on peut constater que le modèle européen d'intervention sur le patrimoine, insistant sur la conservation de ses valeurs historiques et artistiques a souvent été pris en exemple. On a donc assisté à une mondialisation des principes de conservation du patrimoine, qui lui donnent aujourd'hui une importance sans précédent dans les politiques publiques d'aménagement et d'urbanisme. Le patrimoine est donc devenu un nouvel objet contenu dans la ville, auquel une valeur peut être donnée, qui le différencie des autres objets urbains.

De plus, l'étude des recherches récentes sur les identités urbaines nous a permis d'établir que l'environnement urbain jouait un rôle sur la formation des identités urbaines, et que parmi d'autres éléments, le patrimoine était un facteur agissant sur les identités. Cependant, les valeurs que l'on donne au patrimoine ont évolué au cours des siècles. Notre recherche aura pour but d'identifier les valeurs actuelles du patrimoine, mais également de comprendre, quel lien peut être fait entre les interventions sur le patrimoine et la conception que l'on se fait des identités urbaines.

#### **3.2.1. Présentation de l'hypothèse de recherche**

La question générale dans laquelle s'insère notre travail de recherche est donc la suivante : quel rôle joue aujourd'hui le patrimoine dans la formation des identités urbaines ? Cette question a été élaborée au fur et à mesure de nos recherches bibliographiques qui nous ont amené à faire différents constats. D'une part nous avons pu mettre en évidence que de nombreuses thèses de sociologues, dans leur recherche sur les identités urbaines, faisaient référence au patrimoine comme un élément important de la formation des cultures locales. D'autre part, il est affirmé que les identités locales, collectives évoluent de plus en plus vers des identités individuelles et complexes, multipliant les motifs d'appartenance à un territoire.



Notre hypothèse de départ sera donc la suivante : **il existe, d'une part, un décalage entre les valeurs véhiculées par les politiques de conservation du patrimoine urbain et celles que lui confèrent les représentations collectives ; et d'autre part, la réduction de ce décalage pourrait contribuer à renforcer le rôle du patrimoine dans la formation des identités urbaines actuelles.**

### 3.2.2. Méthode de validation de l'hypothèse (argumentation)

Nous partirons donc d'une identification des valeurs actuelles du patrimoine. En effet, cette démarche a été réalisée par un auteur principal qu'était Alois Riegl dans son essai intitulé *le culte moderne des monuments* et écrit en 1903. Plus récemment, Xavier Greffe s'est attaché à évaluer la valeur économique du patrimoine. Cependant, il sera nécessaire d'identifier à nouveau l'ensemble de ces valeurs et de les présenter de manière dynamique, c'est-à-dire en les reliant aux pratiques de patrimonialisation qui leur correspondent.

A partir de ces constats, une réflexion sera présentée autour du couple de la norme et de l'affectif. En effet, la valeur affective que peuvent avoir les objets patrimoniaux, sera le point central de notre réflexion, puisqu'elle nous permettra de relier le patrimoine et les représentations que s'en font les habitants. Nous verrons ensuite que les politiques patrimoniales actuelles ne sont pas basées sur cette valeur affective du patrimoine.

Après avoir mis en évidence le décalage, nous tenterons de proposer un processus de patrimonialisation qui permettrait d'accorder une plus grande place à cette valeur. Il faudra donc, si nous voulons confirmer notre hypothèse, vérifier au préalable que la formation de l'identité urbaine est fondée, entre autres, sur des aspects affectifs.

Ainsi, notre argumentation sera-t-elle organisée de la manière suivante : dans une seconde partie sera traitée la question du décalage entre les valeurs du patrimoine véhiculées par les autorités publiques et celles que lui donnent les représentations collectives. Puis, dans une troisième partie sera abordée la question du processus de patrimonialisation permettant de prendre en compte ces valeurs.

## **PARTIE 2 : MISE EN EVIDENCE DE L'EXISTENCE D'UN DECALAGE ENTRE LES VALEURS VEHICULEES PAR LES POLITIQUES DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET CELLES QUE LUI CONFERENT LES REPRESENTATIONS COLLECTIVES**

**L'objectif de cette partie est de mettre en évidence le décalage qui peut exister dans les valeurs attribuées au patrimoine, d'une part, par les pouvoirs publics ou privés intervenant dans les politiques patrimoniales ; et, d'autre part, par les groupes sociaux qui en font l'expérience quotidiennement. Nous reviendrons donc sur la définition des différentes valeurs qui peuvent être données au patrimoine. Nous constaterons dans un premier temps la diversité de ces valeurs et leur évolution. Nous mettrons ensuite en évidence que les politiques patrimoniales sont mises en place en fonction de la valeur qui est reconnue par ses acteurs et que les interventions sur le patrimoine ne sont donc pas dépourvues d'intention. Enfin, nous traiterons, en détail, l'exemple des ensembles urbains, qui selon nous, est un exemple pertinent au regard de notre objectif. En effet, nous verrons que les ensembles urbains sont spécifiquement le lieu de projection des valeurs d'une multitude d'acteurs. C'est au travers de cet exemple que nous pourrions constater que ces valeurs entrent en contradiction.**

### **1. DEFINITION DES VALEURS DU PATRIMOINE**

Le patrimoine est, comme nous l'avons vu précédemment, un ensemble d'objets de nature et d'époques diverses auxquels une société se réfère comme étant un symbole de son histoire et de la civilisation à laquelle elle appartient. Cette valeur de symbole est notamment visible dans le cas des monuments historiques, partie isolée d'un ensemble qui a le pouvoir d'évoquer un tout. Dans les villes, ces « morceaux » qui perdurent représentent l'ensemble d'un quartier que l'on imagine comme ayant été homogène. C'est une partie pour désigner le tout, une métonymie de la ville ancienne. D'ailleurs, ces parties qui ont été conservées dans le temps ne sont pas toujours représentatives de la technique qui prévalait à l'époque, mais les autres réalisations ayant disparues, ce qui reste en devient le symbole. Dans le cas des ensembles urbains, l'œil peut avoir un aperçu plus complet de la morphologie et de l'environnement bâti d'une époque donnée. Cependant, ces ensembles urbains sont rarement

homogènes du point de vue de l'époque de construction. Des ajouts, des démolitions ont été réalisées qui ont modifié le paysage urbain. C'est pourquoi le patrimoine ne peut être une version moderne de la ville à une certaine époque, mais seulement un symbole.

### **1.1. Les valeurs classiques du patrimoine**

**Le retour sur les valeurs classiques du patrimoine est important, car, pour la plupart, elles sont celles qui prévalent encore aujourd'hui dans les interventions de l'Etat dans les politiques patrimoniales en France.**

#### 1.1.1. Les valeurs identifiées à la Révolution Française : nationale et cognitive

Si le patrimoine est un symbole, que représente-t-il ? L'histoire de notre société avant tout. Cette histoire est contenue dans les murs et les objets que nous conservons. Châteaux et Eglises nous rappellent l'ancienne époque féodale et royale. Les usines ou anciennes fabriques retracent les activités industrielles du début du XXème siècle. Le lien explicite des monuments avec l'histoire leur confère une valeur didactique. Ainsi, le patrimoine doit permettre au plus grand nombre de connaître l'histoire de son pays, de découvrir d'anciennes techniques, de comprendre comment vivaient « les anciens ». Cette valeur pédagogique des monuments historiques est très liée au contexte de la Révolution Française. En effet, comme le souligne François Choay, « *en faisant des monuments historiques la propriété par héritage du peuple tout entier, les comités révolutionnaires les dotaient d'une valeur nationale dominante et leur attribuaient des destinations nouvelles, éducatives, scientifiques et pratiques* » (Choay, 1999).

#### 1.1.2. La théorie de Ruskin sur la valeur affective des monuments

Durant le XIXème siècle, l'avènement de la révolution industrielle va menacer de plus en plus l'environnement urbain et les monuments. Ce constat, qui touche tous les pays d'Europe, va entraîner, comme nous l'avons vu précédemment, un développement des techniques de préservation, des outils juridiques de protection mais aussi de la connaissance, notamment dans le domaine de l'histoire de l'art. A cette époque, la rationalisation des interventions sur le patrimoine fait craindre à certains auteurs une disparition des valeurs

artistiques et esthétiques, qui s'inscrivent plutôt dans le domaine du sentiment que dans celui de la connaissance. Des auteurs comme Hegel prévoient la mort de l'art au profit d'un culte de la raison. Ainsi, ce duel Art / Raison sera-t-il repris par les auteurs qui traitent des valeurs du patrimoine. Le mouvement romantique du XIX<sup>ème</sup> siècle va inspirer une partie des réflexions sur les valeurs sentimentales du patrimoine. Les romantiques vont commencer à défendre l'aspect sentimental du rapport au monument historique, en glorifiant par exemple le pittoresque et l'ambiance urbaine spécifique aux centres anciens.

Selon Françoise Choay, les « *défenseurs anglais des monuments historiques ne se résignent pas à la disparition des édifices anciens au profit de la nouvelle civilisation qui est incarnée par l'Amérique « un monde sans souvenir ni ruine »* ». Pour eux, les monuments du passé sont nécessaires à la vie du présent, ni ornement aléatoire, ni archaïsme, ni seulement porteurs de savoir et de plaisir, mais partie de la quotidienneté ». Elle présente la pensée de Ruskin comme significative de la vision des anglais au XIX<sup>ème</sup> siècle (Choay, 1999 : 104). Ruskin affirme donc dans son livre intitulé *Pierres de Venise*, que le patrimoine et notamment l'architecture est le seul moyen dont nous disposons pour conserver un lien vivant avec un passé auquel nous sommes redevables de notre identité, et qui est constitutif de notre être. Ruskin défend une approche du patrimoine par sa valeur affective. Il voit à travers le patrimoine, le symbole du travail des populations anciennes. Il affirme que les monuments ont le pouvoir de nous mettre en contact avec les générations disparues.

C'est Ruskin le premier qui parlera de conservation d'ensembles urbains défendant ainsi l'architecture domestique. La valeur affective du patrimoine est, en théorie, reliée à la quotidienneté, à la notion de lieu de vie et donc d'ensembles urbains. Cet auteur est l'inventeur de la notion de protection et de conservation d'ensembles urbains. Il sera également le premier à s'écarter de l'idée que le monument historique s'adresse aux membres d'un pays. Il défendra l'idée d'universalité du patrimoine, reléguant sa dimension nationale au second plan. Il a milité, dès le XIX<sup>ème</sup> siècle, pour une organisation internationale de la conservation du patrimoine.

### 1.1.3. Les valeurs mémoriales, historiques et historiques

Pour certains auteurs, le patrimoine urbain a été désormais pensé comme ensembles urbains cohérents que l'on désignait en terme de tissu. Ruskin fut l'un des premiers à défendre les attaques, non pas aux monuments isolés et prestigieux tels que les églises, mais aux tissus relevant d'une architecture quotidienne, dans laquelle on peut ressentir les traces des générations antérieures. La protection des ensembles urbains doit se faire selon Ruskin au nom de leur valeur mémoriale. Pour lui, la ville ancienne est un monument en soi, c'est-à-dire « *un objet paradoxalement élevé à cette fin, et qui, comme tous les anciens villages et tous les établissements collectifs traditionnels du monde, possédait, à un degré plus ou moins contraignant, le double et merveilleux pouvoir d'enraciner ses habitants dans l'espace et le temps* » (Choay, 1999 : 106).

Dans un second temps, la ville ancienne et le patrimoine urbain sont identifiés comme ayant un rôle muséal. « *La ville ancienne, menacée de disparition est conçue comme un objet rare, fragile, précieux pour l'art et pour l'histoire et qui, telles les œuvres conservées dans les musées, doit être placée hors circuit de la vie. En devenant historique, elle perd son historicité* » (Choay, 1999 : 142). La ville ancienne est donc analysée par Camillo Sitte, entre autres, comme un objet devant être sorti de son contexte et conservé comme tel. A partir de ce moment, les pratiques de restauration seront spécifiquement pensées pour ce rôle muséal de la ville ancienne. On ira jusqu'à reconstituer ce qui a disparu avec le temps par souci d'authenticité de l'objet muséal. Bien sûr mettre sous cloche un morceau de ville est, dans les faits, une tâche bien difficile à moins de les priver de leurs usages et de leurs habitants.

Cette vision muséale sera vivement critiquée par les architectes se voulant de la modernité comme le fut Le Corbusier. En effet, son plan voisin prévoyait de raser une grande partie du Vieux Paris, ne conservant qu'un nombre limité de monuments-phares. En réaction aux pensées modernistes, la protection des ensembles urbains sera rendue effective en France à partir de 1962, avec la loi sur les secteurs sauvegardés mise en place par André Malraux.

Enfin, la valeur historique du patrimoine urbain se propose-t-elle de faire la part entre les deux valeurs précédentes. C'est Giovannoni, architecte italien qui le premier pensera le patrimoine urbain à la fois par sa valeur d'usage et sa valeur muséale. Giovannoni va donc

intégrer le patrimoine urbain à la réflexion urbanistique d'une ville. Il ne prône pas la gestion autonome du patrimoine et le considère comme l'un des éléments d'une théorie de l'urbanisation. Pour lui, urbanisme et conservation du patrimoine doivent être réalisés dans la même démarche car l'ensemble urbain protégé ne peut être dissocié de la ville et de la région dans laquelle il se trouve. Il développera donc des moyens de conserver et de réhabiliter les centres anciens se fixant pour but de conserver « l'ambiente » du site, en permettant une marge de manœuvre, et notamment des destructions, qui à l'époque, n'étaient pas pensables. Giovannoni place donc l'habitant et son habiter dans la réflexion sur la conservation, reliant ainsi les valeurs historiques et d'usage de la ville ancienne.

#### 1.1.4. La valeur économique du patrimoine

A partir des années 80, le patrimoine glisse de plus en plus vers une valeur économique. Ce changement sémantique est, selon Françoise Choay, clairement voulu par l'Etat français puisque le ministre du Tourisme déclare en 1986 : « *Notre patrimoine doit se vendre et se promouvoir avec les mêmes arguments et les mêmes techniques que celles qui ont fait le succès des parcs d'attraction* ». Ainsi, comme l'affirme l'auteur, « *les monuments et le patrimoine historiques acquièrent un double statut. Œuvres dispensatrices de savoir et de plaisir, mises à la disposition de tous ; mais aussi produits culturels, fabriqués, emballés et diffusés en vue de leur consommation* » (Choay, 1999 : 156). Cette mutation de la valeur du patrimoine a conduit à la création de l'industrie culturelle. Celle-ci offre toujours plus de produits culturels, en favorisant une mise en valeur des éléments patrimoniaux dans tous les pays du monde.

Le patrimoine passe donc d'une valeur d'usage à une valeur d'échange. Les conséquences de ce passage intéressent les chercheurs. Nele Bogart et Wouter Duser s'interroge à ce sujet : « *Attache-t-on plus d'importance au discours économique lié au patrimoine qu'à sa fonction identitaire? Ceci est sujet à discussion depuis que l'on a commencé à subventionner la culture et le patrimoine. Le discours actuel sur le patrimoine fusionne des motifs idéalistes et matérialistes. Un contact direct avec le passé sert en effet la noble cause de rafraîchir la conscience historique démodée de l'homme postmoderne, mais on ajoute très vite à cela que le patrimoine dans une ville ou région en augmente l'attrait touristique.*

*Le tourisme culturel joue, depuis les années 80, un rôle déterminant lors de l'obtention de subsides, et ce surtout dans les pays anglo-saxons. En conséquence le succès commercial et l'attraction du public menacent de devenir la norme dans la politique au sujet du patrimoine »* (Wouter Duser, 2004 : 6).

La valeur d'échange est devenue la base du tourisme culturel, qui pour certains pays, régions ou municipalités « *représente la survie et l'avenir économique* » (Choay, 1999 : 156). Ainsi, la mise en valeur du patrimoine est-elle devenue un outil de développement économique des territoires et a-t-elle conduit à faire du patrimoine l'une des premières politiques en terme de budget dans de nombreux pays. Autre point important, cette valeur économique tendrait à prendre le dessus sur une valeur affective ou identitaire, comme le souligne Wouter Duser. La définition du patrimoine, qui s'appuyait traditionnellement sur des critères historiques, esthétiques ou sociaux, est alors précédée d'une étude de la rentabilité de son exploitation, dans des termes économiques tels que la fréquentation touristique, les retombées sur d'autres secteurs (hôtellerie, restauration), etc. Notre propos ici n'est pas de démontrer laquelle des deux références est prépondérante aujourd'hui dans le processus de patrimonialisation. Cependant, ce constat nous instruit sur le fait que les valeurs du patrimoine sont multiples. Notre objectif sera donc de comprendre comment ces différentes valeurs sont prises en compte dans les politiques urbaines et en quoi elles peuvent entrer en conflit.

**L'ampleur sans précédent de la problématique et des actions sur le patrimoine s'explique donc par ce glissement vers une exploitation économique des richesses culturelles des pays. Nous aborderons par la suite les conséquences que peut avoir la transcription de cette valeur dans les politiques patrimoniales.**

## **1.2. La transcription de ces valeurs dans les politiques patrimoniales traditionnelles**

**Au fil des siècles, les Etats, et en premier lieu l'Etat français, ont mis en place des politiques en faveur de la conservation des éléments patrimoniaux. Tout comme les valeurs du patrimoine ont évolué, les techniques de conservation ont également subi différents changements dans le temps. Cependant, à la différence des valeurs du patrimoine qui ont disparu progressivement, remplacées par de nouvelles, les pratiques anciennes et plus récentes coexistent en France. Les premières réalisations en faveur de la conservation du patrimoine n'ayant pas été abandonnées, ce qui aurait constitué un contresens total avec le but visé.**

### 1.2.1. Le patrimoine national comme outil pédagogique : les musées

Les premières valeurs données au patrimoine ont été réellement appliquées au moment de la Révolution Française. Des commissions révolutionnaires se sont données pour tâche de faire un inventaire des richesses de la Nation mais aussi de créer des endroits où ces richesses pourraient être entreposées. Les premiers musées datent donc de cette époque. Ce type spécifique de pratique ne nous intéresse pas particulièrement puisque nous nous sommes donnés pour objectif de traiter du patrimoine urbain. Cependant, les objectifs poursuivis lors de la période révolutionnaire sont à la base de la future législation française en matière de patrimoine et ont posé certains principes qui éclaireront nos propos par la suite.

En effet, les pratiques révolutionnaires poursuivaient un but précis : glorifier l'image de la Nation naissante en permettant à tout citoyen de prendre connaissance du patrimoine et de l'histoire de France. L'objectif poursuivi par l'Etat français naissant était de faire naître dans les esprits des citoyens un sentiment de fierté nationale permettant de concrétiser l'identité nationale de la France. Ainsi la valeur cognitive du patrimoine a-t-elle pendant longtemps servi la formation d'une identité nationale forte qui a favorisé la cohésion sociale de la République.



Cette période a fondé un principe qui nous intéresse plus particulièrement : le patrimoine est un bien collectif de la Nation. Cette vision très peu orthodoxe à l'époque va guider un parti pris dans les pratiques qui suivront : la nécessité de l'intervention de l'Etat.

### 1.2.2. La protection du patrimoine urbain ou la glorification de l'art urbain

Comme nous l'avons vu précédemment, l'Etat est intervenu à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle dans la conservation des monuments historiques. Cependant, même si les idées de Ruskin l'ont développé, la prise en compte du patrimoine urbain en terme d'ensembles n'apparaîtra en France qu'avec la loi Malraux en 1962. Avant cela, les politiques patrimoniales se sont donc concentrées sur la restauration, la conservation et la protection des monuments. Ceux-ci étaient désignés par un classement à l'inventaire général des monuments historiques. A travers ces actions, la valeur historique et artistique de ces objets urbains était clairement visée. La mise en place de critères architecturaux, artistiques et historiques a permis de classer et de protéger une grande partie des plus beaux monuments de France. Cependant, il convient de mettre en évidence l'objectif visé par l'Etat à travers ces pratiques de conservation : le renforcement de la cohésion et de l'identité nationale. Mais l'Etat jouaient également à l'époque le rôle de régulateur face à l'urbanisation galopante et les modifications qu'elle engendrait sur la ville industrielle. Ainsi, derrière les classements et la conservation des monuments historiques, pouvait-on deviner une certaine volonté de glorifier les techniques et les arts de bâtir du passé. Au XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup> siècle se sont développées, notamment avec Camillo Sitte, des théories urbanistiques en faveur de l'esthétisme. La conservation du patrimoine permettait donc de donner en exemple, aux bâtisseurs de l'époque industrielle, les techniques et le souci d'esthétisme qui avait prévalu à la construction des villes anciennes.

Sans vouloir affirmer que l'Etat était contre les modernisations de la ville industrielle, puisque ce fut Napoléon III qui commanda à Haussmann la modernisation de Paris, on peut dire qu'il existait un souci de régulation de la modernité qui représentait à l'époque une révolution sans précédent et qui faisaient s'élever un grand nombre de protestations, notamment à cause de ses caractéristiques fonctionnelles et rationnelles.

### 1.2.3. L'ouverture au patrimoine industriel : art et techniques

L'une des principales évolutions qu'a connue la protection du patrimoine au XX<sup>ème</sup> siècle, sans compter les nombreuses améliorations des techniques de restauration que nous ne traiterons pas ici, a consisté en l'élargissement des éléments reconnus comme patrimoine. En effet, l'élargissement du concept de monument historique à des objets datant du XIX<sup>ème</sup> siècle a constitué une véritable reconnaissance de l'histoire et de l'art de cette période industrielle. Que ce soit l'habitat du XIX<sup>ème</sup> siècle ou les anciennes usines et manufactures, ces constructions ont été reconnues et classées au même titre que les reliques antiques.

Cet élargissement du champ chronologique de ce qui est défini comme notre héritage historique a eu des conséquences très importantes sur le concept de patrimoine. En effet, l'élargissement chronologique marque le changement des mentalités : le fait de reconnaître les bâtiments ou objets de la période industrielle signifie que les critères de choix des éléments patrimoniaux se sont ouverts à des données non plus seulement dépendantes de l'histoire ou de l'histoire de l'art mais aussi à des données de l'histoire des techniques. Ainsi, le domaine du patrimoine a-t-il été élargi à des éléments ne représentant pas uniquement les aspects « nobles » des sciences, mais au contraire des objets symboliques de l'activité humaine quotidienne. En rapportant ce point à la société française, cette reconnaissance des éléments de la période industrielle portait aux nues non plus seulement les réalisations artistiques de quelques uns, mais aussi les activités humaines plus « banales » que sont, par exemple, les outils et les lieux du travail quotidien : l'ouverture au patrimoine industriel a permis aux usines, carreaux de mine et manufactures de tissage d'entrer au panthéon de la mémoire collective.

La reconnaissance du patrimoine industriel et plus tard de ce que l'on a appelé le patrimoine « mineur », constitué d'éléments représentatifs des savoirs faire locaux, a signifié que l'identité nationale n'était pas faite que des réalisations d'une élite artistique mais aussi de l'ensemble des activités et des modes de vie locaux.

Une chose intéressante reste à noter par rapport à l'élargissement du champ chronologique de l'héritage français. En effet, la reconnaissance d'éléments patrimoniaux de plus en plus rapprochés de notre époque laisse également penser que les valeurs du patrimoine ont changé. La valeur d'ancienneté du patrimoine qui avait été identifiée par Aloïs Riegl au

début du XXème siècle tend à disparaître. En effet, la distance temporelle entre l'édification d'un bâtiment et sa reconnaissance comme élément du patrimoine est largement réduite. Une friche industrielle abandonnée à la fin des années 80 peut être classée comme patrimoine industriel à peine 20 ans plus tard. Ainsi, le patrimoine tend-il à se rapprocher des réalisations contemporaines. C'est pourquoi les discours récents des médias faisant du viaduc de Millau, à peine achevé, un élément du patrimoine national ne sont pas étonnants.

### **1.3. Les pratiques de mise en valeur et la rentabilisation du patrimoine**

**A la fin du XXème siècle, le patrimoine se lie avec l'industrie culturelle. Après avoir connu une mondialisation des pratiques de conservation, touchant une majorité des pays du monde ayant signé la charte de l'UNESCO pour la protection du patrimoine mondial, les politiques patrimoniales ont été bouleversées par l'arrivée et le développement du tourisme culturel.**

#### 1.3.1. La valeur économique du patrimoine : le tourisme culturel

Le développement du tourisme a eu des impacts sans précédent sur la valorisation du patrimoine en France. Cet aspect économique a conduit à une multiplication des pratiques d'un nouveau genre : la mise en valeur. Contrairement à la tradition d'une intervention de l'Etat, les collectivités locales se sont lancées dans des politiques patrimoniales. Ce changement a permis de démultiplier les sites culturels, répondant ainsi à une demande sans cesse grandissante. Ce phénomène pousse Françoise Choay à affirmer qu'il existe aujourd'hui un véritable culte du patrimoine historique. Ainsi s'est mise en place une ingénierie culturelle faite d' « *amateurs, de communicationnistes, d'agents de développement, d'ingénieurs, de médiateurs culturels. Leur tâche consistant à exploiter les monuments par tous les moyens afin d'en multiplier les visiteurs* » (Choay, 1999). L'industrie culturelle s'est développée en réponse à une demande massive de produits culturels.

Même si elle permet au plus grand nombre d'avoir accès à l'héritage culturel, le projet de démocratisation du savoir se trouve biaisé par l'aspect économique de la démarche de valorisation actuelle.

Les interventions pour la protection du patrimoine se sont donc changées en actions de mise en valeur. Celles-ci laissent entrevoir la mentalité des pouvoirs publics recherchant une valorisation systématique d'un « produit » au sens économique du terme. Ces pratiques de mise en valeur recouvrent, selon Françoise Choay, plusieurs réalités. Mais derrière se joue un combat entre les partisans d'un certain respect du patrimoine, qui agissent dans la continuité des principes du XIX<sup>ème</sup> siècle, et ceux de la marchandisation du patrimoine, aujourd'hui majoritaires.

Dans la pratique, ces deux camps s'opposent dans le principe de restauration. Si les conservateurs traditionnels se sont donnés des principes reconnaissant, par exemple, la valeur des additions anciennes apportées aux monuments, les « marchands de patrimoine » eux se défendent d'un souci d'authenticité poussé à son maximum. Par exemple, le centre ancien de la ville de Québec a été le théâtre de démolitions d'un bâti jugé « anachronique » pour laisser la place à une reconstruction dans le style de l'architecture française du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Cela laisse une question sans réponse : Quelle peut être l'authenticité d'un bâtiment construit dans les années 70 ?

Si les mêmes pratiques de restauration sont utilisées dans l'industrie du patrimoine, elles sont guidées, non pas par des principes scientifiques, mais par des principes économiques, voulant que le « produit » devienne compétitif.

De plus, la découverte par des millions de touristes annuels de certains sites emblématiques, que sont notamment les sites du patrimoine mondial, conduit à des aménagements, des retouches, des travaux, qui selon Françoise Choay « dénaturent » les monuments, mais aussi les « déshistoricisent ». Leur valeur d'ancienneté disparaît au profit d'une valeur économique qui, du fait de la demande mondialisée, tend à faire disparaître leur spécificité. Ainsi, l'implantation de commerces, d'activités économiques « standardisées » à l'intérieur et à proximité des sites, tend à rendre un site patrimonial identique à un autre. Ainsi, la recherche de « l'exotisme », du pittoresque, qui est souvent le *leitmotiv* des touristes internationaux est-elle biaisée par la similarité croissante des sites. C'est pourquoi une partie de la valeur touristique des sites devient son caractère « nouveau ». Les anciens sites patrimoniaux « vus et revus » tendent à attirer de moins en moins les touristes occidentaux.

### 1.3.2. Les actions de marketing urbain basées sur des éléments patrimoniaux : mise en valeur du patrimoine ou du territoire ?

Pour expliciter cette question nous prendrons l'exemple récent d'une politique urbaine de mise en valeur du patrimoine. La ville du Havre a récemment lancé un vaste chantier de réhabilitation de ses anciens docks, abandonnés depuis les années 70 au profit d'une modernisation du port. Ces friches industrielles ont été laissées à l'abandon pendant presque 30 ans, le port autonome les utilisant ponctuellement pour y loger de petites entreprises artisanales. A la fin des années 90, le quartier sud du Havre a fait l'objet d'une vaste étude de redynamisation et de remise en valeur. En effet, aux friches industrielles se dégradant progressivement, s'ajoutait une concentration de populations très défavorisées, qui conduisaient le quartier à subir une image négative entraînant l'abandon progressif de cet espace par les habitants. Ainsi, le patrimoine industriel a été pensé comme un élément de redynamisation du quartier et comme une opportunité de créer plus de mixité sociale. Depuis 1999, un PIC URBAN a été lancé sur le quartier, permettant de mobiliser des fonds européens pour la valorisation des initiatives locales (aides aux associations, à la création d'entreprise, etc.), mais aussi pour financer la réhabilitation des docks en logements, commerces et en hôtel d'entreprise destiné au secteur des nouvelles technologies.

Lorsque nous avons interrogé la personne responsable de la mise en œuvre du PIC URBAN, l'objectif à moyen terme de cet ensemble d'actions était, bien sûr d'améliorer le cadre de vie et la cohésion sociale du quartier, mais aussi de « redorer le blason » de la ville du Havre. En effet une grande partie des anciens docks sont destinés à la création d'équipements de loisirs d'une importance régionale (salle de spectacle, équipements ludiques, casino, complexe aquarécratif, etc.) et même nationale avec la construction du centre de la mer et du développement durable, conçu par Jean Nouvel. Ce centre devrait permettre d'attirer un public national et ainsi situé dans les anciens docks du port, de montrer la capacité de la ville à réemployer les traces du passé pour se tourner vers l'avenir.

Cet exemple est typique des actions de marketing urbain qui sont réalisées de nos jours dans les agglomérations françaises, mais aussi dans les régions plus rurales. En effet, le patrimoine est très souvent allié à des réalisations très modernes, qui permettent de passer un message répandu dans les politiques de marketing actuelles : « nous nous appuyons sur nos racines pour aller de l'avant ». Ce type de pratique rappelle dans l'espace le grand dilemme

qui a toujours été d'actualité dans les questionnements sur le patrimoine : celui-ci est représenté par le fameux couple de « Patrimoine et Modernité ». Les pratiques de marketing urbain associent donc, sans aucun complexe, des éléments ultramodernes avec d'anciens bâtiments, montrant en ce sens, la capacité d'un territoire, d'une communauté, à évoluer.

En observant ce type de pratique, nous avons voulu montrer que le questionnement sur le patrimoine avait évolué ces dernières années. Les effets de la métropolisation, donnant aujourd'hui leur chance aux grands réseaux urbains, en favorisant le creusement des inégalités entre les territoires, amènent les pouvoirs publics à s'interroger sur l'avenir des territoires les plus enclavés, mais aussi des villes moyennes. Ne peut-on pas voir, au travers de ces pratiques, que ce ne sont plus uniquement certains quartiers, mais l'ensemble d'un territoire qui deviennent patrimoine ? Voulant dire par là que certaines villes se muséifient parce qu'elles savent désormais qu'elles appartiennent à un autre temps ? L'impossibilité de renouveler leur attractivité, de s'intégrer au réseau mondial, fera-t-elle de certains territoires des « reliques » de la société industrielle que les urbains regarderont avec nostalgie. On peut dire d'ailleurs que c'est parfois ce qui se produit. Certains territoires ne vivent désormais que du tourisme culturel, devenant « exotiques » à l'intérieur même de la France, et souvent à proximité, malgré tout, de grandes agglomérations.

**Nous avons présenté les évolutions qu'ont pu connaître les valeurs du patrimoine et leur transcription dans les politiques patrimoniales en France, mais aussi dans le monde. Nous allons maintenant nous intéresser plus particulièrement aux pratiques patrimoniales dans les ensembles urbains afin de comprendre quels processus sont à l'œuvre dans ce cas.**

## 2. ETUDE DU PROCESSUS CLASSIQUE DE PATRIMONIALISATION DES ENSEMBLES URBAINS : L'EXEMPLE DES SECTEURS SAUVEGARDES

**En préambule, nous tenons à noter le statut ambigu des ensembles urbains qui, bien qu'ayant une valeur patrimoniale, sont avant tout soumis au champ des politiques urbaines. Ainsi, une intervention exclusivement patrimoniale sur un « morceau de ville » est-elle, dès le départ, problématique. Nous allons donc mettre en évidence que, investis de valeurs propres à la notion de patrimoine, ces ensembles urbains possèdent également des valeurs urbaines. Il conviendra donc de s'interroger sur les rapports que ces valeurs entretiennent (rapports conflictuels ou complémentaires), mais aussi sur les capacités des politiques spécifiquement patrimoniales à inclure ces différentes valeurs.**

### **2.1. Essai de définition de la valeur des ensembles urbains**

Pour commencer, il apparaît important de mettre en évidence que les ensembles urbains constituent un exemple de patrimoine pouvant être la base d'une reconnaissance et d'un phénomène d'investissement identitaire. Il est donc nécessaire de préciser que les résultats de l'étude de cas que nous réalisons ici seraient à nuancer si l'on souhaitait généraliser nos constats à l'ensemble de la relation Patrimoine/Identités. De la même façon, les éléments d'analyse concernant la formation des identités ne seront en aucun cas généralisables à tous les types de quartiers.

Cette partie a donc pour objectif de mettre en avant le fait que les ensembles urbains sur lesquels les pouvoirs publics interviennent sont le lieu de différentes projections mentales qui leur accordent des valeurs diverses et souvent contradictoires. A l'instar des espaces urbains, les acteurs qui interviennent sur les ensembles urbains ayant une valeur patrimoniale y voient différentes possibilités d'évolution. Ainsi, l'ensemble urbain est le lieu de toutes les confrontations, car il représente l'ensemble des valeurs du patrimoine, mais aussi des valeurs urbaines en général. Il est à la fois le lieu de vie d'un certain nombre d'habitants et le lieu d'intervention privilégié des pouvoirs publics par sa fonction de centre. Les centres anciens

sont donc aujourd'hui le résultat de différentes pratiques des pouvoirs publics mais aussi des personnes privées, qui selon les valeurs qui lui sont accordées, peuvent entrer en compétition.

#### 2.1.1. L'idée de patrimoine national : l'ensemble urbain est un élément local que l'on « nationalise » pour sa valeur exceptionnelle

Le principe de création de la loi Malraux en 1962 en France était de lutter contre les rénovations urbaines qui conduisaient à la destruction des centres anciens dans les villes françaises, dans l'objectif de combattre contre l'insalubrité de ces tissus délabrés. Derrière cette loi était exprimée une intention de l'Etat qui était de valoriser ces centres anciens comme élément du patrimoine national. En effet, Rémi Baudouï écrit dans son article consacré à « André Malraux et l'invention du patrimoine sous la Vème République » que le décret de nomination du ministre des Affaires Culturelles stipulait que « *le ministre d'Etat a pour mission de rendre accessibles les œuvres capitales de l'Humanité et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de français* » (Baudouï, 1997). Ainsi, le patrimoine de la Vème République est-il encore reconnu comme un héritage national.

Cependant, Malraux, en tant que premier ministre aux affaires culturelles a travaillé à imposer une nouvelle conception de la culture et de l'art, en opposition avec celle véhiculée par ses prédécesseurs. Grand défenseur des Maisons de la culture qu'il développa dans de nombreuses villes françaises, Malraux souhaitait que la culture soit accessible à tous, qu'elle ne soit plus limitée à un groupe réduit émergé de la bourgeoisie française. Le ministre défendait l'idée que le patrimoine est en mouvement, qu'il doit être revisité par l'homme en fonction de ses buts (Baudouï, 1997). La loi de 1962 sur les secteurs sauvegardés est donc un nouvel outil qui doit permettre d'inventer un patrimoine plutôt que de vivre sur celui que la IIIème République lui avait légué. Celui-ci fut le patrimoine urbain.

Les ensembles urbains devinrent, après guerre, le nouveau patrimoine national. La loi de 1962 a mis en place les éléments juridiques et financiers pour permettre leur protection et leur mise en valeur. L'objectif était de faire de ces quartiers des éléments prestigieux de l'art urbain européen et national. Cette démarche a été très utilisée dans les pays d'Europe, de Varsovie à Londres. Les centres urbains étant le symbole de la ville traditionnelle européenne, de l'ancienneté des villes européennes, qui en faisaient toute leur qualité, notamment en comparaison des villes nord-américaines, jugées sans histoire.



Jusqu'à aujourd'hui, le tourisme urbain international, encore appelé tourisme culturel, se base sur la muséification de ces espaces urbains. Une partie de la renommée de la France est basée sur ces « secteurs sauvegardés », symboles du génie d'édification des artistes européens de la Renaissance et de l'époque classique.

#### 2.1.2. L'ensemble urbain comme potentialité de développement touristique : la valeur économique

Pour les villes qui possèdent un secteur sauvegardé, ce classement constitue un « label » comme l'affirme J.P. Lévy (Lévy, 1990 : 12). Dans le sens de label, est entendu que le classement permet de faire valoir une qualité vis-à-vis de l'extérieur. Tous comme les labels utilisés pour les produits, le « secteur sauvegardé » permet d'afficher une qualité de l'ensemble urbain local. Cette qualité est considérée comme une opportunité d'attirer des visiteurs. Ainsi, les aménagements réalisés dans ces quartiers sont-ils souvent destinés à faciliter la visite : signalétique, mise en valeur des monuments principaux par des systèmes d'éclairage, ou des aménagements au sol, de places de stationnement, etc.

Selon Françoise Choay, l'industrie culturelle a investi les quartiers historiques des villes, car leur fonction muséale avait été favorisée par la législation des secteurs sauvegardés (Choay, 1999 : 166) : *« lorsque, en 1962, André Malraux fit voter la loi sur les secteurs sauvegardés, qui porte son nom, c'était dans l'optique de préservation muséale. Il s'agissait de mettre à l'abri, de rendre intouchables, de figer en l'état, des quartiers dont l'exemple d'Avignon, après beaucoup d'autres, venait de montrer que, sans mesures immédiates d'urgence, ils étaient promis à la démolition. Pour Malraux, historien d'art, les enjeux de cette protection étaient historiques et esthétiques »*. Les promoteurs privés, impliqués dans le domaine du tourisme investissent ces ensembles urbains, qui deviennent des produits touristiques souvent très compétitifs sur le marché du tourisme culturel.

### 2.1.3. L'ensemble urbain est un lieu de vie : valeur identitaire et valeur affective du quartier

C'est la sociologie urbaine, et notamment les théories de Maurice Halbwachs, qui nous renseignent sur les liens qui unissent un groupe social avec la ville. L'espace est représenté par le groupe social qui en fait l'expérience, soit en l'habitant, soit en y travaillant, et, le fruit de ces représentations, qui sont du domaine de la cognition, influence l'attachement ou le rejet que le groupe social en fait. Halbwachs s'interroge sur le rôle de l'espace dans la vie d'un groupe social au travers de la notion de mémoire collective. Il explique que la mémoire collective suit un processus établi en fonction de rapports affectifs : il la définit comme un « *courant de pensée continue qui ne retient du passé que ce qu'elle est encore capable de vivre et qui est encore vivant* ». Ainsi, « *le cadre présent définit la mémoire collective qui diffère de la mémoire historique des érudits et des savants* » (Fijalkow, 2002 : 24).

Selon Halbwachs, la mémoire collective est le ciment des identités collectives, et l'espace en est un des fondements, comme il le montre pour l'identité chrétienne et le lien à la ville de Bethléem. La représentation de l'espace quotidien par le groupe qui l'habite contribue donc à renforcer son identité. Il met en évidence, que tout comme il défendrait l'un de ses membres, le groupe social défend l'espace dans lequel il se reconnaît, dans lequel il s'inscrit (Halbwachs, 1968). Ainsi, le quartier, dans sa forme bâtie, est-il le ciment à partir duquel se créent des identités. Dans cette réflexion, le quartier ancien, lieu de mémoire par excellence, prend toute son importance.

**Il existe donc un lien affectif entre les groupes sociaux et leur espace de vie qui a été notamment exacerbé lors des rénovations urbaines des années 60 en France, où le nombre de revendications d'associations d'habitants à l'encontre des opérations de démolitions effectuées dans les centres anciens était proportionnel à l'attachement des habitants. Les centres anciens ont donc une valeur affective pour leurs habitants mais également pour ceux qui y travaillent ou s'y promènent.**

## **2.2. Présentation du processus de patrimonialisation des ensembles urbains**

### 2.2.1. Point de départ : constat de la possibilité d'une perte

A partir de la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, les pays occidentaux et plus précisément les villes occidentales vont connaître de grandes mutations avec l'avènement de nouvelles techniques et systèmes de production. C'est d'ailleurs à cause de ces profondes mutations que naît une nécessité de réguler et d'organiser la ville : l'urbanisme. A cette époque les villes se transforment profondément. Les remparts défensifs sont systématiquement détruits pour permettre à la ville de s'étendre. L'urbanisation se fait en direction de la périphérie et les grandes villes « avalent » bien souvent les noyaux urbains alentours (cf. annexions à Paris ou à Barcelone). Cette profonde révolution technique va donc modifier la forme des villes mais aussi son architecture. Les premières constructions en acier et verre apparaissent à la révolution industrielle et sont le début d'un nouveau mouvement dans l'architecture. Les bâtiments vont peu à peu être construits en éléments préfabriqués et dans des matériaux nouveaux. Cette modernité est constatée par de nombreux auteurs et jugée comme une menace. Les mouvements romantiques de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle font partie de ces penseurs que la modernité révolte et qui réclament des actions publiques permettant de réguler ces modifications irréversibles de la ville.

Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, malgré les actions de protection engagées par l'Etat en France (loi de 1913), la querelle des anciens et des modernes est toujours présente. Avec le développement, à partir des années 20-30, du mouvement architectural et urbanistique des fonctionnalistes, celle-ci va s'intensifier. La période de l'après-guerre va être le théâtre de véritables luttes contre la modernité. La reconstruction volontairement engagée dans les principes fonctionnalistes va donner naissance à une large réflexion sur les pertes causées, d'une part, par les destructions de la guerre, et d'autre part, par l'urbanisme pratiqué dans les années 50-60. En effet, cette époque est marquée par les rénovations urbaines qui conduisent à la destruction de pans entiers de la ville pour permettre une reconstruction moderne et fonctionnelle. Ces actions vont déclencher de nombreux mouvements de remise en cause de cette modernité qui « détruit » la ville ancienne. C'est dans les années 60 que vont être prises des mesures pour sauvegarder non plus seulement des monuments ponctuels mais des ensembles urbains, des quartiers entiers.

Jusqu'à aujourd'hui cette querelle s'avère être encore d'actualité. Dans certains projets d'aménagement, l'architecture moderne est toujours considérée comme un danger pour le patrimoine. La conciliation du moderne et de l'ancien est intégrée dans les réflexions d'aménagement. La ville héritée est une donnée nécessairement prise en compte dans les projets contemporains.

### 2.2.2. Evaluation de la valeur de l'objet : normalisation des choix

A partir du constat de la possibilité d'une perte, l'Etat, a pour rôle de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour permettre la conservation de l'objet patrimonial. Cependant, l'intervention de l'Etat est décidée selon la valeur de l'objet en question. Il est choisi en fonction de sa valeur et parmi plusieurs autres éléments qui ont pu être proposés ou identifiés comme pouvant devenir patrimoine. Ainsi, le patrimoine d'un Etat est une « construction ». De la même façon, le patrimoine de l'humanité géré par l'UNESCO est représenté par une liste dans laquelle sont inscrits au fur et à mesure des éléments patrimoniaux. Le classement des monuments historiques a été instauré au XIX<sup>ème</sup> siècle et se basait sur les travaux d'inventaire réalisés par des érudits du XVIII<sup>ème</sup> siècle et par la suite par les inspecteurs des monuments historiques. Ceux-ci ont établis des principes pour choisir ce qui sera ou ne sera pas inscrit sur la « fameuse » liste du patrimoine national. L'ensemble de ces critères constitue ce que nous appelons la norme patrimoniale.

La norme est définie par certain comme un standard de comparaison issu de la mesure d'une caractéristique commune à plusieurs individus ou objets et permettant de déterminer un repère ou élément de référence pouvant servir d'étalon de mesure. Elle correspond au mot anglais de *standard*. Ainsi, le patrimoine national est-il inscrit, classé en fonction de données précises et « immuables ». Ces principes sont inspirés des connaissances scientifiques, historiques et artistiques disponibles à un moment donné. Un monument est donc inscrit parce qu'il est représentatif d'une période précise de l'histoire de l'architecture, d'un évènement historique etc.

Cette normalisation du choix des objets patrimoniaux est un élément qui nous renseigne sur l'« état d'esprit » des responsables du patrimoine. En effet, le rôle prépondérant de l'Etat dans la définition du patrimoine français va de pair avec la rationalisation qui a prévalu dans l'élaboration de la liste des monuments historiques. En effet, l'intervention de

l'Etat devait se justifier sur des éléments rationnels, considérés comme standardisés, et ainsi équitables.

Dans le cas des ensembles urbains, comme nous allons le voir, le principe de classement est également utilisé. Nous discuterons donc de cette notion de norme par la suite.

### 2.2.3. Mise en place d'un dispositif de protection : le classement en secteur sauvegardé

Dans le cas des secteurs sauvegardés, la loi Malraux a donné aux communes la possibilité de mettre en place une procédure de protection du patrimoine sur un ensemble bâti et non plus seulement sur un monument isolé. Cette procédure n'était cependant pas valable pour tout type d'ensemble urbain. Il s'agissait de protéger des ensembles bâtis présentant une valeur du point de vue du patrimoine.

Ainsi, la demande de la commune était-elle « évaluée » par les services de l'Etat pour établir la valeur de l'ensemble urbain qui bénéficierait de la procédure de secteur sauvegardé. Selon Gérard Gervois, les secteurs sauvegardés s'apparentaient, par leur définition, aux modes de protection ponctuels. La nature des zones englobées était donc sensiblement la même que celle des monuments classés jusqu'alors (Gervois, 1990 : 116).

Le secteur sauvegardé ainsi défini pour ses qualités architecturales et esthétiques bénéficiait d'une procédure de protection spécifique : le plan de sauvegarde et de mise en valeur. Nous ne nous attarderons pas ici à décrire dans le détail les principes de mise en œuvre de ce plan, mais il nous apparaît important de noter que celui-ci, géré par les services de l'Etat, s'apparente à un plan d'urbanisme, dans sa nature, puisqu'il est opposable aux tiers et prescrit les éléments à démolir ou à conserver. Il a été dit des plans de sauvegarde et de mise en valeur qu'ils constituaient la première tentative de traitement de la conservation en terme de planification et de projet. Gervois souligne cependant les reproches fait aux premières applications des secteurs sauvegardés : ceux-ci restauraient les quartiers anciens comme on restaurait l'édifice unique. L'aspect muséographique avait tendance à estomper l'esprit de planification urbaine. Les secteurs sauvegardés figeaient les quartiers anciens, les coupant du reste de la ville.

**Cette rapide présentation de la procédure des secteurs sauvegardés nous permet donc d'établir que la valeur urbaine des quartiers classés n'est que peu prise en compte dans l'intervention de l'Etat.**

## **2.3. Les résultats de la patrimonialisation des ensembles urbains : l'exemple du Marais**

### 2.3.1. La reconnaissance collective

Nous partirons du principe que la désignation d'un ensemble urbain en « secteur sauvegardé » a des conséquences sur la représentation que l'on peut s'en faire. En effet, l'élévation d'un ensemble bâti au « rang » de patrimoine peut, selon nous, avoir des conséquences sur l'image du quartier. Cette « théorie » peut être vérifiée de différentes manières : en considérant les changements opérés dans le discours que l'on fait sur le quartier, en étudiant les modifications qui interviennent dans le « peuplement » des quartiers anciens ou encore, en notant les transformations des activités implantées dans le quartier.

Nous prendrons pour exemple le quartier du Marais à Paris, qui a été parmi les premiers secteurs sauvegardés en France et qui permet d'avoir suffisamment de recul (environ 40 ans) pour observer les effets du classement en secteur sauvegardé. Nous ne nous attarderons pas, dans le cadre de ce travail, à faire la liste exhaustive des modifications économiques et sociales intervenues dans le quartier du Marais depuis 40 ans, mais nous soulèverons certains points qui nous semblent pertinents pour essayer d'évaluer le degré de reconnaissance que lui a valu le classement.

Depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle, le quartier du Marais est inscrit dans la liste des îlots insalubres de la ville de Paris. En 1938 est publié un plan intitulé « Avant projet du plan d'aménagement de Paris » dans lequel est préconisé des interventions sur ces îlots. Selon Jacques Lucan, le parti d'aménagement retenu à l'époque, préconisait des îlots aérés, construits autour de jardins, comme un îlot haussmannien amélioré, et suivant des critères hygiénistes (Lucan, 1998). Mais ces mesures sont ressenties, à l'époque, comme destructrices ou monstrueuses pour ceux que l'on n'appelle pas encore les défenseurs du patrimoine, mais les amoureux des vieilles pierres. Après la seconde guerre mondiale, le problème des îlots insalubres n'est toujours pas réglé dans Paris, et le Marais apparaît toujours comme une « poche d'insalubrité ». Cependant, un nouveau regard sur Paris va être déterminant pour l'avenir du Marais. Ce sera celui apporté par l'architecte Lopez. Celui-ci mettra en évidence l'existence d'une séparation entre la Paris central (Paris « cristallisé ») et le Paris périphérique à remodeler. Ainsi naissent deux territoires de projet, l'un où l'existence reconnue d'un

patrimoine incite à des mesures de protection ou de conservation, l'autre où la liberté d'entreprendre enfin un urbanisme moderne serait accordée. A partir des années 60, les quartiers insalubres du centre de Paris seront traités de manière différente de ceux de la périphérie. Le classement du Marais en « secteur sauvegardé » n'a été envisagé que parce qu'il appartenait au Paris cristallisé. L'image négative qui était associée au Marais depuis le début du siècle avait été soudain réhabilitée après guerre, associant ce quartier au Paris monumental. Cette reconnaissance de la valeur du quartier chez les urbanistes parisiens sera par la suite relayée par les architectes et historiens de l'art. Une fois instauré le principe de conservation du quartier, les « spécialistes » reconnaîtront à leur tour la valeur de ce quartier. Ainsi la reconnaissance collective, que l'on pourrait qualifier d'officielle, d'un ensemble urbain est-elle fortement ancrée dans les discours des spécialistes et des acteurs de la ville. Cependant, si on ne peut déterminer le temps qu'il a fallu pour que le discours officiel « passe dans les mentalités », il est possible de dire qu'aujourd'hui le Marais est considéré comme un quartier valorisé par une majeure partie de la population parisienne.

La configuration sociale du Marais a beaucoup changé depuis les années 60, date à partir de laquelle sa valeur patrimoniale a été reconnue. En effet, quartier initialement très populaire, accueillant une majorité de classes laborieuses dans des conditions de logement très médiocres, le Marais est devenu un quartier très « huppé », suite à un phénomène devenu courant dans les quartiers anciens des grandes métropoles : la gentrification. Ces phénomènes de concentration de couches aisées de la population dans des quartiers spécifiques s'expliquent par de nombreux facteurs. Cependant, on peut citer, dans le cas du Marais, l'image très positive dont il bénéficiait grâce, notamment, aux valeurs architecturales et esthétiques du bâti. Le prestige lié au fait d'habiter ou d'être propriétaire dans l'un des plus anciens quartiers de Paris a contribué à l'intérêt des populations aisées pour ce quartier. De plus, le processus même de la loi Malraux, accordant des exonérations fiscales pour les propriétaires, favorisait le transfert de propriété vers des couches supérieures. La reconfiguration de la sociologie du quartier montre également que la reconnaissance de la valeur du Marais a été collective, dépassant le simple cadre des populations résidentes.

Par exemple, une recherche internet sur le quartier du Marais à Paris conduit à des sites qui présentent le Marais comme « quartier touristique et historique de Paris ». Le caractère touristique que prennent les activités présentes dans un secteur sauvegardé est un élément primordial dans la compréhension du processus de reconnaissance collective. En

effet, la visite d'un quartier est une pratique qui est spécifique aux sites patrimoniaux et qui peut, selon nous, être synonyme d'une reconnaissance individuelle et collective de la valeur culturelle d'un ensemble urbain. La fréquentation touristique d'un lieu, que ce soit par des touristes étrangers, français ou encore parisiens, comme dans le cas du Marais, est un facteur qui nous permet de dire que la reconnaissance de ce secteur sauvegardé est avérée.

Cependant, le fait qu'il existe une fréquentation touristique du quartier du Marais à Paris peut également être interprété comme le résultat d'une « marchandisation » de ce lieu, certains acteurs en ayant fait un produit touristique. Transposé à l'« âge de l'industrie culturelle », le quartier du Marais est devenu en quelque sorte un « musée grandeur nature ». Les chercheurs parlent d'ailleurs dans ce cas de muséification de la ville. En ce sens, le « quartier-musée » devient un élément isolé de son contexte, une référence nationale voire internationale au milieu d'un tissu urbain localisé.

### 2.3.3. Existe-t-il une identité spécifique dans les secteurs sauvegardés ?

Le classement d'un quartier en secteur sauvegardé a des conséquences sur la représentation que les habitants du quartier, mais aussi de la ville s'en font. En effet, Yankel Fijalkow explique dans son ouvrage sur la sociologie de la ville, qu'un retour au centre s'opère dans les années 60, en réaction avec l'extension des banlieues. La réhabilitation des centres anciens favorise son réinvestissement par des populations aisées. La motivation de ces populations est différente selon leur catégorie sociale : « *La reconquête des centres dépend beaucoup de l'habitat, qu'il s'agisse de la stratégie patrimoniale des propriétaires fonciers ou immobiliers, ou de l'implantation résidentielle des groupes sociaux, médiateurs entre les occupants installés de longue date (immigrés, personnes âgées) et les populations aisées qui s'implanteront dans un second temps* » (Fijalkow, 2002 : 39). L'étude de Jean Yves Authier sur la réhabilitation du Vieux-Lyon met en évidence que les motivations des nouveaux habitants ont justement un rapport avec les caractéristiques culturelles du quartier : convivialité, authenticité, historicité (Fijalkow, 2002 : 39). Ainsi, le secteur sauvegardé est-il un lieu d'identité.

Le cas du Marais à Paris paraît extrêmement intéressant dans le cadre de cette réflexion sur le lien entre patrimoine et identité dans les secteurs sauvegardés. En effet, les modifications dans la population qui sont intervenues à la suite de la mise en place d'une



politique de valorisation du patrimoine du quartier, ont été, comme dans les autres centres anciens, ceux décrits par Authier. A l'arrivée de population aisées, provoquant un phénomène de gentrification du quartier s'est également ajouté l'arrivée de population de locataires : *« jeunes individus, souvent célibataires, issus de milieux sociaux divers, qui poursuivent des études supérieures, tout en exerçant une activité professionnelle dans les milieux socioculturels ou artistiques »* (Fijalkow, 2002 : 39-40). Dans le cas du Marais cette population jeune, très impliquée dans le domaine de la culture a conduit à un très fort investissement identitaire du quartier. Le quartier du Marais à Paris est devenu le premier quartier gay de la capitale. L'appropriation y est très importante, sans être pour autant une source d'exclusion. En effet, dans le quartier gay parisien se côtoient touristes, habitants hétérosexuels et homosexuels. Ce qui est intéressant dans ce cas, est que le Marais constitue typiquement le lien qui peut exister entre le patrimoine et les nouvelles identités. Le choix de la communauté homosexuelle d'investir affectivement ce quartier n'est pas nécessairement anodin. En effet, l'image revalorisée de ce quartier, son attractivité pour les touristes mais aussi pour les habitants de la ville ont été des éléments positifs de l'intégration et de « l'acceptation » des homosexuels à Paris.

D'un autre point de vue, l'exemple de ce quartier ancien permet de comprendre les changements qui se sont opérés dans la formation des identités locales. En effet, d'une identité paysanne pour laquelle la référence au territoire était primordiale, on arrive aujourd'hui à des identités qui n'ont plus de lien explicite avec le lieu. Les revendications identitaires des groupes sociaux sont de plus en plus axées sur des notions non spatiales. Les sociologues parlent de « néo-tribus », dont les membres peuvent habiter des quartiers différents. La proximité géographique n'est plus aussi nécessaire qu'avant. Si, dans le cas de l'identité homosexuelle à Paris, le lieu reste encore important, puisque c'est dans le Marais que se concentrent les boutiques, bars et boîtes de nuit destinées à une clientèle homosexuelle, toutes les personnes homosexuelles de Paris n'habitent pas dans ce quartier. Ainsi, le lien entre la qualité patrimoniale du quartier et son investissement par un groupe social revendiquant une identité spécifique devient complexe.

**Cependant, il serait faux de dire que toute revendication pour la conservation d'un patrimoine local a ou devrait, à terme, disparaître. En effet, le lien affectif de la population avec son patrimoine perdure, mais devient un élément de référence parmi d'autres dans les identités urbaines.**

### 3. MISE EN EVIDENCE D'UN DECALAGE ENTRE LA FONCTION PATRIMONIALE ET CELLE DE LIEU DE VIE : LE PARADOXE DE LA PATRIMONIALISATION

**Le processus de patrimonialisation des ensembles urbains véhicule un nombre important de valeurs. Le cas du Marais à Paris nous a permis de montrer que la procédure de secteur sauvegardé, qui véhiculait des valeurs traditionnelles, côtoyait les actions de l'industrie culturelle, faisant du patrimoine un produit touristique, et l'investissement identitaire d'une groupe social spécifique. Les critiques qui sont faites aujourd'hui à la procédure des secteurs sauvegardés mettent en évidence ses limites. En effet, le processus de patrimonialisation actuel ne permet souvent pas de prendre en compte les identités locales et échoue à contrer la tendance à la muséification, jugée comme une transformation négative de la ville. Nous allons donc reprendre chaque étape du processus de patrimonialisation que nous avons mis en évidence pour essayer de comprendre ce qui, aujourd'hui, le remet en question.**

#### **3.1. Le constat d'une perte, mais pour qui ?**

Le groupe de référence pour qui la disparition d'un élément du patrimoine pourrait constituer une perte est l'un des éléments qui nous permet de mettre en évidence que l'évolution du rapport au patrimoine crée un décalage entre la valeur présente dans les discours et celle véhiculée par les politiques étatiques.

##### 3.1.1. La traditionnelle référence nationale

La question importante dans la notion de « perte » qui est souvent invoquée dans les discours sur le patrimoine est celle du « pour qui ? ». En effet, la réponse à cette question permet de comprendre les enjeux qui se cachent derrière la conservation d'un centre urbain. Plusieurs réponses ont été données à cette question au fil du temps. Les révolutionnaires évoquaient au XVIIIème siècle une perte collective, le patrimoine étant de la responsabilité de tout citoyen de la Nation naissante. Tout au long du XIXème siècle, le patrimoine restant

exclusivement le résultat d'une politique de l'Etat français, l'idée de perte pour l'ensemble de la Nation était toujours d'actualité. Cependant, cette revendication nationale est à mettre en regard avec l'idée de l'Etat comme acteur principal dans le domaine du patrimoine. Comme l'explique Nele Bogaert en Wouter Duser, à propos de la formation des canons de la culture : *« Le canon est un rassemblement relativement stable mais limité d'expressions culturelles "classiques" et "éternelles" de la tradition culturelle. Ces expressions culturelles sont censées montrer une image concrète de l'identité de la société au sens large. Elles montrent la richesse et le prestige d'une culture. Le canon doit son statut dominant, "officiel" à sa reconnaissance générale par la société. En réalité, certaines personnes (critiques, historiens de l'art, écrivains et les artistes eux-mêmes...) ainsi qu'institutions (l'administration, l'enseignement, les musées et les chaînes de distribution...) ont plus d'autorité et une voix plus déterminante que la "masse". De par leur place particulière dans le secteur culturel ils exercent une grande influence sur la formation du canon »* (Wouter Duser, 2004 : 2). Ainsi, durant le XIX<sup>ème</sup> siècle l'Etat étant le seul acteur de la politique patrimoniale, il imposait l'idée de la « valeur nationale » des objets patrimoniaux. De plus, élément important dans la construction de la valeur nationale, les monuments historiques classés étaient souvent propriété de l'Etat. Ce passage d'une propriété privée à une propriété publique favorisait l'idée d'un patrimoine national faisant référence à l'identité de la Nation.

Ainsi, son intervention dans la protection du patrimoine signifiait que l'Etat était le seul à pouvoir garantir que l'identité nationale ne se perdrait pas. La cohésion sociale était donc garantie par l'Etat, d'une part, parce qu'il garantissait les droits des citoyens et, d'autre part, parce qu'il construisait l'identité nationale à partir des monuments nationaux, renforçant ainsi le sentiment d'attachement à la Nation. A cette époque, l'Etat était le garant de la cohésion sociale et de l'identité culturelle de l'ensemble de la Nation.

### 3.1.2. La nécessité d'étendre le concept de patrimoine national à celui de patrimoine de l'humanité

Cette idée de l'Etat Nation a évolué et avec elle, celle d'une identité nationale. Si bien que le patrimoine a été revendiqué comme une référence, non plus nationale, mais locale. Au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, plusieurs éléments ont concouru à l'abandon progressif d'une référence nationale. D'une part, la construction européenne a, comme nous l'avons vu, favorisé l'élargissement de la référence à une identité « européenne », qui s'est donc mesurée

à l'échelle d'une civilisation et non plus d'une seule nation. D'autre part, la mondialisation de l'économie, appelée aussi globalisation, a fait naître une certaine « crainte » d'une perte des cultures nationales et locales, au profit d'une culture « mondialisée », ce qui a eu pour effet de créer certains réflexes identitaires. Dans ce contexte, le patrimoine a reçu une valeur paradoxale : quand la charte pour la protection du patrimoine universel a été signée, on lui a donné une valeur mondiale, signifiant que la perte éventuelle d'un élément patrimonial représenterait une perte pour l'ensemble de l'humanité. Ainsi, l'évolution actuelle de la notion de patrimoine fait-elle encore référence à une identité collective mais celle-ci est planétaire, elle correspond à l'ensemble de l'espèce humaine. Ce qui signifie que c'est pour la « communauté internationale » que la disparition d'un patrimoine serait une perte. C'est ainsi une responsabilité internationale qui a été envisagée au travers de l'UNESCO, organisme supranational. Le groupe de référence, qui devait d'une part subir la perte d'un patrimoine, et donc avoir la responsabilité de lutter contre cette perte en conservant l'élément patrimonial, s'est trouvé être de plus en plus élargi.

Cependant, en même temps qu'une prise de conscience internationale de la valeur du patrimoine pour l'espèce humaine, s'est développée une prise de conscience locale de la possibilité de disparition de ces éléments forgeant les identités. En effet, le développement spectaculaire en France des réseaux d'initiative privée et/ou locale, intervenant dans le domaine de la protection et de la valorisation du patrimoine (Mesnard, 2001) ainsi que la création de regroupements de communes en parc ou en pays, à partir notamment d'une cohérence culturelle, montrent que le patrimoine fait également référence à une communauté restreinte. Ainsi, les « amoureux du patrimoine », s'ils ont toujours existé, formant des « cercles », des « fondations », des « clubs », ont tendance aujourd'hui à s'organiser en réseau, pour essayer d'optimiser leurs actions de défense du patrimoine local. On peut donc dire que la perte d'un patrimoine local, ou encore « mineur », peut également avoir pour référence un groupe restreint, une commune ou une communauté.

De la même manière que le groupe de référence s'est élargi du national à l'international, pour les sites dits « exceptionnels », ayant une valeur « universelle », il s'est rétréci à un groupe localisé (une commune, un parc, un pays ou un réseau d'associations) pour le patrimoine dit « quotidien », « mineur ».

### 3.1.3. La référence à l'histoire nationale est-elle suffisante aujourd'hui ?

Cette question revient à interroger la multiplicité des éléments servant de référence dans la composition des identités (Morisset et Noppen, 2003). Si l'histoire d'un pays a été une base des identités nationales, peut-on dire que dans le contexte actuel de mixité et de « melting-pot », la référence à l'histoire peut suffire à créer une cohésion sociale ? En effet, dans les sociétés occidentales, on assiste à une crise du lien citoyen-gouvernement. Le rôle de l'Etat n'est finalement plus simplement celui d'une référence collective. Il perd de sa signification dans un contexte où de plus en plus d'acteurs nationaux ou internationaux influent sur l'organisation de la société. Ainsi la crise relative de l'Etat se traduit-elle par la perte d'une relation active entre le citoyen et son gouvernement : *« Aujourd'hui, dans bien des pays, le lien civil ne se manifeste plus guère qu'à travers une relation instrumentale entre le contribuable et l'Etat collecteur d'impôts »* (D'Angelo, 2000 : 145).

Les gouvernements cherchent à mettre sur pied des sociétés civiles actives. Dans ce contexte, la culture s'avère fort utile car *« elle renforce les liens civils et contribue à apporter aux questions sociales des réponses créatives »* (D'Angelo, 2000 : 146). Cependant, le lien social que pourrait créer la mise en valeur des éléments de l'histoire du pays est-il encore possible dans une société multiculturelle et complexe ? On ne peut parler aujourd'hui de l'histoire collective d'un pays sans exclure une partie de la population. En effet, les Etats sont aujourd'hui face au constat que le « peuple » est multiculturel et que les valeurs qu'il véhicule ne concernent pas l'ensemble de la population. Ainsi, les éléments qui peuvent former un « ciment social » doivent être complexifiés. Pour preuve l'élargissement du champs du patrimoine mais aussi la création de musées consacrés à l'immigration, aux arts primitifs, etc. La fin de la référence strictement collective est donc engagée et l'action unique de l'Etat est de plus en plus souvent critiquée. Les collectivités locales engagent de plus en plus leurs propres actions de mise en valeur du patrimoine, comme une revendication de disposer elles-mêmes de leur patrimoine. Le patrimoine devient un élément central de la course à la reconnaissance des identités locales. Le dialogue entre citoyen et Etat comprend donc aussi une volonté pour la société civile de se « démarquer », d'être indépendante et de pouvoir revendiquer les éléments de son patrimoine local. Le nombre croissant des identités est aujourd'hui le symbole d'une crise de la référence collective que représentait l'Etat nation.

### 3.2. La question de la norme en matière de patrimoine

**Dans cette partie nous verrons que la normalisation des choix, la mise en place de critères permettant de sélectionner le patrimoine, base de la procédure de classement s'oppose de manière radicale à la notion chère à Ruskin : la valeur affective du patrimoine. Ce décalage se trouve au centre de notre réflexion puisqu'il constitue selon nous le lien qui pourrait exister entre les politiques patrimoniales et les identités locales. Ce constat de l'« incompatibilité » entre la volonté de normaliser le choix des éléments patrimoniaux, et la prise en compte de la valeur affective dans la détermination de ce même patrimoine, sera à la base de notre réflexion sur un nouveau processus de patrimonialisation.**

#### 3.2.1. La norme comme principe d'équité

La question de la norme qui permet de valoriser certains éléments et d'en ignorer d'autres est justement au cœur des critiques formulées sur le processus de patrimonialisation dirigé par l'Etat. En effet, les commissions des monuments historiques qui établissent la liste des monuments historiques se basent sur des éléments rationnels pour « sélectionner » les bâtiments qui pourront bénéficier de l'intervention de l'Etat. Cette norme répond d'une part à la nécessité de rationaliser les dépenses budgétaires du ministère de la culture, mais aussi à celle d'équité entre les différents territoires du pays. Ainsi, le recours à des éléments objectifs permettant de juger de l'enjeu, de la valeur que représente tel ou tel monument historique est nécessaire pour justifier de l'intervention de l'autorité publique. Dans le cas des secteurs sauvegardés, l'ensemble urbain est jugé de la même façon par les services de l'Etat : sa valeur historique, artistique est évaluée préalablement au décret instaurant le classement. Ce choix est entièrement de la responsabilité des hauts fonctionnaires de l'Etat. Nous pouvons donc constater que, depuis la définition de la valeur patrimoniale d'un quartier, jusqu'à la mise en œuvre de sa conservation, seuls les fonctionnaires de l'Etat ont le pouvoir de décision.

Cette norme est donc le produit d'un groupe restreint de la société, souvent défenseurs de la « haute culture » comme l'explique Wouter Duser : *Les discussions actuelles sur ce qu'on devrait entendre par l'appellation culture (ou canon) traitent, par exemple, de la question de savoir si la culture de masse mérite un statut culturel, équivalent à celui de la*

*"haute" culture. Roland Barthes était un précurseur dans cette polémique. Actuellement, le courant scientifique formé autour des Cultural Studies prend la défense de la culture de masse. A côté de cela, les ethnologues, les historiens des mentalités, les sociologues et les anthropologues s'efforcent de faire reconnaître les formes de culture populaire par la société. Pour eux, toutes les formes de communication, de pensée et de comportement sont des expressions de l'identité culturelle d'un peuple: langue, idées, institutions, traditions, rituels, cérémonies, habitudes, normes et croyances... ». On se rend ainsi compte que la norme ou le canon imposés par l'Etat et un groupe restreint de spécialistes, acteurs des politiques patrimoniales va à l'encontre des discours des sociologues, historiens et anthropologues actuels. Ainsi, le principe de l'existence d'une norme, même si celle-ci est voulue par l'Etat, dans un souci d'équité, est remis en cause par les scientifiques partisans d'une démocratisation de la culture.*

### 3.2.2. Si l'objet évolue, la norme doit-elle également être transformée ?

Cette question revient à s'interroger sur la capacité d'évolution de la norme dans le domaine du patrimoine. L'élargissement du champ du patrimoine à des éléments ayant une valeur pour l'histoire des techniques par exemple est la preuve que cette norme a évolué. Tout au long de l'histoire des politiques patrimoniales, la référence à l'histoire, à l'histoire de l'art a été enrichie. Les principes qui précédaient l'inscription d'un bâtiment sur la liste des monuments historiques au XIXème siècle ne sont plus utilisés aujourd'hui. Cependant, on peut constater qu'une certaine lenteur peut caractériser l'évolution des références utilisées par les services de l'Etat. En effet, Françoise Choay constate aujourd'hui que la distance temporelle entre la réalisation d'une œuvre et sa reconnaissance a largement diminué, mais peut-on dire que la norme des services de l'Etat correspond aujourd'hui à celle des habitants ? En effet, il existe encore une différence entre ce qui est valorisé rationnellement et ce qui l'est affectivement.

### 3.2.3. Norme et affectif : la norme peut-elle prendre en compte l'affectif ?

Cette question est très complexe puisqu'elle découle du très ancien paradoxe des sentiments et de la raison, du cognitif et de l'affectif. Dans le cadre de ce travail, nous ne nous risquerons pas à essayer de résoudre ce grand dilemme cornélien ! Cependant, au vu de notre réflexion sur la valeur affective du patrimoine, il est important de considérer que celle-ci

s'oppose à l'idée d'une norme rationnelle permettant de faire des choix. En effet, l'état d'attachement d'un groupe d'habitant à son patrimoine quotidien n'est pas pris en compte par les services de l'Etat quand ceux-ci décident de classer ou non un ensemble urbain. Pour preuve, le secteur sauvegardé du Marais concernait à l'époque un quartier délabré, souffrant d'une image très négative. Si nous ne souhaitons pas, dans le cadre de ce travail comprendre ce qui caractérise ces deux systèmes de référence, nous pouvons nous interroger cependant sur les raisons pour lesquelles ils s'opposent. Le point principal de cette opposition paraît être leur caractéristique temporelle. En effet, le classement d'un monument ou d'un secteur sauvegardé est établi pour un temps indéterminé, voire infini. A notre connaissance aucun monument historique n'a été « déclassé » ou abandonné. Dans le cas des secteurs sauvegardés, la situation est similaire. En opposition à ce constat, l'attachement d'un groupe social à un quartier peut être caractérisé comme aléatoire. Les effets de mode, les modifications des références sociales font que dans l'histoire urbaine, certains quartiers se sont trouvés être investis d'une valeur affective à un moment donné, puis complètement abandonnés. Ainsi, le caractère « éphémère » de l'appropriation d'un quartier par ses habitants est-il radicalement opposé à l'idée d'une norme affective dans le choix du patrimoine, du moins dans l'état actuel des choses. L'idée d'une norme, d'un canon pouvant être liée au changement social, est encore aujourd'hui, non effective dans le domaine du patrimoine.

### **3.3. Peut-on concilier nouvelles identités et politiques patrimoniales ?**

**Nous souhaitons revenir dans cette partie sur les éléments que nous connaissons sur les identités actuelles et sur les limites de la patrimonialisation telle qu'elle existe aujourd'hui. Ces éléments permettront de conclure notre tentative de mise en évidence du décalage entre les valeurs véhiculées par les politiques patrimoniales et la valeur affective qui relie directement le patrimoine aux identités.**

#### 3.3.1. Crise des identités ou crise de la ville ?

La montée de l'individualisme comme nous l'avons exposé plus haut est aujourd'hui l'une des causes les plus évidentes de la crise des identités collectives. Certains jouissent de



leur liberté et de leur autonomie alors que d'autres s'élèvent contre l'avènement d'une « ère sans foi ni borne ». Cependant, doit-on parler d'une crise des identités ? Certes, les identités urbaines sont aujourd'hui différentes de celle qu'analysaient les sociologues des années 60 et 70, bouleversées par la mobilité accrue des personnes ou par la complexité des références. Les revendications identitaires s'amplifient, avec le risque évident d'un glissement vers une revendication communautariste. Cependant, cette montée des identités interroge nécessairement les urbanistes. En effet, si le lien social existe encore, et se développe, comment peut-il être pris en compte dans les politiques urbaines ? En opposition avec ce constat, les espaces publics, anciennement lieux d'expression et de rencontre entre les habitants subissent une crise sans précédent. Les identités se créent et se renforcent donc ailleurs. Cet élément interroge donc les politiques urbaines actuelles.

La ville actuelle ne correspond plus aux attentes de certains habitants. Les phénomènes de rejet de la ville, de « ghettoïsation volontaire » de la part de certains groupes sociaux qui créent par exemple des « gated communities » (villes barrières) en sont une preuve. De la même façon, le patrimoine urbain perd sa valeur historique et mémoriale au profit d'une valeur ludique et commerciale. Parallèlement, l'engouement pour le patrimoine n'a jamais été aussi fort qu'aujourd'hui. Les revendications des habitants étant de plus en plus importante. François Loyer écrit dans son article consacré au patrimoine de Paris : *« D'élargissement en élargissement, il a fini par couvrir la totalité du champ de la culture - allant jusqu'à contester la légitimité même d'une production contemporaine ressentie comme totalement marginale par rapport à la demande sociale. De ce divorce déjà ancien entre patrimoine et modernité, nous vivons chaque jour les conséquences »*. Il explique que la ville de Paris arrive à un stade de « saturation patrimoniale » et que l'intervention des architectes y est presque impossible. Ainsi, la question patrimoniale telle qu'elle est posée aujourd'hui se trouve-t-elle dans certains cas dans une impasse. Le besoin d'adapter la ville aux modes de vie modernes se heurte à la nécessité d'une conservation institutionnalisée depuis plus de deux siècles.

### 3.3.2. La valeur affective du patrimoine peut-elle être prise en compte par les politiques patrimoniales ?

Cette question exprime le sens de notre recherche. En effet, nous avons pu constater jusque là que les politiques patrimoniales étaient différentes selon la valeur que l'on souhaitait

mettre en avant. Ainsi coexistent aujourd'hui des politiques patrimoniales classiques, valorisant les caractéristiques historiques et artistiques des monuments, mais aussi leur valeur pédagogique, avec des politiques de marketing qui mettent en avant le patrimoine comme produit touristique. Les procédures de patrimonialisation des ensembles urbains, dont nous avons étudié le cas particulier du secteur sauvegardé, intègrent plusieurs de ces valeurs. Nous avons mis en évidence que certaines d'entre-elles peuvent entrer en conflit. En effet, les conséquences d'une muséification des quartiers centraux leur ôtent souvent toute valeur affective, dans le sens où leur appropriation par les habitants se trouve limitée ou si elle existe, se base sur des éléments non patrimoniaux. La ville musée, ou la ville thématique (dans le sens d'une transformation de la ville en parc à thème) qui est un produit de l'industrie touristique et des politiques culturelles, implique, selon Joseph Maria Montaner, que « *la compréhension du visiteur soit facilitée au maximum, ce qui suppose l'aplanissement des complexités historiques locales afin de fournir un discours simple et accessible* » (Montaner, 2004 : 83). La valeur affective du patrimoine, qui peut être, au contraire, source de complexité et d'ambiguïté ne peut donc être une base de ces politiques urbaines visant le développement touristique des métropoles.

**Ainsi, aucune politique ne met explicitement en avant la valeur affective du patrimoine, qui a pourtant été identifiée par de nombreux auteurs. L'étude du cas du Marais nous permet de dire que ce décalage entraîne une crise des valeurs urbaines du quartier, puisque celui-ci voit sa population diminuer d'année en année. On ne peut affirmer que cette perte d'attractivité ne soit liée qu'aux pratiques patrimoniales, mais nous verrons cependant que ce décalage est dénoncé dans les discours des habitants du quartier. La partie suivante consistera donc à essayer d'évaluer le processus qui pourrait mettre en avant la valeur affective du patrimoine. Il s'agira, d'une part, d'identifier les personnes qui sont les prescripteurs de cette valeur affective. D'autre part, nous verrons dans quelle mesure un processus de patrimonialisation peut les inclure.**

## PARTIE 3 : PROPOSITION ET ANALYSE D'UN PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION PERMETTANT DE PRENDRE EN COMPTE LA VALEUR AFFECTIVE DU PATRIMOINE

### 1. PRISE EN COMPTE DES PRESCRIPTEURS DE LA VALEUR AFFECTIVE

**Nous reviendrons dans cette première partie sur l'identification des prescripteurs de la valeur affective du patrimoine quotidien, mais aussi sur les éléments connus concernant la participation des habitants aux politiques publiques. Nous verrons enfin que certaines institutions ont développé, depuis plusieurs années, des discours mettant en valeur la participation dans les politiques culturelles et patrimoniales.**

#### **1.1. Les prescripteurs de la valeur affective : les habitants**

Nous avons vu que le processus de patrimonialisation des ensembles urbains tel qu'il a été analysé au travers de l'exemple des secteurs sauvegardés se base sur certaines valeurs du patrimoine. Les secteurs sauvegardés favorisent la muséification des quartiers anciens, ce qui a pour résultat de « figer » le quartier, d'augmenter l'impression d'artificialité de la vie urbaine. Cependant, dans le cas du Marais on a pu constater que la muséification n'a pas pour autant fait disparaître toute sorte d'identité puisqu'il est aujourd'hui le « centre gay » de la capitale. Mais cette coïncidence, si l'on peut dire, entre un espace communautaire vécu et le périmètre de ce quartier ancien revalorisé, n'est pas nécessairement révélatrice d'un lien affectif avec le patrimoine. Par exemple, dans d'autres grandes capitales, les quartiers gays ne sont pas situés spécifiquement dans les quartiers historiques (cf. Montréal).

L'exemple du Marais à Paris nous a permis de montrer comment évoluent aujourd'hui les identités urbaines. Il est possible d'être témoin d'une vie communautaire très développée mais qui pourrait, du jour au lendemain, se déplacer dans un autre quartier. Le lien au quartier est de moins en moins primordial dans la « localisation » des identités urbaines, ce qui, en un sens, rend leur étude plus compliquée. Mais peut-on pour autant dire que le patrimoine a perdu toute valeur affective ? Certainement non puisque l'engouement pour le patrimoine et la culture n'ont jamais été aussi fort qu'aujourd'hui. La valeur affective a donc, selon nous, une place à prendre dans les processus de patrimonialisation.

C'est pourquoi la question de la participation des habitants dans la conservation des ensembles urbains nous semble primordiale si l'on veut mettre en avant la valeur affective du patrimoine. En effet, cette valeur affective est en priorité celle qui lui est donnée par les principaux intéressés, c'est-à-dire les personnes qui côtoient quotidiennement ce patrimoine.

#### 1.1.1. Habiter et se représenter son lieu de vie

Nous partons de l'hypothèse que l'habitant du quartier ou de la ville est celui qui est le plus à même d'exprimer la dimension affective d'un élément patrimonial. En effet, le fait d'habiter un quartier, d'y travailler ou de le « pratiquer » amène à s'en construire une certaine représentation. Nous n'entrerons pas ici dans le détail des phénomènes perceptifs qui conduisent aux représentations qu'un individu ou un groupe social peut se faire de son environnement. Cependant, B. Debardieux fait la distinction entre les représentations individuelles et les représentations sociales : « *Les premières peuvent être interprétées comme étant le produit d'un itinéraire de vie, d'une vision du monde singulière, d'un être-au-monde tel que l'étudient les phénoménologues. Les secondes correspondent à des formes de connaissance ordinaires, socialement élaborées et partagées, à visée pratique notamment dans la maîtrise de l'environnement et l'adoption d'attitudes et de comportements collectifs* » (Lévy et Lussault, 2003 : 790 et 791). Ainsi, la vie d'un groupe social dans un quartier est-elle à la fois codifiée par des éléments personnels et collectifs. Ce qui nous intéresse plus précisément dans ces représentations est leur capacité à être la base d'un attachement au lieu.

L'apprentissage d'un lieu, vaste suite de représentations personnelles et collectives, conduit à un attachement au lieu comme le démontre Maurice Halbwachs dans la *Mémoire collective* : « *Si, entre les maisons, les rues et les groupes de leurs habitants, il n'y avait qu'une relation tout accidentelle et de courte durée, les hommes pourraient détruire leurs maisons, leur quartier, leur ville, en reconstruire, sur le même emplacement, une autre, suivant un plan différent ; mais si les pierres se laissent transporter, il n'est pas aussi facile de modifier les rapports qui se sont établis entre les pierres et les hommes. Lorsqu'un groupe humain vit longtemps en un emplacement adapté à ses habitudes, non seulement ses mouvements, mais ses pensées aussi, se règlent sur la succession des images matérielles qui lui représentent les objets extérieurs. Supprimez, maintenant, supprimez partiellement ou modifiez dans leur direction, leur orientation, leur forme, leur aspect, ces maisons, ces rues, ces passages, ou changez seulement la place qu'ils occupent l'un par rapport à l'autre. Les pierres et les*

*matériaux ne vous résisteront pas. Mais les groupes résisteront et, en eux, c'est à la résistance même sinon des pierres, du moins de leur arrangement que vous vous heurterez »* (Halbwachs, 1968 : 135 et 136). Le lien d'attachement d'un habitant à son quartier, sa rue ou sa ville, est donc en partie construit à partir de la forme du lieu. C'est pourquoi dans le cas des quartiers anciens, il apparaît important d'essayer de comprendre les phénomènes d'appropriation qui peuvent se manifester.

#### 1.1.2. Le patrimoine comme élément d'attachement au lieu de vie : l'exemple du bas-Belleville

Affirmer d'emblée que le patrimoine est un élément constitutif de l'appropriation ou de l'attachement à un quartier ne paraît pas évident. Cependant, cette question doit être abordée ici afin de comprendre les valeurs affectives du patrimoine, mais aussi de quel patrimoine il convient de parler. L'exemple des centres anciens des grandes métropoles nous paraît être très éloquent à ce sujet. Que ce soit dans le centre de Paris ou de Montréal, pour parler de villes que nous connaissons, des opérations de patrimonialisation ont été réalisées il y a plusieurs dizaines d'années. Cette vaste vague de réhabilitation/conservation des centres anciens a d'ailleurs été mondiale. Le constat actuel est plus ou moins mitigé mais tend vers l'idée que ces centres ont été « muséifiés » et que la convivialité y a disparu. Les modifications qui ont eu lieu dans ces quartiers sont dues notamment à leur transformation en produit touristique, adapté à une clientèle de passage, mais peut-être moins aux besoins des habitants. Les centres anciens ont perdu un certain nombre d'habitants, d'une part à cause de la hausse des prix du foncier dans ces secteurs valorisés, mais aussi parce que les commerces et services « quotidiens », ont disparu au profit de services touristiques. De plus, les bâtiments, qui avaient jusqu'alors eu une fonction d'habitation, sont investis par les activités économiques. Cependant, au regard de la vie collective assez limitée dans ces quartiers, peut-on dire qu'il s'agit de quartiers non appropriés, du fait, notamment, de leur artificialisation, de la sur fréquentation touristique, de la « fuite » des habitants ?

Quel lien unit alors les habitants d'une métropole à ces quartiers-musées ? En dehors de sa valeur mémoriale et muséale, ces quartiers ont-ils encore une valeur affective ? Leur conservation muséale a-t-elle fait disparaître le lien affectif des habitants - qui se construit, selon Ruskin, dans la quotidienneté - avec le centre ancien ?

De plus, le lien affectif des habitants à leur quartier est-il basé sur le patrimoine ? On peut en voir l'existence dans certains exemples de résistance des habitants à des projets d'urbanisme. A Paris, la rénovation du quartier de Belleville a été l'occasion d'une manifestation de résistance de la part des habitants la plus forte connue jusqu'alors. Daniel Pennac en a d'ailleurs fait l'un des sujets de son œuvre littéraire. Dans la résistance de l'association la « Bellevilleuse » qui a duré pendant plus de vingt ans dans ce quartier de l'est parisien, la mise en valeur de la convivialité, de l'authenticité du quartier, qui allait être détruite par le projet urbain, a été un argument important. Dans les plaquettes de présentation de l'association et de son combat, le quartier était présenté comme un « lieu de mémoire » (Fayman, 1998 : 45 et 46). De nombreuses références à l'histoire de la formation du quartier - au village de Courtille, devenu commune de Belleville et annexé à Paris en 1860 - sont présentes dans les documents que l'association distribue pour sensibiliser les habitants du quartier. Cependant, la référence au passé n'est parfois pas visible dans les bâtiments, elle est « perçue ».

En effet, la défense des quartiers faubouriens de Paris, souvent insalubres, est rendue difficile par la nature « non patrimoniale » des tissus urbains. Il s'agit d'un patrimoine affectif qui ne trouve pas de valeur aux yeux des experts. Il a donc été nécessaire pour les associations de défense de mobiliser des expertises « indépendantes », essayant de faire valoir la qualité du quartier que la ville voulait raser. La conservation du patrimoine et sa réhabilitation sont opposées aux modes d'intervention choisis par la ville (rénovation bulldozer). Les discours sur le patrimoine local se développent et permettent de mettre en avant le fait que le paysage urbain existant est un élément à part entière du quartier. Ainsi, on se rend compte que la résistance organisée des habitants dans le cas de Belleville, mais aussi dans d'autres quartiers parisiens a utilisé la revendication d'un patrimoine communautaire, d'un patrimoine « ressenti » comme moyen de contrecarrer les plans des urbanistes de la ville.

En analysant ce cas, on peut observer que le processus de « patrimonialisation locale », voulu et revendiqué par les habitants, est fondé sur la possibilité d'une perte, suivi d'un discours sur la valeur de l'objet. Une valeur affective dans le cas de Belleville, mais une valeur reconnue collectivement. Cet exemple montre que l'attachement d'un groupe social à son quartier peut mener à l'organisation d'une résistance basée sur l'argument de la défense du patrimoine. De la même façon, Sonia Fayman montre que la menace d'une « table rase » a renforcé l'investissement des habitants dans le devenir de leur quartier, et favorisé les

échanges, la revalorisation de l'image du quartier (au travers notamment, de l'organisation de fêtes et événements culturels sur le thème du quartier), et la redécouverte des éléments symboliques du quartier (Fayman, 1998 : 78).

### 1.1.3. Remise en cause de la vision rationnelle des « experts » qui prévaut habituellement sur celle des habitants : l'exemple de Montréal

L'exemple québécois en matière de participation des habitants aux politiques urbaines paraît ici être pertinent. En effet, les mouvements de résistance des associations de défense du patrimoine sont allés parfois plus loin que ceux que l'on peut observer en France. L'exemple de Montréal nous permettra d'observer la place qu'occupent les experts dans les politiques participatives, mais aussi celles des habitants. En effet, de nombreuses associations sont bien implantées dans le paysage politique de la ville. Celles-ci visent à ce que les projets urbains ne puissent pas, dans le cas du patrimoine par exemple, atteindre ou menacer un édifice, la morphologie d'un quartier, etc. L'exemple de l'association des Amis de la Montagne, qui a pour mission la conservation et la mise en valeur du Mont Royal, un espace naturel de grande qualité situé au cœur de la ville, nous permet de montrer le rôle que peut jouer une association d'habitants. En effet, l'absence de politique spécifique de protection de cet espace symbolique de la ville, a conduit les habitants, les usagers et des personnes « amoureuses » de cet espace, à s'organiser pour proposer un projet à la ville. De ce fait, il était nécessaire de mobiliser des compétences importantes. L'association a donc regroupé un nombre important de personnes « qualifiées », des enseignants de l'université de Montréal située sur le flanc du Mont-Royal, des juristes, des avocats, des écologistes, etc. Leurs compétences en matière d'urbanisme, de protection de l'environnement, de droit, de communication, leur ont permis de peser un poids non négligeable dans les réunions avec la ville.

La protection du Mont-Royal a donc pu être institutionnalisée grâce au classement de cet espace en Site du Patrimoine, mais les fonds alloués à la protection, à la restauration et à la mise en valeur des espaces naturels s'avéraient insuffisants. L'association des Amis de la Montagne a donc été à l'initiative de la création d'une fondation permettant de récolter des fonds alloués à des actions d'aménagement de la montagne. En effet, le partenariat public-privé a été développé pour permettre une meilleure action de protection. De plus, toute action d'aménagement de l'association est précédée d'un forum organisé pour les habitants de Montréal où sont discutés les projets, en accord avec la volonté de ceux-ci. On arrive

quasiment à une « autogestion » de la Montagne par les habitants. L'intervention des pouvoirs publics reste minime, la ville et le ministère de la culture ayant alloué des fonds très faibles. De plus l'association a pris part depuis le début des années 90 à l'ensemble des décisions concernant le classement et a même été à l'initiative de la Charte du Mont-Royal, adoptée par la ville et la gouvernement fédéral, qui constitue la base du plan de mise en valeur du Mont-Royal.

Ainsi, l'exemple de l'action de cette association de Montréal montre que son organisation, ses compétences et ses capacités financières lui confèrent une très grande « crédibilité » auprès de la ville et du gouvernement fédéral. Le pouvoir d'influence qu'elle possède sur les décisions publiques est dû notamment à sa capacité de contre expertise. En effet, le nombre et la qualité des études qui ont été réalisées, notamment par les enseignants en urbanisme de l'Université de Montréal, lui ont permis d'être reconnue comme une référence. Cependant, la politique de l'association n'étant pas de considérer le Mont-Royal comme un « patrimoine à mettre sous cloche », les propositions qui sont faites par l'association émergent de la volonté des habitants. L'association des Amis de la Montagne est un outil de réflexion permanente sur le devenir du Mont-Royal, mais qui est loin de prôner une « vision d'expert ». L'objectif de l'association étant de permettre à tous de s'approprier cet espace remarquable.

Le Mont-Royal n'était pas considéré, à la fin des années 80, comme un espace de qualité par le ministère de la culture ou la ville. Cependant, l'attachement des habitants à cet espace symbolique a permis de moduler et d'influencer le discours des « autorités ». Au fur et à mesure, le Mont-Royal est devenu un espace protégé, pour lequel a été mis en place un projet d'aménagement en concertation avec les habitants. Ainsi, d'un espace « sans valeur », le Mont-Royal est-il devenu aujourd'hui un lieu symbolique pour l'ensemble des montréalais.

**L'attachement des habitants à leur quartier est, comme nous l'avons montré, basé aussi sur la valeur affective, quotidienne du patrimoine. Après avoir identifié les prescripteurs de cette valeur affective, nous allons maintenant analyser les moyens existants pour permettre leur participation dans les politiques actuelles.**



## 1.2. Principes de la gouvernance locale

**Nous aborderons dans cette partie, d'une part, la notion de gouvernance locale qui apparaît être aujourd'hui un principe en développement dans de nombreux Etats. D'autre part nous verrons dans quelle mesure ce principe est à l'origine de notre réflexion, puisqu'il fait émerger de nouvelles pratiques dans le domaine politiques urbaines.**

### 1.2.1. La gouvernance locale comme « nouveau » principe politique ?

Il convient pour commencer de définir le terme de gouvernance qui est aujourd'hui employé avec divers qualificatifs :

#### **Gouvernance**

Le terme de gouvernance, utilisé à l'origine par les politologues anglo-saxons, exprime une notion systémique du gouvernement. Il met l'accent sur la multiplicité des institutions, organisations et acteurs qui "gouvernent" un territoire, et sur les relations entre ces "gouvernants" (locaux, nationaux, européens) et les "gouvernés" (Chodkiewicz, 1999).

#### **Gouvernance mondiale**

"La construction d'un système de gouvernance mondiale permettrait de pallier l'incapacité des Etats-nations et des organisations internationales actuelles à faire face aux demandes de la société" (<http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr>).

La gouvernance mondiale ne renvoie pas aujourd'hui à une réalité concrète, sauf peut être dans des domaines comme le commerce international (avec l'Organisation Mondiale du Commerce) et la finance. Elle renvoie davantage à un projet qui pourrait bénéficier aujourd'hui de phénomènes convergents pour aller dans le sens de sa réalisation (mondialisation à plusieurs niveaux, apparition d'une opinion publique internationale, mise en place de structures juridiques, financières, etc., internationales et de structures de gouvernance régionale dont le modèle le plus abouti est l'Union Européenne).

#### **Gouvernance locale**

"La notion de gouvernement local s'applique tout particulièrement aux Etats-Unis, où grâce à une extrême décentralisation, la scène politique locale constitue un ensemble spécifique s'autorégulant. [...] Au contraire, dans un système à État fort à la française, la notion de

gouvernement local s'est longtemps révélée presque inutile tant l'administration centrale paraissait contrôler toute prise de décision grâce à ses représentants locaux liés hiérarchiquement à leurs supérieurs de Paris" (Hermet, 1996). Depuis les années 1980, notamment du fait des lois de décentralisation de 1982, on observe une tendance à la constitution des gouvernements locaux.

Ainsi le principe de gouvernance locale est-il étroitement lié à celui d'un Etat décentralisé. Cependant, les auteurs montrent également que ce principe a émergé dans un contexte particulier, celui d'une crise de la légitimité de l'Etat-Nation. Comme l'affirme Bernard Jouve dans son article (Jouve, 2004) : « *La gouvernance est au goût du jour. Les articles, livres, colloques sur la question sont légion. Cette notion est devenue le sésame d'un Etat en transformation, sans que l'on sache exactement ce qui se cache derrière cette transformation. On sait que cette notion dérange, notamment en raison de l'utilisation par trop normative qu'en font certains auteurs : Les critiques traditionnellement adressées à la notion de gouvernance découlent le plus souvent de la confusion entre les approches normatives et analytiques. Lorsqu'il est reproché à la gouvernance de prétendre au statut de réponse 'universelle' ou de 'solution miracle' à la crise de gouvernabilité des sociétés et à l'impuissance de l'action publique, il apparaît alors évident que ses contempteurs portent une vision essentiellement managériale et normative de la gouvernance [...] Trois mythes sous-tendent tout particulièrement ces critiques, à savoir que cette notion cache un projet néolibéral et qu'elle suppose la fin ou la négation du politique ainsi qu'une vision nécessaire de l'histoire, au terme de laquelle l'avènement de la gouvernance serait inéluctable* ».

La gouvernance locale est de plus en plus revendiquée par les gouvernements nationaux, qui, dans le monde entier ont mis ou mettent en place des réformes de décentralisation (cf. récemment, les Etats africains). Elle répond, selon certains, à une nécessaire évolution de la démocratie, vers des processus de plus en plus directs, permettant aux gouvernants et gouvernés d'établir un dialogue « permanent », et non pas seulement au moment des élections. La gouvernance locale n'est pas une organisation politique nouvelle. En effet, P. Le Gales met en évidence que les vagues de décentralisation en Europe ont amené à la formation de gouvernements urbains qui ont été reconnus comme autorités locales par les Etats-nations dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle en Europe du Nord (Lévy et Lussault, 2003 : 422 à 426). Cependant, l'idée de « gouvernance locale » est présentée comme une notion impliquant une organisation politique à un échelon déterminé (local ou régional) qui fait appel à des

processus de participation de l'ensemble des acteurs du territoire : citoyens, associations, entreprises, syndicats, élus, etc. C'est en cela que le principe de gouvernance locale tel qu'il est revendiqué aujourd'hui dans de nombreux discours, et mis en place dans certains territoires, est nouveau. La notion va plus loin que la simple existence d'une organisation politique, au niveau local, dotée de compétences et de ressources.

C'est pourquoi la problématique de gouvernance locale fait nécessairement référence à celle de démocratie locale participative. Michel Raséra explique dans son ouvrage que démocratie représentative et démocratie participative ne s'opposent pas. Cependant, il a fallu attendre les années 90 en France pour que le droit à la participation intègre le droit des collectivités locales (Raséra, 2002 : 81). La loi sur la démocratie de proximité (loi du 27 février 2002) a eu pour conséquence de faire avancer le débat qui bloquait les avancées dans ce domaine. En effet, les défenseurs de la démocratie représentative, et en premier lieu les élus, refusaient la participation des habitants aux décisions locales, car ils craignaient une perte de la légitimité des représentants. Il a donc fallu légiférer sur l'instauration de structures de concertation. Ainsi, la loi Démocratie de Proximité rend-elle l'institution des conseils de quartier obligatoire dans les villes de plus de 80 000 habitants et facultative dans celles entre 20 000 et 79 999 habitants.

### 1.2.2. Le rôle accru des habitants dans les politiques urbaines

La loi Solidarité et Renouvellement Urbain de décembre 2000 avait déjà instauré le principe de participation des habitants en matière d'aménagement du territoire. La réalisation et le vote des nouveaux documents d'urbanisme que sont les Plans Locaux d'Urbanisme devaient être basés sur une démarche participative. Tout citoyen devait avoir accès au projet urbain de la collectivité. La loi SRU a « institutionnalisé » la consultation des habitants dans le processus de planification. Mais la participation des habitants dans les projets urbains ne doit pas se limiter au stade de la planification. L'instauration d'une concertation « permanente » sur les questions de l'urbanisme, comme dans le cadre des conseils de quartier, permet une participation plus substantielle des habitants.

Cette modification dans l'approche et dans le processus des projets urbains a été voulue en réaction aux mouvements de contestation qui se sont multipliés depuis les années 60. L'approche fonctionnaliste de l'aménagement urbain en a été notamment la cause. De

plus, la décentralisation de la compétence urbanisme aux collectivités locales a permis de réellement mettre en place les conditions d'une démocratie participative. En effet, la participation des habitants aux politiques urbaines est possible parce que celles-ci sont gérées localement.

Nous ne ferons pas ici le tour des processus de participation existants. Cependant, il nous paraît intéressant de noter que lors de la concertation organisée autour du PLU du 4<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, une réelle difficulté a été mise à jour par rapport au secteur sauvegardé. En effet, certains habitants ont exprimé l'incompatibilité d'une modernisation des modes de vie (réalisation de caves, de places de stationnement, équipements d'hygiène et de confort) avec les prescriptions du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur. Cependant, les élus présents ont rappelé que le PSMV n'étant pas du ressort de la Ville, il était impossible de garantir des modifications dans le cadre du PLU. Cette réunion de concertation a conduit le maire de Paris à demander une révision du PSMV à la Préfecture de Paris qui a été acceptée. Cependant, la procédure de révision du PSMV étant très lourde, et suivant les règles de la loi de 1962, ne permettra pas de mettre en place une réelle concertation autour des objectifs qui seront suivis par le plan. Seule une enquête publique est prévue. Cet exemple permet de mettre en évidence la différence fondamentale de procédé de concertation entre les politiques urbaines et patrimoniales.

### 1.2.3. Vers une décentralisation des politiques patrimoniales ?

Comme nous l'avons vu plus haut, la participation dans le cadre de la révision ou de la réalisation d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur, apparaît très limitée en comparaison de celle qui est organisée lors de l'élaboration d'un PLU. Cette différence tient d'une part à l'ancienneté de la loi (1962), puisqu'à l'époque seule les enquêtes publiques étaient prévues en terme de consultation de la population, et d'autre part, au fait que les politiques étatiques ne prévoient pas de concertation, du fait du niveau de référence. En effet, les politiques de l'Etat, même territorialisée comme c'est le cas pour les secteurs sauvegardés ne font pas l'objet de concertation avec les habitants, seulement d'un processus d'information ou de consultation.

Nous pouvons cependant nous interroger sur l'évolution de cette compétence régaliennne. En effet, dans le domaine du patrimoine, la gestion des monuments historiques et des secteurs sauvegardés reste l'une des dernières compétences à la charge des services de

l'Etat. La mise en valeur du patrimoine, la gestion du patrimoine « mineur » (c'est-à-dire non classé), les politiques culturelles ont été transférées aux collectivités locales. Cependant, la tendance à la décentralisation des compétences de l'Etat vers les collectivités locales en France est plus qu'avérée, avec, notamment, la décentralisation mise en place par M. Raffarin. Celle-ci n'a pas concerné les secteurs sauvegardés, mais on pourrait imaginer qu'à terme, ceux-ci pourraient être confiés à la gestion des collectivités locales.

La prise en compte de plus en plus systématique des problématiques patrimoniales dans les politiques urbaines met en évidence qu'une conscience patrimoniale existe au sein des services d'urbanisme des villes. De plus, un certain « flou » est observable par rapport au statut des secteurs sauvegardés. En effet, au cours de l'année 2004, une évaluation du secteur sauvegardé de la ville de Dijon a été lancée, non pas à l'initiative du service départemental de l'architecture et du patrimoine, mais par la Région Bourgogne, dans le cadre de ses compétences culturelles. Cet exemple montre que les collectivités locales revendiquent un certain « droit de regard » sur ces politiques étatiques localisées. S'il n'est pas aujourd'hui à l'ordre du jour de céder la gestion des secteurs sauvegardés aux communes, il est possible de constater que le discours de l'Etat favorise une gestion locale de la culture, notamment à travers l'encouragement à la création de réseaux de villes labellisées (ex : villes d'art et d'histoire).

### **1.3. L'apport d'une participation des habitants dans les politiques patrimoniales : justification d'un processus participatif**

Nous avons vu, au travers des chapitres précédents, que la participation des habitants était possible et devenue souhaitable dans le cadre du principe de gouvernance locale. Cependant, dans le cas des politiques patrimoniales étatiques, comme celle des secteurs sauvegardés qui nous intéresse plus particulièrement, la consultation des habitants est obligatoire et se fait sous la forme d'une enquête publique. Cependant, nous verrons d'une part, que l'enquête publique ne constitue pas une forme de participation, et d'autre part, que le point de vue de l'Europe est très engagé pour une politique culturelle participative (Conférence de Brême). Enfin, nous verrons que, dans les pratiques des organismes internationaux, ayant pour objectif que la culture et l'action culturelle soient durables, favorisent les processus portés par les groupes sociaux implantés dans les villes et les quartiers.

#### 1.3.1. La différence entre enquête publique et participation

Le droit de tout administré à être informé des décisions publiques qui le concernent a été instauré pour les collectivités locales dès la moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle en France. Cependant, on a parlé de « droit à l'information » qu'à la fin des années 70. La loi du 6 février 1992 sur l'administration territoriale de la République (loi ATR) pose le principe selon lequel les citoyens de la commune ont le droit d'être informés sur les affaires les concernant. Cette mission est à la charge du maire qui doit, dans la perspective du bon fonctionnement de la démocratie locale, susciter l'intérêt du citoyen à la recherche d'information (Raséra, 2002 : 84). Ce droit à l'information, ne constitue cependant pas une réelle participation du citoyen, car il s'effectue dans un seul sens (du pouvoir public vers l'administré). En matière de gestion urbaine et environnementale, ce droit à l'information a été également développé. Cependant, il existe encore aujourd'hui une différence flagrante entre les deux domaines. La loi SRU a en effet instauré une information obligatoire des citoyens en amont de l'adoption des plans locaux d'urbanisme, des schémas de cohérence territoriale et des cartes communales : « le citoyen a donc la possibilité de constater les politiques urbaines envisagées alors qu'elles ne sont pas définitives. Cette information, en amont de la décision, facilitera sa participation au

*débat local* » (Raséra, 2002 : 112). Dans le domaine de l'environnement, en revanche, l'information est mise à disposition après que la décision ait été prise.

Second échelon des modalités de la démocratie, la consultation est un processus permettant un retour d'information de la part des citoyens. L'enquête publique fait partie de ces dispositifs de consultation. Procédure conçue en 1810, elle a connu de nombreux ajustement et notamment au travers de la loi de 1983 qui dans son article 2 établit que l'enquête publique « *a pour but d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, postérieurement à l'étude d'impact lorsque celle-ci est requise, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information* » (Raséra, 2002 : 131). Si le droit à l'enquête publique dans les domaines de l'aménagement et de l'environnement s'est développé, il reste cependant assez limité dans ses résultats. En effet, réel outil de participation des citoyens à la décision, il est souvent critiqué, car il possède des limites mises en évidence par les juristes. Selon Raséra, si le droit de l'enquête publique apparaît particulièrement favorable à la démocratie participative, la lourdeur de la procédure ne facilite pas nécessairement la participation des citoyens. Plus de 15 000 enquêtes sont organisées chaque année. Cependant les études montrent que peu de citoyens participent à la consultation ; les élus locaux perçoivent souvent avec réserve cette procédure qui peut contrarier leur projet. Ces résultats sont évidemment à nuancer, mais conduisent la réflexion sur la démocratie locale à classer les enquêtes publiques dans les processus de « consultation », où les administrés sont informés et peuvent donner un « avis », en les différenciant ainsi des procédures de participation.

La participation peut être définie comme suit : « *La participation au sein de la démocratie représentative se situe en amont et en aval de la décision ; elle se distingue de la consultation dans la mesure où elle n'est pas seulement un moment de l'élaboration de la décision, mais qu'elle la fonde. La participation intègre la concertation définie comme l'association des citoyens à l'élaboration et au suivi d'un projet ou d'une politique qui reste décidée par les élus. La concertation atteint un nouveau stade en devenant participation lorsque la collectivité délègue aux citoyens organisés l'élaboration et la mise en œuvre de tel ou tel projet. Le citoyen est reconnu comme partenaire, dans le cadre le plus souvent de structures qui l'accueillent, comme les instances participatives de quartier ou plus généralement les associations* » (Raséra, 2002 : 133). Cette participation est mise en œuvre au travers de ce que l'on a appelé la « démocratie de quartier ». Cependant, les juristes

expliquent que même si la participation se rapproche de la démocratie locale, celle-ci a des limites. L'organisation de conseils de quartier, dirigés par des élus de quartier, constitue une action descendante de la part du pouvoir local. L'idéal d'un espace de dialogue « ouvert à tous » reste encore, selon Michel Raséra, à réaliser.

En revenant au sujet qui nous intéresse plus particulièrement, c'est-à-dire la prise en compte de la valeur affective du patrimoine dans les politiques de conservation, nous pouvons donc voir ici que le processus de patrimonialisation tel qu'il existe au travers des secteurs sauvegardés ne permet pas aujourd'hui de prendre en compte les prescripteurs de cette valeur. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, la valeur affective du patrimoine est véhiculée par les habitants. Cependant, la prise en compte de leur « opinion » n'est pas réellement effective dans la procédure du secteur sauvegardé puisque celle-ci ne peut s'exprimer qu'au travers de l'enquête publique, qui comme nous l'avons vu, reste limitée en terme de participation des habitants. Ainsi, l'absence d'une réelle participation des habitants aux politiques patrimoniales qui les concernent ne permet pas de faire valoir leurs représentations du quartier et leurs volontés quant à son devenir.

### 1.3.2. La vision européenne des politiques culturelles gérées localement

Le conseil de l'Europe a lancé plusieurs réflexions sur les politiques culturelles en Europe et les a notamment sur la problématique locale. En 1993, le projet « Culture et Quartier » est lancé et permet la réalisation de plusieurs études retranscrites lors de colloques organisés à Munich, Bilbao et Strasbourg entre 1994 et 1995. La conférence finale organisée à Turin avait deux objectifs : être un forum de discussion sur le projet « Culture et quartier » et établir des recommandations sur des activités et des politiques culturelles au niveau du quartier urbain (D'Angelo, 2000 : 39) .

La vision de l'Europe sur la question de la culture est ainsi tournée aujourd'hui vers des actions localisées, basées sur les identités locales, et non plus sur celle des Etats-nations. En effet, les recommandations faites à la conférence de Brême en 1983 sur le thème de « Ville et Culture » ont été approfondies et répétées : *« la vie culturelle ne pourra s'épanouir, l'innovation se développer et la démocratie culturelle prendre de l'importance que si les autorités locales favorisent la diversité culturelle, c'est-à-dire la culture populaire aussi bien que les intérêts des spécialistes et des élites »* (article 15 de la déclaration de Brême). Les



études qui ont été réalisées dans les années 90 ont conduit à mettre en évidence la nécessité de replacer la problématique culturelle au cœur des politiques d'urbanisme, en dépassant les stratégies habituelles de revitalisation urbaine. L'objectif d'une planification culturelle est affirmé. « *La planification culturelle serait un moyen permettant : de prendre en compte les ressources culturelles (ou d'en faire l'inventaire et de chercher à savoir comment elles vont contribuer au développement d'un lieu) ; d'avoir une vocation territoriale et pas seulement sectorielle ; d'ouvrir sur la dynamique d'échange avec d'autres services – éducatifs, sociaux, touristiques, etc. Dans cette conception, ce n'est pas d'une planification de la culture qu'il s'agit mais bien d'une approche culturelle de l'urbanisme et de la politique urbaine* » (D'Angelo, 2000 : 32). Ainsi, la position de l'Europe est donc celle en faveur d'une politique culturelle planifiée, tenant compte de la nécessité de développer la démocratie locale, favorisant une approche micro locale, à l'échelle d'un quartier afin de fournir aux habitants les moyens d'y participer.

### 1.3.3. Lien entre gouvernance locale et développement durable

Dans les discours des instances internationales, la gouvernance locale a fait son apparition comme la quatrième composante du développement durable. Les actions des grandes agences et banques mondiales sont soumises aujourd'hui au respect de ce principe. Les « *stakeholders* » ou encore prescripteurs de la demande, sont systématiquement associés à toute démarche d'aide internationale. Les actions de l'UNESCO en faveur de la protection du patrimoine mondial n'échappent pas à cette règle. Ses interventions dans des pays en développement se font par exemple dans le cadre de coopération décentralisée pour lesquelles ce sont les autorités locales qui décident et gèrent la réhabilitation du patrimoine. De plus, ce type d'action vise souvent une prise en charge de l'aspect matériel de la réhabilitation par les habitants eux-mêmes, en favorisant la formation, la création de coopératives villageoises, etc. L'objectif étant de favoriser une protection durable du patrimoine, l'investissement des habitants dans l'entreprise constitue la meilleure garantie de la continuité des actions. De la même façon, les recommandations de l'Europe pour la participation des habitants dans les politiques culturelles rejoint également l'objectif du développement durable des identités en europe.

**Ces différents exemples nous permettent de mettre en avant le fait que même dans les discours des grandes instances politiques, sont remises en question les politiques patrimoniales « élitistes ». Une plus grande attention aux conditions locales, aux attentes de la société civile, est largement encouragée par ces acteurs. La culture populaire est mise en avant et l'action politique redéfinie comme processus lui permettant de se développer. Cette position s'oppose largement avec l'idée d'une politique visant à « définir » la culture et le patrimoine.**

## 2. PROPOSITION D'UN NOUVEAU PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION

**La question de la prise en compte de la volonté des prescripteurs de la valeur affective dans un processus de patrimonialisation est la question centrale de notre recherche. Ainsi, si l'attachement des habitants à leur patrimoine doit être pris en compte, un processus de protection n'incluant pas la participation des principaux intéressés, tel qu'il est pratiqué actuellement dans les secteurs sauvegardés, apparaît non satisfaisant. C'est pourquoi nous allons nous intéresser maintenant à définir quel pourrait être le processus permettant de prendre en compte la valeur affective du patrimoine.**

### **2.1. Un processus participatif**

Comme nous l'avons vu plus haut, les prescripteurs de la valeur affective du patrimoine sont avant tout les habitants. Ainsi, le caractère participatif de la patrimonialisation serait donc l'un des facteurs permettant de concilier protection ou mise en valeur du patrimoine et revitalisation, renforcement des identités locales.

#### 2.1.1. Un patrimoine urbain défini par ses habitants : vers une revalorisation des discours populaires sur le patrimoine

Nous avons pu constater que la définition du patrimoine était différente selon le type de référence que l'on se fixe. En effet, les mouvements des associations de défense d'un quartier contre un projet urbain, vont revendiquer la conservation du bâti du quartier pour d'autres raisons que l'historien vantant la qualité architecturale d'un centre ancien. Les premiers réclameront la conservation d'un bâtiment seulement parce qu'il « a toujours été là », alors que le second invoquera la rareté, l'originalité du procédé de construction, la qualité des matériaux utilisés, etc. Baser la défense du patrimoine sur des discours, des revendications d'ordre affectif, comme ceux des associations de quartier, ne signifie pas que le processus de patrimonialisation sera différent. En effet, on constate que les discours identitaires, les revendications des habitants interviennent à certains moments : lorsque des mutations sont en cours (projets urbains, modification du type de population, embourgeoisement) ou lorsque l'on

constate une crise des liens sociaux par exemple (montée du sentiment d'insécurité, etc.). Les revendications qui sont formulées par les groupes d'habitants, notamment en terme de projet urbain, sont souvent l'occasion de fixer un certain nombre de symboles dans les représentations collectives. En effet, les revendications quant à la protection du patrimoine affectif d'un quartier sont aussi le moyen de faire valoir l'image du quartier, de la modifier si celle-ci est négative. Ces mouvements de revendication sont l'occasion de faire émerger des trésors « insoupçonnés ». Le principe de la participation étant de permettre un dialogue permanent des habitants avec l'autorité publique, on assiste au développement d'un discours sur le quartier. Un processus participatif permet d'établir un espace de dialogue entre les habitants, et ainsi de leur donner les moyens d'échanger leurs savoirs respectifs, de définir ou de redéfinir leur lien d'appartenance avec le quartier. On se rend compte que les associations de quartier développent très régulièrement les thèmes de la mémoire collective, du cadre de vie « hérité », de l'« esprit village », etc. Ainsi, c'est un savoir populaire, qui a été transmis, une « culture de quartier », qui est mise en valeur.

Dans la métropole moderne où l'espace public, espace d'échange traditionnel, et en crise et tend vers une privatisation progressive, la participation des habitants aux politiques urbaines pourrait constituer un nouvel espace d'échange privilégié. Par rapport au sujet spécifique du patrimoine, il convient de préciser l'importance primordiale de permettre l'expression des liens affectifs existant entre le groupe d'habitants et son espace vécu. En effet, si l'on veut comprendre et mettre en valeur l'aspect « affectif » du lien qui unit un groupe d'individu au patrimoine local de son quartier, l'étude des discours des associations, des habitants est primordiale. Car la valeur affective du patrimoine est comprise dans des attitudes d'appropriation physique de l'espace (par exemple la fréquentation d'une place, d'une rue), mais aussi dans des appropriations « non physique », qui seront mise en évidence dans les discours.

De plus, les échanges entre habitants, permis dans le cadre d'une démarche participative, permettraient de faire circuler certaines informations relatives au passé du quartier, aux anciennes pratiques. Ces informations sont de nature à faire également ressurgir des représentations anciennes, qui sont des éléments de l'identité d'un quartier. Ainsi, un élément bâti du patrimoine, peut ne posséder aucune qualité « en soi », ne pas être un lieu sensible d'appropriation et pourtant faire partie des éléments patrimoniaux du quartier, reconnu

comme un lieu identitaire par les habitants. C'est pourquoi la participation des habitants est, indispensable à un processus de patrimonialisation voulant se baser sur les identités locales.

#### 2.1.2. La réflexion collective comme base d'un accord collectif

La participation des habitants remet en question le principe d'une norme prédéfinie permettant de choisir les éléments faisant partie du patrimoine. En effet, la démarche participative nécessite de prendre des décisions collectivement. Organisés en comités, les habitants discutent des éléments de leur cadre de vie auxquels ils sont attachés. Cependant, on peut supposer que dans un groupe d'habitant, des représentations pourront s'opposer : la valeur affective d'un lieu sera différente d'un individu à l'autre. C'est pourquoi, il s'agira de parvenir à un accord collectif. On ne peut parler ici de « consensus », car celui-ci voudrait dire que la représentation que les habitants se font de leur quartier est la même pour tous, niant ainsi l'idée que chaque individu possède une identité qui lui est propre, faite de représentations dont il a hérité, mais aussi de l'ensemble des expériences et des pratiques dont il est l'acteur.

De ce fait, chaque individu, partie prenante de la décision collective, sera libre d'être en accord ou non avec cette dernière. Cependant, le processus de patrimonialisation se basant sur un principe de démocratie, l'accord devra être conclu dans l'objectif d'aboutir à l'intérêt général. Mais la démocratie participative est, en ce sens, peu explicite. En effet, dans le principe de démocratie représentative, il est explicitement établi que le représentant élu est garant de l'intérêt général. Or, l'accord auquel aboutiraient un groupe d'habitant, ne peut par définition être d'intérêt général, celui-ci ne pouvant se réduire à la somme des intérêts particuliers en présence. C'est pourquoi cette notion d'accord collectif, se référant à la décision d'un groupe à un moment donné, ne peut être caractérisé « d'intérêt général ». Nous verrons plus loin en quoi ce point précis constitue une limite.

#### 2.1.3. L'investissement de la communauté dans la participation a-t-il des impacts sur la vie du quartier ?

Cette question paraît intéressante pour plusieurs raisons, dans le cadre de cette réflexion. D'une part, les revendications des habitants pour une protection du patrimoine et de l'identité d'un quartier naissent souvent, comme nous l'avons vu, d'une certaine « nostalgie » par rapport à la perte de la cohésion sociale et identitaire du quartier. D'autre part, les discours

sur la démocratie participative insistent souvent sur le fait que la participation aux projets qui concernent le quartier permet aux habitants de mieux le connaître et ainsi de renforcer leur attachement. Enfin, les comités de quartier permettent de palier le manque de communication qui caractérise la vie urbaine individualisée, devenant ainsi le lieu privilégié de rencontre entre voisins qui ne se connaissaient pas.

Cependant, Michel Raséra nous éclaire sur les limites de la démocratie de quartier. En effet, les personnes faisant partie des conseils de quartier existant sont « *les populations les mieux intégrées socialement* ». Ainsi, les représentants de quartier font souvent déjà partie d'associations de quartier. Leur participation au conseil de quartier n'augmente donc pas nécessairement leur investissement dans la société civile. Ainsi, « *la démocratie de quartier favorise l'intégration locale de ceux qui le sont déjà ; les sociologues mettent en évidence qu'il s'agit d'une représentation privilégiée de la classe moyenne adulte ; peu de jeunes ; peu de citoyens des catégories défavorisées et de cadres supérieurs militent dans les instances participatives de quartier* » (Raséra, 2002 : 138). Ainsi, la participation aux débats sur le patrimoine local, ne donnerait pas nécessairement lieu à une augmentation de l'attachement des habitants à leur quartier, ou à une amélioration de l'urbanité et des rapports interpersonnels. C'est pourquoi il faut rester conscient que le processus de patrimonialisation ne peut donner naissance à une identité. Cependant, si celle-ci existe en amont, un processus où est mis en avant la valeur affective du patrimoine sur lequel elle se base, permettra d'éviter les « dérives » que l'on a pu constater précédemment (muséification et embourgeoisement). Les solutions d'aménagement ne seront pas systématiquement choisies dans le panel d'interventions que propose la conservation. La politique patrimoniale inscrite dans le quartier n'utilisera pas nécessairement d'outils de réglementation ; elle pourra s'orienter vers des aides à la réhabilitation ou des solutions de réemploi des bâtiments.

**La participation des habitants doit selon nous intervenir dès la définition des éléments de leur patrimoine local. Leur organisation en comités de quartier est justifiée par le fait que le quartier reste souvent l'espace de référence de la quotidienneté et des identités locales. Nous allons maintenant nous interroger sur le rôle qu'ils pourraient jouer dans la mise en œuvre d'une politique de conservation ou de mise en valeur de leur patrimoine quotidien.**

## 2.2. Vers une responsabilité partagée du patrimoine

Nous avons vu précédemment que le processus de patrimonialisation observable dans le cas des secteurs sauvegardés induisait que la responsabilité de la conservation était endossée par les services de l'Etat. En effet la constitution d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur, véritable plan d'urbanisme, opposable aux tiers, définissait l'ensemble des mesures de protection, de restauration et même de démolition qui devaient être réalisées dans le périmètre. Cette responsabilité de la conservation du patrimoine doit donc être envisagée ici car elle fait partie du processus de patrimonialisation. Si dans le cadre privé, l'héritage est de la responsabilité de son propriétaire, nous devons nous interroger sur la faisabilité d'une telle responsabilité dans le cadre de cette analyse.

### 2.2.1. La prise en charge du patrimoine par les propriétaires privés est-elle une solution ?

Si nous partons du principe que le processus de patrimonialisation sera participatif, nous devons donc aborder la question d'une responsabilité partagée du patrimoine. En effet, dans le cas des secteurs sauvegardés comme ils fonctionnent actuellement, les propriétaires privés sont « guidés », voire même « contraints » dans leurs choix par le PSMV. Cependant, dans le cas où le processus de patrimonialisation se baserait sur la valeur affective d'un patrimoine local défini par un groupe social, peut-on imaginer que ce même groupe social prendrait la charge de la conservation de « son » patrimoine ? Plusieurs expériences vont dans ce sens. En effet, le principe d'un partenariat public-privé dans les politiques urbaines n'est pas nouveau. L'exemple des restaurations financées par des fondations, des associations est courant. Cependant, la problématique des ensembles urbains rend évidemment l'idée d'une action collective de l'ensemble des propriétaires d'un quartier plus incertaine. En effet, en l'absence de prescriptions émanant de l'autorité publique, les investissements des propriétaires dans la réhabilitation de leurs biens immobiliers ne peuvent être garantis.

### 2.2.2. Les prescriptions peuvent-elles être établies par les propriétaires eux-mêmes ?

Ainsi, des prescriptions sont-elles nécessaires pour que la responsabilité de la conservation du patrimoine soit endossée par les propriétaires privés comme dans le cas des secteurs sauvegardés. Cependant, doivent-elles pour autant être fixées par l'autorité publique ? En effet, les critiques formulées sur les secteurs sauvegardés sont souvent adressées à la « rigueur » des mesures de conservation que contiennent les PSMV. Certains habitants du 4<sup>ème</sup> arrondissement de Paris ont, par exemple, mis en évidence les aspects contraignants du règlement du PSMV du Marais et de l'inadaptation des mesures de protection avec les besoins actuels. En effet, l'adoption du PSMV du Marais a nécessité 30 ans et certaines mesures étaient déjà obsolètes lors de sa mise en œuvre. Le problème réside dans le fait que les mesures de sauvegarde et de mise en valeur s'appliquent dès la création du secteur sauvegardé et indéfiniment par la suite. En effet, « *à compter de la décision (...) délimitant un secteur sauvegardé, tout travail ayant pour effet de modifier l'état des immeubles est soumis soit à autorisation dans les conditions et formes prévues pour le permis de construire, soit à autorisation spéciale pour les travaux qui ne ressortissent pas au permis de construire* » (article L. 313-2 du code de l'urbanisme). La remise en question d'une ou de plusieurs mesures nécessite d'engager une révision du PSMV, qui est une procédure longue et qui se fait sous la responsabilité des services de l'Etat. De plus, le classement en « secteur sauvegardé » émanant d'un décret du ministre, a une valeur quasiment définitive. En effet aucun secteur sauvegardé depuis 40 ans n'a été « déclassé ».

Poser la question d'une participation des propriétaires à la définition des prescriptions qui seront appliquées aux travaux concernant les éléments du patrimoine d'un quartier sous entend plusieurs différences avec celles ordinairement prévues dans les PSMV. D'une part ces prescriptions ne seront pas nécessairement aussi « contraignantes » que celles qu'un architecte pourrait élaborer, et d'autre part, une notion de durée des prescriptions pourrait être introduite. En effet, le caractère définitif des prescriptions du PSMV a souvent amené les discours à critiquer l'aspect « figé » d'un quartier classé en secteur sauvegardé. Cette critique est due notamment au fait que la représentation que l'on se fait de la ville est celle d'un espace en continuel changement. Ainsi, les revendications des habitants pour une conservation d'un patrimoine affectif ne conduisent pas systématiquement à revendiquer une vision figée du quartier. Dans l'exemple du bas-Belleville, il a été noté que la volonté de conservation du quartier ne s'accompagnait pas d'un refus systématique de tout changement. On peut donc



imaginer que les prescriptions qui pourraient être décidées par un groupe de propriétaires ne seraient pas nécessairement établies pour une durée indéterminée. La participation permettrait d'adapter ces prescriptions au contexte du quartier et aux évolutions des représentations.

Une autre question doit être soulevée dans le cadre de ce thème. En effet, le fait que les propriétaires prennent part à la définition des prescriptions architecturales ou urbanistiques à mettre en œuvre pour aboutir à la conservation et la mise en valeur du patrimoine du quartier nous amène à nous interroger sur leur nature. En effet, les propriétaires seront-ils « capables » de décider d'un règlement qui fait appel à des connaissances précises dans le domaine de l'architecture par exemple. Même si l'on peut observer que les associations qui interviennent dans le domaine de l'urbanisme organisent très souvent la formation de leurs membres, est-il possible de systématiser la formation des personnes qui participent aux politiques patrimoniales ? De plus, serait-il réellement intéressant de faire de chaque citoyen un « expert » du patrimoine si c'est justement ceci qui est critiqué ? Il apparaît donc difficile que les habitants eux-mêmes définissent les prescriptions qu'ils devront suivre par la suite. Nous pouvons donc dire que l'intervention de l'autorité publique locale est nécessaire à ce niveau. D'une part parce qu'elle a le pouvoir juridique de contraindre les propriétaires privés à réhabiliter leurs biens et d'autre part parce qu'elle possède des moyens financiers pour inciter les propriétaires à le faire (OPAH, etc.).

### 2.2.3. Le suivi et l'évaluation des impacts de la conservation ou de la mise en valeur doivent-ils être réalisés par les habitants eux-mêmes ?

La question du suivi de la politique rejoint la précédente. En effet constituer un groupe de suivi formé d'habitants nécessite que ceux-ci soient formés à la connaissance des prescriptions architecturales et juridiques de la politique patrimoniale. De plus, dans l'hypothèse d'un comité de suivi constitué d'habitants, une autre question se pose : sont-ce les propriétaires eux-mêmes qui doivent vérifier le bon respect des prescriptions ? Ou encore un groupe d'habitants non propriétaires ? En effet, nous pouvons dès lors imaginer sur le conflit entre propriétaires et locataires existerait. Les propriétaires étant peu enclin à financer la réhabilitation de leurs biens, alors que les locataires, au contraire, revendiqueraient une amélioration de leur cadre de vie. De plus dans le cas d'un refus de l'un des propriétaires de réhabiliter son bien, le comité de suivi n'aurait-il pas alors un rôle de dénonciation de ses pairs ?

Le travail du comité de suivi devrait être, en quelque sorte, une reproduction du travail effectué actuellement par les services de l'Etat, travail de contrôle notamment, mais aussi de sanction. Si les services de l'Etat sont investis d'une autorité réglementaire, par leur statut, un comité de suivi composé d'habitants ne pourrait être investi d'une telle autorité. En effet, le droit de propriété ne peut juridiquement qu'être limité par la puissance publique. Seuls l'Etat et les collectivités locales ont la possibilité de contraindre un propriétaire et de limiter son droit de propriété. Les habitants d'un quartier, même placés sous l'autorité d'un représentant élu, qui prendraient des décisions relatives à la limitation de certains droits privés, éveilleraient nécessairement des critiques. C'est pourquoi, tout comme le choix des prescriptions, leur application devrait être confiée à l'autorité publique, car ses interventions sont légitimées par son statut. Cependant, il faut préciser ici, que cette autorité publique ne sera pas nécessairement une autorité étatique. En effet, s'il est établi que la mise en oeuvre d'un secteur sauvegardé est juridiquement de la compétence de l'Etat par exception au régime général décentralisant l'urbanisme auprès des communes, celles-ci ont les compétences et les pouvoirs d'intervenir dans la gestion d'une politique patrimoniale. De plus, l'idée de démocratie de quartier, qui est à la base du processus participatif que nous analysons ici, fait appel à un référent local que représente la municipalité. Ainsi, le suivi de la mise en oeuvre des prescriptions qui pourraient avoir été élaborées en accord avec les débats initiaux organisés avec les habitants, pourrait être de la charge de la municipalité.

L'évaluation des résultats et impacts de la politique organisée dans un quartier peut-elle être organisée par les habitants ? Cette question paraît tout à fait intéressante. En effet, le travail d'évaluation d'une politique ne consiste pas uniquement en la critique des impacts négatifs. Ce travail se fait en plusieurs étapes dont l'une consiste en la mise en évidence des objectifs recherchés au départ. La participation des habitants à ce niveau en particulier de l'évaluation paraît très importante pour différentes raisons. D'une part, l'énonciation des volontés des habitants, qui reposent comme nous l'avons dit plus haut sur des éléments affectifs, sous forme d'objectifs qualitatifs et quantitatifs - comme par exemple le nombre de bâtiments à réhabiliter, le niveau d'exigence des prescriptions architecturales, les résultats attendus sur l'attractivité du quartier - devrait permettre à chaque habitant de redéfinir ses attentes. D'autre part, ce travail à posteriori de vérification de la validité des objectifs dans le « nouveau contexte » permet souvent d'affiner les objectifs, de les reconduire ou de les modifier. Le bilan qui pourra être fait des impacts directs ou indirects de la politique de protection du patrimoine local permettra de vérifier la pertinence d'une telle politique. En

effet, les critiques faites aux secteurs sauvegardés actuels proviennent également d'un manque de connaissance sur leurs effets. Le fait de permettre aux habitants de s'impliquer dans l'évaluation d'une politique pour laquelle ils auront été le moteur grâce à une participation en amont, leur donnera également les moyens de revoir le discours qu'ils peuvent avoir sur leur patrimoine quotidien. Cette démarche participative d'évaluation n'est peu voire pas utilisée en France. Comme l'écrit Michel Raséra, *l'évaluation [...] en insérant le citoyen dans le débat public pourrait amener un changement radical dans le fonctionnement de la démocratie locale ; mais contraire à la culture des élites elle s'inscrit difficilement dans la démocratie dialogique*. La loi relative à la démocratie de proximité reconnaît encore timidement la nécessité de l'évaluation au niveau local alors que celle-ci répond à l'exigence de l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen selon lequel : « Tous les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants la nécessité de la contribution publique » (Raséra, 2002 : 179).

### **2.3. Analyse comparative des schémas du processus de patrimonialisation**

Nous souhaitons revenir dans cette partie sur la comparaison du processus de patrimonialisation existant avec celui que nous venons de présenter. Ce travail consistera donc à mettre en évidence les différentes étapes du processus de patrimonialisation et les acteurs concernés par chacune. Cette analyse nous permettra de comparer la patrimonialisation opérée dans le cas des secteurs sauvegardés et celle dont nous venons d'analyser les modalités.

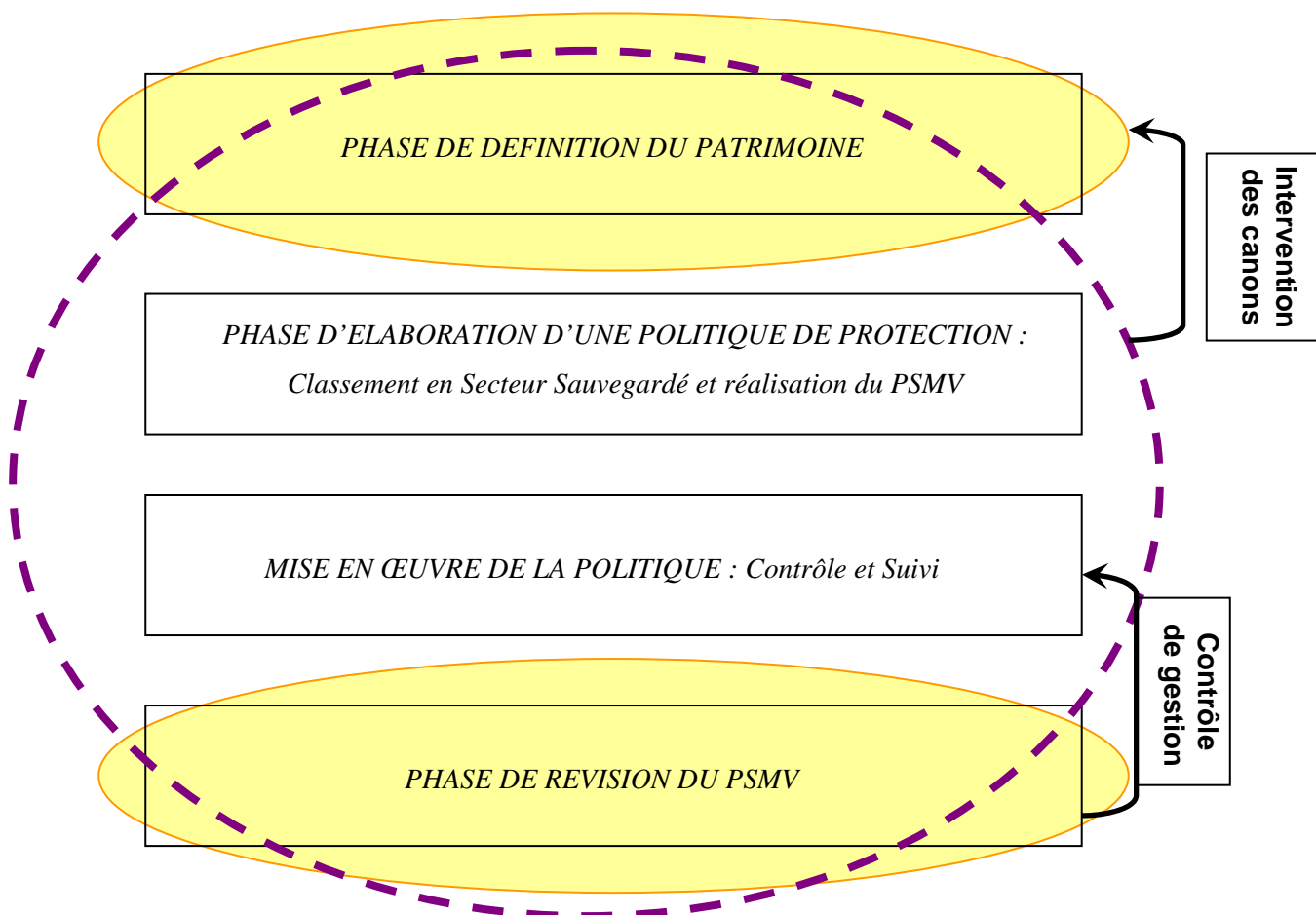
#### **2.3.1. Schéma du processus de patrimonialisation dans les secteurs sauvegardés**

Dans le cas des secteurs sauvegardés, nous pouvons établir, dans un souci de simplification et de comparaison, que la patrimonialisation suit quatre étapes : la définition du patrimoine, la définition d'une politique de conservation, la mise en œuvre de cette politique et enfin la révision des outils de la politique. Cette vision simplifiée des étapes de la patrimonialisation est aussi réalisée dans le but d'identifier les différents acteurs qui interviennent dans ce processus. La première étape est celle qui, dans les textes législatifs, est contrôlée par les autorités publiques locales, puisque le secteur sauvegardé est créé « sur proposition de la commune ». Cependant, dans cette étape de définition du patrimoine interviennent également les « canons », c'est-à-dire la norme rationnelle qui est, comme nous

l'avons vu plus haut, véhiculée par certains acteurs des politiques culturelles. En effet, l'ensemble des secteurs sauvegardés en France englobe des éléments bâtis préindustriels et d'une qualité remarquable. Les collectivités locales qui sont à l'initiative de la demande de classement, sont donc logiquement influencées par les canons.

La seconde étape de définition concerne celle d'une politique patrimoniale. Dans cette étape intervient presque uniquement l'Etat. Celui-ci définit, au travers du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur réalisé par un architecte habilité par l'Etat, une politique de conservation de l'ensemble bâti proposé par la commune. La troisième étape est également le fait de l'Etat puisque la mise en œuvre des PSMV est confiée aux services déconcentrés du ministère de la culture (Services Départementaux de l'Architecture et du Patrimoine). Enfin, le PSMV pourra être révisé, à la demande de la commune, par les services de l'Etat. Cette démarche de révision correspond à un contrôle de gestion, dans le sens, où seuls les outils employés, les mesures prescrites par le PSMV seront analysées. La révision du PSMV n'est donc pas une évaluation de la politique.

Le processus de patrimonialisation que nous venons de présenter peut donc être schématisé ainsi (en jaune l'intervention de la collectivité locale et en violet celle de l'Etat) :



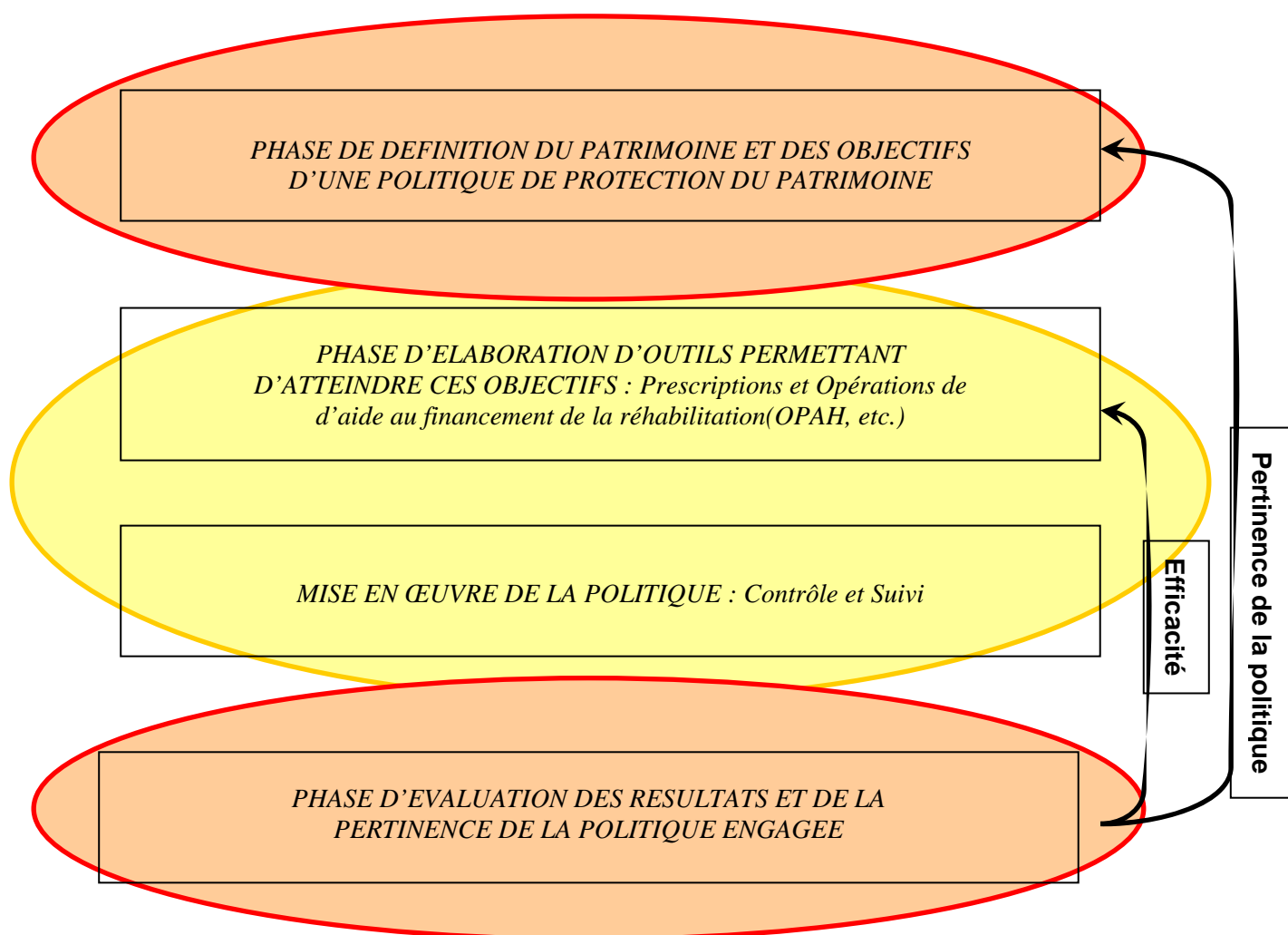
### 2.3.2. Schéma du processus de patrimonialisation basé sur une démarche participative

Le processus de patrimonialisation que nous avons analysé précédemment peut être également découpé en quatre étapes : la définition du patrimoine et des objectifs d'une politique de protection du patrimoine, l'élaboration d'outils permettant d'atteindre ces objectifs, la mise en œuvre de la politique et enfin l'évaluation de cette politique.

La première étape du processus serait, comme nous l'avons vu plus haut, le résultat d'une participation des habitants. La définition du patrimoine et des éléments à protéger dans un ensemble urbain reviendrait à un comité d'habitants, qui définirait les éléments importants pour l'identité du quartier. La différence fondamentale apportée par la participation des habitants à cette étape serait que les canons habituellement pris comme référence pour la définition du patrimoine pourraient jouer un rôle moindre dans les discours des habitants. Cependant, il faut tout de même nuancer cette affirmation, car les références collectives d'un quartier se basent aussi sur ces canons véhiculés par les acteurs des politiques culturelles.

Les phases suivantes nécessiteraient, comme nous l'avons vu plus haut, l'intervention des pouvoirs publics locaux, qui possèdent les connaissances, les compétences et la légitimité pour mener à bien une politique de conservation du patrimoine. Enfin, la dernière phase du processus ne consisterait pas uniquement en une révision des outils de mise en œuvre, mais également en une réflexion sur la pertinence et l'utilité de la politique locale. A ce niveau, les habitants seraient à nouveau invités à prendre part au débat afin de réfléchir aux évolutions de l'identité et des références collectives du quartier. La participation des habitants à l'évaluation de la politique est un élément important du processus puisque celle-ci garantit un suivi des évolutions sociales du quartier. En évaluant eux-mêmes les évolutions des références collectives, des identités du quartier, les habitants pourraient être amenés à réajuster certaines représentations et ainsi faire évoluer la politique patrimoniale de leur quartier. Cet élément s'oppose évidemment à l'idée d'un patrimoine « figé », d'un « classement » sur la liste du patrimoine. Cependant, l'évaluation et la remise en cause éventuelle des objectifs de conservation qui auraient pu être établis auparavant, nous apparaît être un moyen de faire correspondre l'évolution d'une politique patrimoniale avec celle des identités urbaines qu'elle veut prendre en compte.

Le schéma suivant représente donc le processus participatif de patrimonialisation auquel nous a conduit l'ensemble de cette réflexion sur le lien entre les politiques patrimoniales et les identités urbaines (en rouge l'intervention des habitants et en jaunes celle des autorités publiques locales):



**Le processus participatif que nous venons d'analyser ne prétend pas être une « solution miracle » aux problématiques rencontrées dans les centres anciens actuels. Il se base sur une construction théorique que nous avons essayée de mettre en évidence dans ce mémoire. Si la participation des habitants aux politiques urbaines et culturelles qui les concernent est plébiscitée par de nombreuses instances politiques, sa mise en œuvre reste encore incertaine ; et notre proposition ne peut constituer qu'un exemple.**

### 3. CONSEQUENCES D'UN TEL PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION

**Dans cette partie seront abordées les conséquences possibles d'un tel processus de patrimonialisation. Nous tiendrons compte de la difficulté d'imaginer les conséquences d'une politique qui n'est pas, à l'heure actuelle, appliquée. C'est pourquoi les éléments qui vont suivre ne sont que des hypothèses que nous présenterons sous forme de question. Nous ne nous fixerons pas pour objectif d'y répondre, mais de mettre en évidence les liens qui peuvent exister entre notre problématique et d'autres questions sur la ville.**

#### ▪ **Obtenir une meilleure appropriation du quartier par ses habitants ?**

La question de l'appropriation se trouve reliée à plusieurs éléments des problématiques urbaines et politiques actuelles. D'une part, aux mutations qui peuvent être observées dans les espaces publics actuels caractérisées par une hausse du sentiment d'insécurité et une fréquentation de moins en moins évidente qui conduisent au constat d'un « abandon » généralisé de l'espace public. Cependant, l'appropriation, l'attachement d'un groupe social à un quartier peut-elle encore aujourd'hui se mesurer en fonction de la fréquentation de ses espaces publics ? De plus, la participation des habitants à l'identification de leur patrimoine quotidien pourra n'avoir aucun effet sur leur appropriation des lieux physiques.

D'autre part, la question de l'appropriation des espaces publics renvoie à celle de la crise de la démocratie. Les réflexions sur l'abandon de l'espace public ont tendance à conclure que les habitants d'un quartier refusent le contact avec leurs pairs, s'individualisent et n'ont plus d'intérêt pour la vie collective. Si ce constat peut être vrai pour certaines personnes, nous pouvons y opposer le nombre croissant d'associations et de structures collectives et communautaires que l'on observe dans les villes et dans les quartiers. Dire que le fait de valoriser, dans une politique publique, l'attachement des habitants à leur quartier permettra d'augmenter leur sentiment d'appropriation et, par là, leur fréquentation des espaces collectifs est, à notre sens, une erreur. Nous ne possédons que peu de recul à l'heure actuelle sur les

conséquences de la participation des habitants aux politiques publiques sur leur investissement dans la communauté, notamment au travers d'associations locales. Il conviendrait donc d'étudier plus en détail ces éléments pour comprendre les conséquences d'un processus participatif, sur l'appropriation du quartier par les habitants.

#### ▪ **Contrer le réflexe d'un « tout patrimoine » ?**

Plusieurs auteurs mettent en évidence qu'existe aujourd'hui dans les politiques urbaines un réflexe consistant à considérer tout ensemble urbain comme un patrimoine à conserver. L'élaboration d'un processus participatif, axé sur la mise en valeur de l'attachement des habitants à leur quartier pourrait, à première vue, consolider ce réflexe. Pour preuve les résultats d'un vaste sondage réalisé en 2004 auprès des parisiens. D'une part les réponses mettent en évidence que leur volonté de voir s'instaurer des politiques de protection du patrimoine est aussi importante, que l'on parle de bâtiments du XVII<sup>ème</sup> siècle ou de patrimoine industriel ; et d'autre part que leur réticence à l'idée de permettre des constructions de grande hauteur à Paris (qui peut être vue, comme une image des constructions modernes actuelles) est importante.

Cependant, nous pensons au contraire, que le fait d'instaurer un dialogue avec les habitants ne signifie pas nécessairement que le choix se dirigera vers des solutions systématiquement « passéistes ». La concertation qui a été organisée sur le projet des Halles à Paris en est une preuve : les habitants ont plébiscité une proposition qui était loin d'être « classique » (celle de Rem Koolhaas le partisan de la ville générique). Cependant, ce rapport patrimoine/modernité est très loin d'être absent des débats, et ce, même dans la ville du XXI<sup>ème</sup> siècle. Comme nous l'avons cité dans la première partie, certains auteurs comme Olivier Lazzarotti s'interrogent sur : *« l'incapacité des sociétés développées à se projeter dans l'avenir, à accepter la création culturelle et l'avant-garde »*.

#### ▪ **Limiter une vision élitiste de l'intervention dans le domaine du patrimoine ?**

Cette question a été traitée dans l'ensemble de notre travail et nous ne souhaitons pas ici revenir en détail dessus. Cependant, il apparaît intéressant de noter que certaines associations de défense du patrimoine, très implantée dans les quartiers anciens notamment, défendent, malgré tout, une vision très élitiste du patrimoine. Constituée d'érudits d'histoire ou d'histoire de l'art, elles bénéficient souvent d'une très grande crédibilité auprès des



pouvoirs publics. Si notre propos ici n'est pas de critiquer le travail qu'elles réalisent, nous pouvons simplement noter que le mouvement vers une « démocratisation » de l'intervention sur le patrimoine connaît aussi des critiques, que ces associations véhiculent. C'est pourquoi, la participation des habitants dans les réflexions sur le patrimoine ne garantira par nécessairement une remise en cause de cette vision élitiste.

#### ▪ Réactualiser les valeurs patrimoniales ?

Cette question peut être interprétée de différentes manières. D'une part, la participation des habitants dans la définition du patrimoine pourrait permettre de remettre en question certaines valeurs qu'on lui accorde. Sa valeur muséale, par exemple, pourrait être remise en question, les habitants préférant l'intégrer dans la vie quotidienne plutôt que de le « mettre sous cloche ».

D'autre part, nous pouvons comprendre dans le terme de « réactualiser », une évolution de la distance temporelle entre le patrimoine et le présent, qui est, comme nous l'avons vu une tendance actuelle. En ce sens, le patrimoine pourrait perdre toute valeur d'ancienneté et devenir un ensemble d'éléments autant contemporains qu'anciens. D'ailleurs, si le patrimoine est aussi « ce qui mérite d'être transmis aux générations futures », nous pouvons imaginer que les débats des habitants pourraient également conduire à reconnaître et à vouloir conserver des éléments contemporains. En effet, nous avons mis en évidence dans la première partie que les identités étaient basées sur des éléments « hérités », qu'ils soient matériels ou immatériels, mais aussi sur des éléments contemporains. Il n'est pas possible de mettre en évidence cette hypothèse, cependant, celle-ci fait partie des questions qui peuvent être liées à notre recherche.

Enfin, l'idée de réactualiser les valeurs patrimoniales peut être également reliée à un constat faisant du patrimoine un produit commercial qui n'aurait plus de valeur que marchande. La participation et les débats organisés sur la question du patrimoine pourraient donc être vus comme le moyen de « resensibiliser » les habitants aux multiples valeurs, dans le sens de qualités, du patrimoine.

## CONCLUSION

Ce travail de recherche nous a permis de percevoir la complexité de la notion de patrimoine et des enjeux qu'elle recouvre. En effet, tout au long de la formation de cette notion et de sa « construction » physique, rendue possible par la mise en place de principes de conservation, nous avons pu constater que celui-ci était lié à des enjeux identitaires. S'il a été au XIX<sup>ème</sup> siècle un outil de lien social pour l'ensemble des citoyens d'une Nation, cette référence nationale a aujourd'hui été largement modifiée par le contexte de la mondialisation.

Si l'on ne parle plus que rarement de cette référence nationale, les identités n'ont pas pour autant disparu, au contraire, elles se sont multipliées et complexifiées. C'est pourquoi il nous est apparu nécessaire de comprendre comment le patrimoine pouvait, même dans ce contexte, être un élément d'attachement et de lien au territoire, pour les groupes sociaux.

Le patrimoine urbain est, selon nous, un élément indissociable des problématiques identitaires qui peuvent être prises en compte dans les politiques urbaines. Ainsi, l'évolution vers une intégration du patrimoine dans le domaine de l'urbanisme ne doit pas faire oublier que ces éléments bâtis restent différents des autres, car ils sont investis d'un rapport affectif singulier, qui mérite une attention particulière. Dans certains de ses ouvrages, l'Union Européenne parle aujourd'hui d'une approche culturelle de l'urbanisme, dans le sens où l'action culturelle et les politiques urbanistiques sont très liées. La participation dans les politiques urbaines permet aussi, selon elle, d'améliorer le lien social et les échanges entre habitants, en favorisant les associations locales, etc. Cette approche culturelle de l'urbanisme est un moyen de réfléchir aux modifications qui interviennent dans la société contemporaine, modifications qui, pour certaines, ne trouvent pas de réponses et entraînent différents phénomènes négatifs (individualisme, insécurité, privatisation des espaces publics, fin du dialogue social, etc.).

Ainsi, la réflexion sur le patrimoine que nous avons proposée ici fait-elle appel, comme nous l'avons vu plus haut, à d'autres questions : sur les « vertus » de la participation, mais aussi sur ce qu'avait mis en évidence Olivier Lazzarotti dans son article : « *l'incapacité des sociétés à se projeter dans l'avenir* » (Lévy et Lussault, 2003 : 693).

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES CITES EN REFERENCE :

#### ▪ Patrimoine et culture :

ARENDT H., 1968, *La crise de la culture*, traduit de l'anglais sous la direction de P. Lévy, Paris, coll. Folio/essais, Gallimard, 355 p.

BERCE F., 2000, *Des monuments historiques au patrimoine, du XVIIIème siècle à nos jours ou « les égarements du cœur et de l'esprit »*, Paris, Flammarion, 226 p.

CHOAY F., 1999, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 2<sup>ème</sup> réédition, 199 p.

GREFFE X., 1990, *La valeur économique du patrimoine : la demande et l'offre de monuments*, Paris, Anthropos, 253 p.

LEVY J. et LUSSAULT M. (sous la dir.), 2003, article « Patrimoine », in *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, p. 692 et 693

GRANGE J. et POULOT D. (sous la dir.), 1997, *L'esprit des Lieux : le patrimoine de la cité*, Centre de recherche d'histoire de l'Italie et des pays alpins, Presses Universitaires de Grenoble, 476 p.

#### ▪ Identités et ville émergente:

CERTU : Synthèse du colloque de la Rochelle, octobre 1998, « Modes de vie, conditions de vie : perceptions et pratiques de la métropole », in *Villes du XXIème siècle, Entre villes et métropoles : rupture ou continuité ?*, coll. Débats, p. 82 à 120

CASTELLS M., 1998, *La société en réseaux : l'ère de l'information t.1*, Paris, Fayard, 613 p.

CASTELLS M., 1999, *Le pouvoir de l'identité : l'ère de l'information t.2*, Paris, Fayard, 538 p.

CASTELLS M., 2000, *Fin de Millénaire : l'ère de l'information t.3*, Paris Fayard, 492 p.

DETHIER J. et GUIHEUX A. (sous la dir.), 1994, « Le règne de l'urbain et la mort de la ville », in *La ville, art et architecture 1870-1993*, catalogue de l'exposition présentée au Centre George Pompidou, Paris, 467 p.

DUBOIS-TAINE G. et CHALAS Y., 1997, *La ville émergente*, Paris, Editions de l'Aube, 285 p.

FIJALKOW Y., 2002, *Sociologie de la ville*, collection Repères, Paris, édition La Découverte, 110 p.

GWIAZDZINSKI L., 2003, *La ville 24 heures sur 24*, bibliothèque des territoires, Paris, éditions de l'aube, 243 p.

HALBWACHS M., 1968, *La mémoire collective*, Paris, Presses Universitaires de France

LABORIT H., 1971, *L'homme et la ville*, Paris, Flammarion, 215 p.

LEVY J., 2000, *Le tournant géographique. Penser l'espace pour dire le monde*, collection Mappemonde, Paris, Belin, p. 219

LEVY J. et LUSSAULT M. (sous la dir.), 2003, article « Représentation », in *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, p. 790 et 791

MONGIN O., 2003, « De la ville à la non-ville », in *De la ville et du citoyen*, collection savoirs à l'œuvre, Marseille, éditions Parenthèses, p. 35 à 51

MORISSET L.K. et NOPPEN L., 2003, *Identités urbaines, échos de Montréal*, Québec, Editions Nota Bene, 318 p.

RONCAYOLO M., 2003, « La ville est toujours la ville de quelqu'un », in *De la ville et du citoyen*, collection savoirs à l'œuvre, Marseille, éditions Parenthèses, p. 53 à 73

SASSEN S., 1996, *La ville globale : New York, Londres, Tokyo*, Collection Les Urbanités, Paris, Descartes and Cie, 530 p.

WOUTER DUSAR N. B., 2004, *La digitalisation du patrimoine culturel*, traduit du danois par Lucie Moers, in <http://www.culturelestudies.be/student/portal/cultureelerfgoed/inleidingfrans.htm>

CARPENTIER N., 2002, *Beyond the virtual binary. ICT's as tools for bridging cultural divisions*, in <http://www.re-creatievlaanderen.be>.

#### ▪ Politiques patrimoniales :

BAUDOUIN R., 1997, « André Malraux et l'Invention du patrimoine sous la Vème République », in *L'esprit des lieux : le patrimoine et la cité*, sous la direction de J. GRANGE et D. POULOT, Presses Universitaires de Grenoble, p. 47 à 61

CARRIERE J.P. (sous la dir.), 2002, *Villes et projets urbains en Méditerranée*, Maison des Sciences de l'Homme « Villes et Territoires », coll. Perspectives, Presses Universitaires de Tours, 135 p.

D'ANGELO M., 2000, *Politiques culturelles en Europe : la problématique locale*, Série Formation, Strasbourg, Edition du Conseil de l'Europe, 189 p.

GERVOIS G., 1990, « Les secteurs sauvegardés en France », in *Villes et territoires : la réhabilitation des quartiers anciens et de l'habitat existant*, n°3, Centre Interdisciplinaire d'Etudes Urbaines, PUM, p. 115 à 125

FAYMAN S., 1998, *Faire la ville avec les associations d'habitants*, rapport de recherche pour le plan urbain réalisé par le bureau d'études Act consultants, Paris, 210 p.

LEMAIRE R.M., 1980, *Les communautés européennes et la sauvegarde du patrimoine architectural. Analyse et propositions*, Bruxelles, Conseil de l'Europe, p.43

LEVY J.P., 1990, « Introduction », in *Villes et territoires : la réhabilitation des quartiers anciens et de l'habitat existant*, n°3, Centre Interdisciplinaire d'Etudes Urbaines, PUM, p. 11 à 17

LUCAN J., 1998, « Généalogie du regard sur Paris », in *Paris Projet : quartiers anciens, approches nouvelles*, n° 32-33, revue de l'Atelier Parisien d'Urbanisme, Paris, p. 20 à 41

MESNARD A.H., 2001, « Le patrimoine dans l'aménagement du territoire culturel », in *Les urbanistes et le patrimoine, colloque international*, les cahiers de l'I.A.T.E.U.R., n°16, Presses Universitaires de Reims, p.73 à 83

MONTANER J. M., 2004, « Les métropoles transformées en musées ou en parcs à thème », in *Courrier International*, Hors Série Maison, *De Toit à moi, Mille et une façon d'habiter : écolo, techno, déco, ethno*, octobre, novembre, décembre 2004, p. 82-83

▪ Gouvernance et démocratie locale :

CHODKIEWICZ C., 1999, *La métropolisation en France et en Allemagne : les Régions Métropolitaines de Lyon et Stuttgart*, Grenoble, Université Pierre Mendès France

HERMET G. et alii, 1996, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin et Masson, p. 120

JOUBE B., "Gouvernance et décentralisation : les masques tombent enfin.", *EspacesTemps.net*, Textuel, 17.01.2004 in <http://espacestems.revues.org/document522.html>

LEVY J. et LUSSAULT M. (sous la dir.), 2003, article « Gouvernement urbain », in *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 422 à 426

RASERA M., 2002, *La démocratie locale*, collection collectivités locales, Paris, L.G.D.J., 183 p.

**AUTRES OUVRAGES CONSULTÉS :**

CHENU L. et alii, 1979, *Identité et comportement en milieu urbain : une recherche fondamentale sur la proximité appliquée à trois quartiers vénitiens*, rapport pour la division des établissements humains de l'UNESCO, Paris, 134 p.

DRIS N., 2002, *La ville mouvementée : espace public, centralité, mémoire urbaine à Alger*, Paris, l'Harmattan, 435 p.

CHARBONNEAU F., HAMEL P. et LESSARD M., 1992, *La mise en valeur du patrimoine urbain en Europe, en Amérique du Nord et dans les pays en développement : un aperçu de la question*, groupe universitaire de Montréal, n°1-92, 27 p.

GHORRA-GOBIN C. (sous la dir.), 1994, *Penser la ville de demain : qu'est ce qui institue la ville ?*, collection géographie cultures, Paris, L'Harmattan, 266p.

JOCAS M. et DAVID P., 1983, *Le milieu de résidence vu par ses occupants : contribution à l'élaboration d'un outil analytique*, Rapport de maîtrise, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal, 128 p.

JEUDY H.P., 1990, *Patrimoines en folie*, mission du patrimoine ethnologique, collection Ethnologie de la France, cahier n°5, ministère de la culture et de la communication, Paris, édition de la Maison des sciences de l'homme, 297 p.

LATOUCHE D., 1998, *Les villes et la recherche de l'identité*, Groupe de recherche et de prospective sur les nouveaux territoires urbains, Montréal, Institut National de Recherche Scientifique, 14 p.

MONNET J., 1993, *La ville et son double, la parabole de Mexico*, collection Essais et Recherches, Paris, Nathan, 197 p.

MORISSET L.K. et NAPPEN L., 1999, *Ville identitaires, villes identitaires : échos de Montréal*, Québec, éditions Nota Bene, 347 p.

PAYOT J., 1992, *Des villes-refuges*, collection monde en cours, Paris, éditions de l'Aube, 103 p.

STEBE J.M., 2001, *Architecture, urbanisme et société, idéologies et représentations dans le monde urbain, hommage à Henri Raymond*, Paris, L'Harmattan, 311p.